

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DES 4 FORUMS OUVERTS **Culture et développement durable**



Une concertation nationale territorialisée à l'initiative de l'Agence régionale Culture O Centre – Ateliers de développement culturel, Réseau Culture 21 et l'Observatoire des politiques culturelles, portée par les agences culturelles régionales et leurs partenaires locaux : l'Agence régionale du spectacle vivant Poitou-Charentes, Spectacle Vivant en Bretagne, la NACRe, Arcadi, Arene.

Avec le soutien :

- du ministère de la Culture et de la Communication
- du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
- de la région Poitou-Charentes
- de la région Basse-Normandie
- de la Caisse des Dépôts et Consignations
- de la FNCC

SOMMAIRE

Introduction sur la démarche : une concertation nationale territorialisée

- Jean-Pierre Saez, Lisa Pignot – Observatoire des politiques culturelles
- Culture O Centre, ARSV Poitou-Charentes
- Christelle Blouët - Réseau culture 21
- Marie-Christine Duréault-Thoméré, Labo « Culture et développement durable »
- Sophie Briand, Spectacle vivant en Bretagne
- Arene, Arcadi et Réseau Culture 21

Questionnements abordés sur les 4 forums ouverts

- Lisa Pignot – Observatoire des politiques culturelles

Rapports d'observation de l'équipe de recherche

- Compte rendu de Philippe Teillet sur le Forum de Poitiers
- Compte rendu de Christophe Moreau sur le Forum de Guichen
- Compte rendu de Marie-Christine Bordeaux sur le Forum de Feyzin
- Compte rendu de Vincent Guillon sur le Forum d'Ile-de-France
- Réflexions transversales

Introduction sur la démarche : Une concertation nationale territorialisée

C'est pour aborder les enjeux culturels du développement durable à l'échelle territoriale en France qu'une **concertation nationale déclinée au plan local a été organisée de novembre 2011 à janvier 2012**. Lancée à l'initiative de l'agence régionale Culture O Centre - Ateliers de développement culturel, Réseau Culture 21 et l'Observatoire des politiques culturelles, cette concertation a pris la forme de 4 forums régionaux ou interrégionaux portés par les agences culturelles régionales et leurs partenaires locaux : l'Agence régionale du spectacle vivant Poitou-Charentes, Spectacle Vivant en Bretagne, la NACRe, Arcadi.

Avec le soutien de :

- du ministère de la Culture et de la Communication
- du ministère du Développement durable
- de la région Poitou-Charentes
- de la région Basse-Normandie
- de la Caisse des Dépôts et Consignations
- de la FNCC

L'ambition de la démarche nationale territorialisée dont il est ici rendu compte était, pour l'ensemble de ses partenaires, d'impulser une dynamique collective et coopérative pour mettre en débat la problématique « Culture et développement durable ». Un sujet qui agrège autour de lui des enjeux qui vont bien au-delà des questions culturelles au sens classique de la notion et qui concerne autant le développement humain que le développement des sociétés. La philosophie de cette démarche se voulait aussi transversale, c'est-à-dire qu'elle visait à associer, outre la sphère culturelle, la société civile, le monde de l'éducation, le secteur social, économique, urbanistique, etc., mais également en privilégiant l'espace interrégional ou régional. En quoi ce questionnement est-il pertinent ? Comment est-il appréhendé par les acteurs locaux ? Quelles pistes de travail ou de collaboration autour des enjeux mis en valeur par les participants peut-on imaginer à l'échelle régionale, interrégionale, et au-delà ?

Quatre rencontres ont été mises en œuvre, à Feyzin, Poitiers, Guichen et Paris. Elles sont le fruit d'un long processus préparatoire et partenarial. Rassemblant plus de 500 personnes, elles ont entraîné des acteurs et des institutions de huit ou neuf régions différentes. Compte tenu de la complexité du montage du projet, ce résultat peut être considéré comme une réussite. Cependant, il est encore trop tôt pour dire si l'objectif opérationnel de départ, visant à stimuler la structuration de projets et d'actions dans chaque territoire concerné a été atteint. Toutefois, cette démarche a permis, grâce au travail de chaque agence culturelle régionale et à sa connaissance du terrain, la mise en place de comités de pilotage mettant pour la plupart autour de la table : acteurs culturels, acteurs sociaux, chambres régionales de l'économie sociale et solidaire, universités, agence régionale de l'environnement, parcs naturels régionaux, collectivités, etc. Ces comités de pilotage restent, pour la plupart, actifs pour poursuivre cette réflexion ou la développer.

Les quatre Forums Ouverts organisés n'avaient donc pas vocation, dans cette perspective, à être les points culminants de cette démarche mais bien des étapes dans le processus de concertation pour permettre aux acteurs d'échanger sur leurs pratiques, de prendre connaissance ou de débattre des enjeux de fond qui sous-tendent la question « culture et développement durable » et de disposer d'outils conceptuels préalables à l'action. Le poids de la méthode aura été, malheureusement, particulièrement crucial pour mener à bien ce dernier objectif, en devenant prédominante à défaut de servir l'objectif poursuivi. En effet, si le forum ouvert reste une méthode stimulante de par la spontanéité et la liberté d'expression qu'elle valorise et qui permet à l'ensemble des participants d'enclencher une discussion à partir de ses préoccupations (et non de celles qu'on pourrait lui imposer), sa mise en œuvre et son encadrement par des professionnels qui n'ont aucune connaissance du contexte ni des problématiques en jeu, tend à en faire une méthode au service de la méthode. Qualifiée d'open space technology par ses promoteurs, les « protocoles » d'organisation et de mise en scène amplifient l'omniprésence de la méthode sur le contenu et donnent l'illusion aux participants qu'un foisonnement de bonnes idées ou de solutions sont produites. Force est de constater à l'issue de ces forums que sur le fond la matière engrangée manque de densité. Cependant, de très nombreux thèmes de débat ont été évoqués. La rançon de cet éclectisme, c'est qu'ils n'ont pu dans le cadre imparti, qu'être effleurés. Une porte ouverte sur d'autres travaux ? Le sujet initial de ces concertations était vaste : il pouvait entraîner à discuter du développement durable comme d'un nouveau référent culturel pour construire le monde de demain ou bien encore considérer comment le champ culturel peut intégrer et accompagner une perspective de développement durable. Il reste que certains sujets, relevant directement de la notion de droits culturels n'ont pas suscité de particulière remontée. C'est le cas du rôle de la culture numérique dans la construction de la citoyenneté ou d'une société de la connaissance. C'est aussi le cas de la question de l'éducation artistique et culturelle. Les pistes de travail ne manquent donc pas et la problématisation partagée d'un tel sujet reste à approfondir.

Jean-Pierre Saez, Lisa Pignot

Observatoire des politiques culturelles

« Culture et Développement Durable » : une question à partager pour avancer...

Culture O Centre, ARSV Poitou-Charentes

S'emparer de la question

Culture et développement durable : est-ce une problématique en soi ? Dans un contexte général où le développement durable est débattu au sein de nombreux espaces, sous différentes formes, à différentes échelles territoriales... il nous paraît important d'aborder cette relation entre développement durable et culture, au-delà du seul champ de la création artistique ou de son traitement environnemental. Comment aborder cette thématique à l'aune de nos pratiques, de nos interventions, de nos territoires ? Nous souhaitons aborder pleinement cette question afin de la partager avec les acteurs de la filière et tous ceux qui au-delà voit la culture comme un élément important du vivre ensemble.

S'emparer de la question, tenter de la partager impliquent d'imaginer un débat inscrit dans un long terme. Elle ne saurait être traitée de manière événementielle, mais plutôt s'inscrire dans des temps d'échanges espacés et selon des modalités différentes.

C'est donc dans cette dynamique que nous inscrivons notre démarche en sollicitant les acteurs de notre territoire impliqués dans cet enjeu majeur de société qu'est le développement durable.

La partager

Au-delà de la création artistique, c'est une diversité de secteurs à laquelle nous nous associons pour aborder cette question de la relation entre culture et développement durable. Cette approche implique de prendre le temps d'échanger autour de ces notions afin que chacun des acteurs mobilisés puisse y exposer au plus près sa conception. Si le forum ouvert participe de cette élaboration partagée d'une acception (acceptation ?) commune de la question, il ne saurait en être le seul support ; c'est pourquoi nous inscrivons cette question dans une démarche au long cours, inscrite pour la région Centre dans un réseau qui se réunit régulièrement et pour la région Poitou-Charentes, au travers de nouveaux temps d'échanges et de débats. Le forum ouvert a été un des outils de ce travail que nous développons dans la durée.

Partager c'est aussi accepter le doute, les interrogations, les compréhensions et analyses différentes... Débuter notre travail territorial par une forme ouverte d'échanges, par un processus de travail collectif (à même de permettre la confrontation des démarches et des points de vue), par une méthode dynamique... nous paraissent donc pertinents. De ce point de vue, le forum ouvert a répondu à nos attentes et selon les acteurs du réseau eux-mêmes a grandement participé à consolider notre démarche entreprise collectivement.

Avancer

Le processus enclenché est encore loin de son terme ; aussi convient-il de continuer à mobiliser les opérateurs dans leur diversité et de donner toute sa place à la culture dans les démarches de développement durable. Afin de continuer à avancer, notre démarche s'inscrit résolument comme un travail en cours permanent (*work in progress* diraient les artistes !) :

- Mobiliser les méthodologies et outils d'intelligences collectives expérimentés notamment par les réseaux d'éducation populaire
- Suivre les projets qui s'inventent sur nos territoires, nouvelles voies incluant ces problématiques transversales caractéristiques d'une démarche de développement durable afin d'en extraire des indicateurs communs.

Revendiquant le droit à l'expérimentation, nous continuons ce chantier commun, persuadés que la diversité culturelle reste un de ces indicateurs à même de contribuer à une analyse transversale de ce qu'est un projet en développement durable.

Comme une manière commune de s'inscrire dans une poétique du divers, si chère à Édouard Glissant.

Des forums ouverts pour quoi faire ?

Christelle Blouët,

fondatrice et coordinatrice du Réseau culture 21

L'initiative de la concertation nationale culture et développement durable avait plusieurs objectifs. Pour le Réseau culture 21, il s'agissait de partager les enjeux les plus importants de l'articulation de la culture au développement durable et d'encourager une réelle mise en action territoriale.

Un processus participatif en cohérence avec le développement durable

Cette concertation nationale avait l'ambition de « mettre les gens au travail ». Il ne s'agissait pas seulement d'organiser quelques rencontres professionnelles, mais bien d'amorcer la réflexion et l'action territoriale en cohérence avec les impératifs de participation et de coopération, inscrits comme des éléments déterminants des démarches de développement durable. La méthode participative proposée par le Forum ouvert a ainsi permis d'impliquer de nombreux acteurs en amont des rencontres et portait l'intention de poursuivre le travail à la suite des forums.

Un éclaircissement de la thématique

L'articulation de la culture avec le développement durable fait l'objet d'un intérêt croissant ces dernières années. La prise de conscience de son rôle fondamental au cœur du développement est acquise dans les déclarations et conventions internationales, mais trop peu à l'œuvre sur nos territoires. Pour les acteurs, il est encore nécessaire d'identifier et de clarifier les principaux axes de travail offerts par cette articulation.

La diversité, la participation et la transversalité sont des clés d'entrée qui permettent de revisiter très en profondeur l'ensemble des politiques publiques. Elles proposent également un changement de posture avec laquelle les aborder.

Sur le terrain, de la simplification excessive de certaines démarches d'éco-responsabilité à la complexité d'une approche globale et systémique du développement, chacun doit prendre le temps de tracer son chemin pour s'approprier ces enjeux dans toute leur ampleur. Ce premier temps de mobilisation à travers les Forums constituait une proposition à investir en ce sens.

Le libre choix

Les Forums ouverts nous ouvrent l'opportunité de rassembler des personnes très diverses ne détenant pas un savoir homogène. Les participants sont les artisans de la rencontre. C'est leurs savoirs et leur expertise qui compose la matière des échanges. Chacun peut y construire son propre parcours, autonome et choisi, au travers des propositions des participants, plus ou moins avertis sur les sujets abordés.

La valeur ajoutée des forums ouverts se situe à cet endroit. Ne remplaçant pas une conférence d'expert sur un propos, elle permet cependant de construire de nouveaux savoirs dans un contexte d'échange interpersonnel comme il s'en présente rarement. C'est à cette création de lien que doit œuvrer le développement durable et que souhaitait contribuer cette première concertation.

La mobilisation du secteur professionnel de la culture

Le secteur culturel professionnel a un rôle important à jouer dans la redéfinition de la place de la culture dans les politiques publiques. Il importe que ses acteurs y prennent pleinement leur place, et particulièrement en France où le champ culturel s'est arrogé de fortes prérogatives. L'évolution de la place du culturel dans la société se fera difficilement sans le secteur professionnel. Il est donc capital qu'il participe de cette (ré)appropriation et l'investisse au cœur de ses missions. Les Forums ouverts s'adressaient en priorité à ces acteurs, mais pas exclusivement.

La culture en transversalité

En effet, un des grands enjeux porté par cette approche consiste à décroquer la culture, en tant que secteur professionnel mais surtout en tant que thématique. Mettre la culture au cœur du développement durable consiste à encourager chaque secteur de l'action publique à l'intégrer comme une composante centrale de son action. Les forums ouverts ont invité à un premier pas dans ce sens et amorcé un travail commun : le social et l'éducation avec qui les habitudes de travail sont plus fréquentes étaient présents, mais aussi l'aménagement du territoire, l'agriculture ou l'économie sociale et solidaire avec lesquels il est plus rare de nouer des relations suivies : une avancée à poursuivre en la matière.

De la maturation

Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'une première étape qui doit ouvrir sur des développements plus ambitieux. Ces premiers pas sont un socle pour engager les chantiers du renouvellement de nos politiques, comme pour renouveler les modalités de mobilisations et de rencontres professionnelles, plus impliquantes pour leurs participants. Ces expériences donneront toute leur valeur ajoutée si elles se multiplient et se diffusent largement. Comme pour tout processus, il s'agit de les faire siens et de les faire grandir. Riche des enseignements de cette première concertation, il nous semble pertinent que la démarche soit investie par de nouveaux territoires. Le Réseau culture 21 continuera d'encourager la poursuite de cette mobilisation.

Renouveler notre vision de la culture et ses modes d'organisation

Marie-Christine Duréault-Thoméré

Co-fondatrice et formatrice du Labo « Culture et développement durable »

<http://reseauculture21.fr/labou/>

La gouvernance au cœur du développement durable

L'idée d'organiser des Forums Ouverts sur la thématique Culture et développement durable a émergé grâce à la découverte de l'outil Forum Ouvert. Le Labo du même nom, avait lui-même été constitué 2 mois auparavant en s'appuyant sur ce type de méthode d'intelligence collective. En effet, comment aborder cette thématique nouvelle, avec les valeurs qu'elle promeut ? Le changement des modes de faire ensemble et de posture est au cœur du questionnement de la culture dans un développement durable. C'est une nouvelle culture que chacun doit pouvoir rencontrer, expérimenter, mettre en actes.

Il est aujourd'hui acquis, en particulier par ceux qui ont l'occasion de les utiliser ou de les pratiquer de façon régulière et sincère, que les méthodes d'intelligence collective permettent aux participants de sortir des postures convenues, d'exercer leur responsabilité et de libérer leur créativité. Pour cela, il est nécessaire de travailler en s'appuyant sur des processus clairs. C'est un choix crucial. Il peut avoir pour conséquence de cristalliser de fortes résistances. Alors, s'exprime la crainte que les processus induisent des résultats ne correspondant pas aux valeurs de ceux qui les convoquent.

Faire avancer la réflexion sur le rôle et la place de l'art et de la culture en France

Depuis 2003, temps de crise pour le spectacle vivant et l'audiovisuel, nous avons une vision claire de la nécessité, « de prendre un virage, de faire autrement ». Sept ans plus tard, le questionnement sur le rôle de la culture dans un développement durable et l'opportunité de nouveaux outils de réflexion collective ont suffi à déclencher l'idée des Forums. Un seul forum national, n'eût pas porté la dimension territoriale, importante dans le développement durable. C'est ainsi que plusieurs porteurs régionaux ont pu développer leur projet.

Du principe à la réalisation il y a toujours des surprises.

Si le principe d'une concertation nationale et le sujet ont immédiatement fait l'unanimité, le choix d'un outil, processus de travail complet, ici le Forum Ouvert, a provoqué de fortes résistances. Difficile de faire confiance à des consultants, des « privés », qui travaillent avec les entreprises de l'économie marchande ! Difficile de céder sa position de « sachant » et de faire confiance à un nouveau processus. Le montage du projet a donc été en lui-même une confrontation grandeur nature à la question des nouveaux modes d'agir ensemble.

La question de « l'expertise des participants » a elle aussi été fortement interrogée. La connaissance de ce sujet et des enjeux est encore peu approfondie dans notre secteur. Dans ce cas, quel intérêt auront les discussions proposées par les participants, sans la présence d'experts ? Bien entendu, les actions de sensibilisation, comme elles ont eu lieu en Ile-de-France ont été les bienvenues, mais le premier pas n'est-il pas de faire goûter le changement de posture ? De permettre aux personnes de se

rencontrer différemment, d'amorcer le questionnement, de croiser leur expertise...? La qualité du chemin et ce qu'elle produit de rencontres, de prises de conscience..., n'a t-elle pas en elle-même une valeur et une fécondité suffisantes ?

Aborder la place de la culture dans le développement durable

4 forums ont eu lieu. Plusieurs centaines de personnes ont abordé la question de la place de la culture dans le développement durable. C'est une belle réussite. Et les retours de participants, qui à peine rentrés chez eux nous ont témoigné de la mise en pratique d'une nouvelle posture de participation et de responsabilité parle d'elle-même.

La démarche des forums, de par sa thématique, est une démarche engagée. Elle nécessite de faire évoluer les postures acquises. Le facteur temps est aussi une question prégnante dans la mise en œuvre de projets en réseau. La réponse à ces deux besoins passe par la mise en place d'une gouvernance de projet et de processus de travail. Il est nécessaire de prendre le temps de les définir collectivement en amont.

De l'autre côté du virage

Les forums constituent un moment marquant pour ceux qui y ont participé, chercheurs compris. Ils ont leur limites, relevées par les rapports de recherche qui auraient gagné en objectivité si l'ensemble des éléments de méthode avait été connu. L'enjeu est celui de l'appropriation des méthodes de travail par les acteurs. L'amélioration de la méthodologie du Forum Ouvert, qui fait l'objet d'un travail en continu sur le plan international, y trouvera également matière.

Les sujets posés au cours des forums montrent que nous sommes capables de porter notre regard vers de nouveaux horizons culturels, de l'autre côté du virage. Il y a beaucoup à faire, en particulier sur la manière d'agir ensemble. La gouvernance ne consiste pas à réaliser une « alchimie humaine ». Elle permet de se projeter au-delà, vers un avenir qu'il nous faut inventer.

Forum ouvert de Guichen : quelques éléments de contexte

Sophie Briand, chargée de mission

Spectacle vivant en Bretagne

Spectacle vivant en Bretagne partenaire dans l'expérimentation

Sollicité par l'Observatoire des politiques culturelles, dès l'été 2010, pour contribuer à la réflexion sur les enjeux « culture et développement durable », Spectacle vivant en Bretagne sera présent au sein du groupe projet national, associant organisateurs et partenaires, tout au long du processus. Dans un contexte où l'établissement et son équipe sont en mouvement, achevant une première période contractuelle de trois ans, le « cahier des charges » proposé par les initiateurs de la démarche apparaît d'emblée ambitieux. Il s'agira, en effet, d'opérer un déplacement et une ouverture quant aux axes et publics jusqu'alors priorisés par l'établissement : « s'adresser à la société civile au sens large... intéresser une grande diversité d'acteurs professionnels allant du monde de la culture au secteur social, et comprenant aussi des acteurs du développement local, de l'éducation, de l'économie, etc. ».

Le portage local du forum ouvert : un processus

Des « acteurs historiques » présents sur le territoire

Repérés pour leur engagement sur le sujet « culture et du développement durable », ou tête de réseau sectoriel, un premier cercle d'acteurs-relais a été sollicité. À l'occasion d'une réunion organisée dès février 2011, il s'agissait de les informer de la démarche, de vérifier ensemble l'opportunité du forum ouvert, sa faisabilité, et plus globalement les attentes de chacun. Une dizaine de participants a répondu présent (associations, territoires, organismes de recherche et de formations, institutions) : l'association des Festivals engagés pour le développement durable et solidaire, Dastum, Livre et lecture en Bretagne, le Centre de Recherche pour l'Action Politique en Europe, le Collège des Hautes Études pour le Développement Durable, la DRAC Bretagne, le Pays de Pontivy, la Ville de Quimper.

Un groupe projet à l'échelle locale

La formation d'un groupe projet « comité de pilotage local » a été la deuxième étape du processus : outre les participants ayant répondu présents lors de la réunion de février, d'autres collectifs et réseaux ont été informés et invités à contribuer à l'organisation du forum ouvert. En région Bretagne, pour le secteur culturel : les agences culturelles départementales, le Comité de Réflexion et d'Action pour la Culture et la Connaissance, Danses à tous les étages, Le Jardin Moderne, Les Articulteurs, La coopérative, la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture... Pour le secteur de l'économie sociale et solidaire et du développement durable : la CRES, l'Institut régional du patrimoine, le Parc Régional, le Réseau Cohérence... Enfin, conformément à l'ancrage territorial proposé pour le forum, des contacts avec les régions Pays-de-la-Loire et Basse-Normandie ont été établis, permettant d'identifier des acteurs engagés ou intéressés par ces enjeux.

A défaut de répondre au double critère de l'intersectoriel et de l'interrégional, le fonctionnement de ce groupe projet aura finalement reposé sur six membres permanents particulièrement investis et engagés sur le projet : l'IRPA, le Réseau Cohérence, la CRES, Danse à tous les étages, Trempolino et Spectacle vivant en Bretagne.

Le Pays des Vallons de Vilaine, sollicité parallèlement pour accueillir la manifestation, a également très vite rejoint ce groupe.

Une construction collégiale

Déroulement du forum, formalisation de l'invitation, actions de sensibilisation et de communication ont pu être définies collégalement. C'est ainsi que s'est peu à peu dessinée la spécificité du forum ouvert de Guichen : proposé sur deux journées (les participants s'engageant à être présents sur les deux jours), il ne proposait pas de phase de convergence associée à un vote de priorités. Le choix des organisateurs s'est porté sur une bourse aux projets, et – particularité très appréciée des participants – la présence, tout au long des deux journées, d'ateliers de pratiques artistiques.

En amont du forum, quelques actions de sensibilisation-communication ont été organisées :

- présentation lors de la rencontre « penser la coopération territoriale » organisée fin mai à Redon en marge du colloque national porté par les Articulateurs, l'UFISC et la COFAC ;
- en octobre, présence sur les salons Ille-et-bio à Guichen, Ecoterritoriales à Vannes, et sur la journée professionnelle « culture et développement durable » organisée à Quimper par le conseil général du Finistère ;
- enfin, accueil le 12 octobre de l'une des journées de séminaire organisé par la FNCC pour sensibiliser les élus.

Et après ? Mille façons d'agir pour garder le fil rouge

Les sujets discutés lors de ces forums ouverts constituent autant de chantiers qui se poursuivent sur les territoires mobilisés tout au long de la concertation. En région Bretagne, Spectacle vivant collabore aujourd'hui à certains d'entre eux :

- Le groupe de travail « culture et économie sociale et solidaire », constitué à l'initiative de la CRES pour avancer sur le repérage et l'analyse des initiatives culturelles et artistiques relevant de l'économie sociale et solidaire.
- Le collectif régional « l'art comme levier » qui questionne la transversalité entre le champ de l'action sociale et le champ culturel et artistique.
- Le CANOPEA concernant l'enseignement et l'éducation artistique.
- Le réseau rural breton avec une approche intersectorielle de la démarche des circuits courts.

À l'heure où se dessine la prochaine feuille de route de Spectacle vivant en Bretagne pour les années à venir, formulons le vœu que cette initiative, et les pistes de travail qu'elle propose, soient autant de domaines d'intervention retenus pour agir demain.

La démarche francilienne « Culture et développement durable : la Cité en chantier »

Arene, Arcadi et Réseau Culture 21

Juin 2012

L'organisation du Forum ouvert en Île-de-France a témoigné en premier lieu de la volonté et d'une possibilité de rapprochement des acteurs institutionnels et des professionnels des mondes de la culture, des collectivités territoriales, de l'environnement, de l'économie sociale et solidaire autour de cette thématique émergente de culture et développement durable.

Pour mémoire, la déclinaison francilienne du forum a été conçue dès le départ non pas comme un seul évènement mais comme une démarche, d'où l'idée d'un dispositif plus large incluant par exemple des conférences de sensibilisation à la thématique, la constitution d'un comité d'orientation, groupe de travail appelé à poursuivre ses travaux et des réunions d'un groupe citoyen composé de non-professionnels de la culture.

Cette initiative est en effet d'abord l'histoire d'une rencontre entre deux agences régionales, l'une dédiée au développement durable, l'ARENE Île-de-France, l'autre à la culture, Arcadi, via respectivement leurs pôles prospectives et ressources. Porté au sein des deux structures et en collaboration étroite et continue avec l'interface nationale Réseau culture 21, ce Forum Ouvert a conduit, en interne et collectivement, à un travail de prise de conscience et d'intégration de nouvelles problématiques, supposant un décloisonnement à la fois thématique et organisationnel et nécessitant d'imaginer de nouvelles formes de confrontation d'idées et de travail en commun.

Bien évidemment, le Forum Ouvert ne visait pas qu'à changer les relations entre institutions. Il convient de rappeler que les agences régionales, si elles n'interviennent pas directement dans la mise en œuvre concrète de politiques de soutien définies par le Conseil Régional, gardent une capacité de contribution au débat et à la mise en perspective auprès de l'institution régionale. Le forum ouvert n'avait pas vocation à redéfinir unilatéralement une politique culturelle « durable » pour la Région, mais portait bien l'intention d'une première étape de mobilisation pour y contribuer.

En s'adressant à une pluralité de professionnels, issus de mondes variés (culturel, économie sociale et solidaire, environnement, éducation populaire, collectivités territoriales...) il offrait également un espace privilégié de rencontres entre participants d'origine diverse qui n'avaient pas l'habitude de se côtoyer. Réunissant plus de 200 personnes sur deux jours, il a ouvert un cadre d'échanges privilégié et confortable, où la parole était fluide et libre, affranchie des carcans habituels de la représentation hiérarchique ou institutionnelle, grâce à un dispositif qui permettait le principe d'équivalence et d'égalité entre chaque participant. Il donnait une place à des intervenants, simples « usagers », « intéressés » ou acteurs du système qui n'ont pas systématiquement voix au chapitre dans les formes traditionnelles de débats institutionnels, à côté des représentants établis des institutions, ou des corps représentatifs des politiques publiques. Leur seule présence volontaire justifiait, s'il le fallait, leur légitimité, comme tout un chacun, à s'emparer de ces questions.

Également porteurs potentiels de visions et de projets alternatifs susceptibles de renouveler le cadre d'élaboration de politiques dont ils seront bénéficiaires ou public-cibles, ils n'étaient pas réduits au rôle de simple spectateur auquel les conférences les confinent habituellement. Force de propositions,

ils exercent pleinement cette capacité à redéfinir un espace politique de co-décision, et ceci malgré « l'absence des agents dominants du champ de ces politiques ».

Le Forum Ouvert, dans sa phase de convergence, avec le foisonnement d'idées qui le caractérise, ne prétendait pas fixer des programmes d'actions précis autour de la culture et du développement durable. Son principal intérêt est d'avoir suscité l'expression de projets, aussi divers par leur intention que par leur périmètre, susceptibles de jalonner la transition en œuvre sur nos territoires et dans nos métiers vers une trajectoire plus durable.

Le mode de « conversation ordinaire » qu'engendre la forme du forum a pu faire observer des faiblesses d'argumentation conceptuelle ou de problématisation des thématiques dans certains ateliers. Mais la prise de conscience personnelle et la reformulation avec ses propres mots d'enjeux déjà pensés ou construits intellectuellement dans d'autres instances, de recherche ou politique, ne constitue-t-elle pas une étape essentielle dans ce lent processus d'appropriation et de transition ?

La collecte des avis des participants à la fin de la rencontre a pu témoigner d'une satisfaction très importante de la rencontre vécue. Expérimentation, communication, travail et création : autant d'attentes qui auront tout ou partie été satisfaites dans ce premier temps de mobilisation, selon les participants s'étant exprimés. Certains réfractaires s'inscrivent en faux par rapport à ce sentiment partagé, permettant aussi d'observer les faiblesses du processus et ses marges d'amélioration.

Le Forum Ouvert permet d'envisager de nouvelles perspectives pas forcément ancrées dans le giron des politiques publiques de la culture. Il a révélé un mouvement en cours, et témoigne d'une réelle dynamique enclenchée, à en voir la volonté d'expérimenter ces formes renouvelées de mise en débat, mais aussi de prise de conscience de ces enjeux dans des projets de territoires type Agenda 21, ou par les coopérations naissantes d'acteurs divers de terrain, quasi improbables il y a encore un an, et qui conçoivent de nouveaux projets communs...

Avertissement

Ce rapport constitue un compte rendu des divers forums Culture et développement durable qui se sont tenus de novembre 2011 à janvier 2012 à Poitiers, Guichen, Feyzin et Paris. Il comprend les textes de l'équipe de recherche chargée d'accompagner et d'observer ces rencontres¹. Cette équipe était composée de Philippe Teillet, Christophe Moreau, Marie-Christine Bordeaux, Vincent Guillon et accompagnée par l'équipe de l'Observatoire des politiques culturelles.

L'équipe de recherche avait pour mission :

- d'observer la manière dont les participants entrent en dialogue et interagissent, notamment la façon dont les participants négocient et parviennent à « converger ». Comment se construit la négociation ? Quels sont les leviers ou les résistances pour entrer en négociation ? Certains secteurs sont-ils plus rétifs que d'autres ?
- de saisir la dynamique de participation au cours des différents temps du forum (ronde d'ouverture, ateliers, convergence, etc.) ;
- de réaliser des entretiens informels et spontanés avec les participants durant le temps du forum pour saisir sur le vif la façon dont ils vivent le forum, leurs attentes, etc.

Chaque forum ouvert a fait l'objet d'une analyse particulière avec le souci de suivre les forums selon une grille d'analyse commune comprenant les points suivants :

- Éléments de contexte (démarche et objectifs poursuivis)
- Présentation de la rencontre (thème, lieu, éléments spécifiques)
- Analyse des participants en fonction de la liste d'inscrits transmise (composition, origine géographique, secteurs professionnels absents ou sous-représentés, érosion des participants sur toute la durée du forum)
- Matériaux disponibles (équipe et dispositif d'observation)
- Déroulement du forum (analyse et observation des plénières et des ateliers : ce qui s'en dégage en termes de méthode, de contenu et d'impressions recueillies auprès des participants)
- Atouts et difficultés (concernant le dispositif méthodologique, les modalités d'organisation, le contenu des échanges).

Les comptes rendus des chercheurs sont précédés d'un texte de synthèse des thèmes abordés par les participants durant la première phase des forums (appelée phase d'émergence).

¹ Ce travail de l'équipe de recherche pourra être utilement complété par les comptes rendus que pourront établir chaque porteur de forum.

Questionnements abordés sur les 4 Forums Ouverts

Lisa Pignot, Observatoire des politiques culturelles

Quatre forums ouverts territorialisés – rencontres fondées sur le principe d'une contribution active et libre des participants – mettant en débat la relation entre culture et développement durable se sont tenus dans différentes régions entre novembre 2011 et janvier 2012 sur un ou deux jours. Portés par des agences régionales de spectacle vivant, chacun d'eux reposait sur une dynamique propre, un partenariat spécifique, un questionnement singulier. Le premier rendez-vous de cette suite s'est déroulé à Poitiers à l'instigation de Culture 0 Centre – Ateliers de développement culturel, en partenariat avec l'Agence régionale Spectacle Vivant en Poitou-Charentes et a traité de la question suivante : « Culture et développement durable : construire de nouvelles perspectives pour nos territoires ». Spectacle Vivant en Bretagne, auquel la Région Basse-Normandie s'est associée, avait pour intitulé « Comment, ensemble, mettre la culture au cœur du développement durable ? ». La NACRe, soutenue par un comité de pilotage régional, a mis en avant le questionnement suivant : « Culture et développement durable : un nouveau chantier ». ARCADI, en partenariat avec l'ARENE et Réseau Culture 21, a proposé de réfléchir à ce sujet : « Culture et développement durable : la cité en chantier ? ».

Les quatre forums ont rassemblé un public de plus de 500 personnes². 134 ateliers se sont constitués sur la base des propositions spontanées des participants. Chaque atelier durant en moyenne une heure et demie était fondé sur des échanges informels entre participants qui rassemblaient de 2 à 25 personnes.

Il est possible de regrouper les sujets abordés sous 8 grandes problématiques :

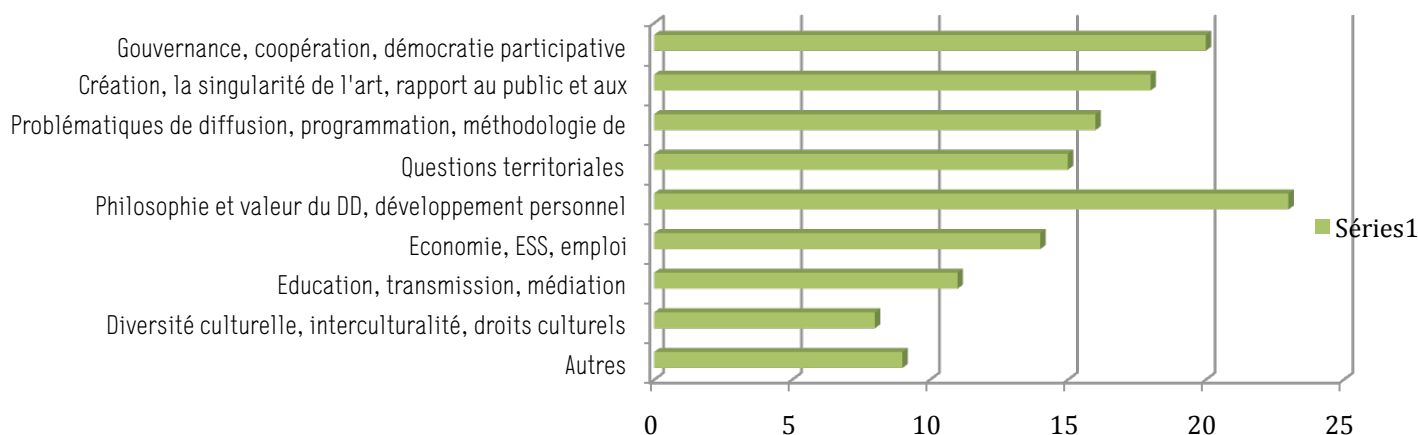
- Gouvernance, démocratie participative, coopération de l'échelle locale à l'international
- Création, singularité de l'art, rapport avec le public et les habitants, relation à la vie culturelle
- Problématique de diffusion, programmation, méthodologie de projet
- Questions territoriales (urbanisme, politique de la ville)
- Philosophie, valeurs, développement personnel
- Economie, économie sociale et solidaire, emploi
- Education, transmission, médiation
- Diversité culturelle, interculturalité, droits culturels

À la lecture des rapports d'ateliers, il ressort qu'ils ont littéralement permis l'émergence de nombreuses *questions* laissées essentiellement ouvertes, sans nécessairement les résoudre ou sans leur apporter des réponses positives.

Ce premier chapitre constitue une synthèse qui récapitule les sujets abordés. Il n'a pas la prétention d'indiquer la portée des débats ou de les mettre en perspective.

² Sont comptabilisées exactement 533 personnes inscrites sur les listings. Concernant la sociologie des participants, il n'est pas possible de l'établir avec précision. On peut cependant souligner qu'une très large majorité des contributeurs étaient des acteurs du champ culturel lui-même, quelques représentants des secteurs environnemental, éducatif ou social ont aussi été de la partie. Concernant le milieu culturel, l'ancrage territorial des participants n'est pas une donnée toujours disponible. Par ailleurs, les fichiers des participants ne sont pas constitués de manière équivalente sur les quatre forums, ce qui rend une analyse statistique impossible.

Thématiques abordées sur l'ensemble des Forums



A –Gouvernance, démocratie participative, coopération de l'échelle locale à l'international

20 ateliers au total ont abordé les questions de gouvernance, de démocratie participative et de coopération. Parmi les sujets traités, on peut relever quelques lignes de force qui traversent les discussions.

Comment penser la démocratie participative ?

Cette question interroge à la fois les liens qui seraient à construire avec les instances de démocratie locale sur un territoire et plus largement avec les acteurs de la société civile, voire les habitants eux-mêmes, mais elle interroge également les méthodologies requises : délimitation de l'espace de concertation (son objet, son objectif, son contexte, etc.), travail en petits groupes, animation adaptée pour mobiliser une compétence collective et s'assurer que les informations soient transparentes et maîtrisées par tous, édification d'espaces de dialogue pour que se construise la citoyenneté en mettant à disposition des lieux libres et ouverts aux citoyens. La co-définition et la participation dans la mise en œuvre des problématiques de territoire et de projets apparaissent ici comme les clés de la démocratie participative.

La culture apparaît également comme une entrée alternative pour participer à la vie publique, comme un moyen de construire une vie citoyenne mais aussi comme une opportunité pour créer de la mixité sociale dans les instances de participation. Plusieurs freins sont fréquemment évoqués : la difficulté à concilier le temps du politique et le temps de la participation citoyenne, le manque de légitimité accordée à la parole citoyenne, la difficulté à construire des relations de confiance avec le politique mais dans quelques cas aussi avec les artistes, la crainte chez le citoyen d'être instrumentalisé, le fait que la culture ne soit pas toujours pensée comme relevant de l'intérêt général.

Quelle place est laissée à l'initiative citoyenne dans la culture ?

De nombreux ateliers se sont également intéressés à la place laissée à l'initiative citoyenne pour agir dans la vie culturelle ou être associé à la réflexion. Si la culture a besoin de la société civile, dans quelle mesure la société civile est-elle consultée ? Quels sont les cadres existants ? Quelles formes de consultation (moins « descendantes ») mettre en place ? Quels sont les lieux possibles de rencontre entre le citoyen et l'artiste ? Les acteurs culturels et les artistes sont-ils prêts à jouer le jeu ?

La culture peut-elle être une source d'inspiration et de renouvellement des politiques publiques ?

Les discussions ont pointé la méconnaissance par les politiques publiques et autres organes de pouvoirs locaux des initiatives alternatives émanant de la société civile (type AMAP, monnaie d'échange locale, initiatives habitantes, etc.) qui relèvent d'une créativité quotidienne et qui offrent des propositions intéressantes en termes de développement culturel durable. Comment rendre visibles ou faire se rencontrer ces pratiques citoyennes susceptibles d'inspirer de futures politiques publiques ? Comment impacter les politiques culturelles (aides, subventions, soutiens, moyens mis à disposition) grâce à des projets et des actions qui peuvent provoquer une dynamique et une synergie dans la cité ?

Quelles formes de coopération inventer, du plan local au plan international ?

De très nombreuses discussions ont porté sur le rôle des Agenda 21 en tant qu'outils pour construire, imaginer et réinventer les formes de coopération, en ce qu'ils permettent notamment de rassembler les acteurs culturels agissant sur un même territoire. Décloisonnement, co-construction et transversalité sont les maîtres mots de ces discussions. Comment bâtir une coopération entre tous les niveaux territoriaux ? Comment organiser l'horizontalité des différentes politiques pensées verticalement ? Comment construire un projet politique transversal pour le territoire ?

En quoi le réseau peut-il être un outil d'une stratégie de développement durable permettant de dépasser les logiques d'acteur et de travailler sur une transversalité des filières ?

Dans une moindre mesure, quelques discussions se sont intéressées à la problématique de la coopération dans le champ des relations culturelles internationales ou dans celui de la coopération décentralisée, en pointant plusieurs questions : Comment redonner à la culture un vrai rôle dans les politiques du développement international eu égard à la résolution de l'ONU sur Culture et développement ? Quels nouveaux outils imaginer pour mieux comprendre les territoires et identifier les demandes de coopération ? Comment faire le lien entre développement durable et coopération décentralisée ? Quel est le rôle de la culture dans la régulation des échanges internationaux ? Toutefois, de nombreux freins et obstacles sont énoncés comme autant de préalables pour pouvoir résoudre ces questions, en particulier la posture ethnocentriste et le rapport de domination dans les échanges culturels calqué sur un rapport de domination économique.

B – Création, singularité de l'art, rapport avec le public et les habitants, relation à la vie culturelle

18 ateliers au total ont traité de problématiques propres à la création artistique, à sa singularité et au rôle des artistes dans la société à travers des expériences de participation du public et des habitants.

Un des préalables commun à la plupart des discussions porte sur **la relation à l'art et à la culture**. Le citoyen est souvent perçu comme un consommateur de culture, d'où naît la prise de conscience de

faire du spectateur un véritable acteur, un « spect'Acteur ». La mise en débat de ces questions conduit à renouer avec des démarches d'éducation populaire, pour associer la population (et notamment les amateurs) à la réalisation de projets créatifs, à l'expérience artistique et pour susciter une posture active. Par ailleurs est évoquée la question des publics éloignés de la culture ou de la vie sociale, mais aussi celle de l'offre culturelle sur un territoire consommée principalement par des publics avertis et dans une moindre mesure par une population de proximité.

Comment impliquer ensemble artistes et habitants à la construction d'un projet artistique ?

C'est une des questions centrales abordées durant les forums qui apparaît dans de nombreux rapports de discussion (même lorsque le sujet de départ n'était pas posé comme tel). La création partagée ou la co-création est envisagée comme le moyen d'impliquer l'habitant/citoyen à tous les niveaux du montage d'un projet (de la conception à la diffusion) mais aussi comme un moyen pour créer des coopérations entre artistes et entre collectivités.

Comment mobiliser, intéresser, donner envie aux habitants de s'impliquer ? Avec quels outils ?

Si la participation est un objectif à atteindre rarement remis en question, en revanche elle suscite de nombreuses précautions quant au sens donné à cette participation et aux façons de faire. Faire participer, est-ce instrumentaliser ? La recherche de participation de publics diversifiés est-elle un alibi pour remplir des critères d'évaluation et une caution pour renforcer les décisions publiques ? Comment faire pour que le projet participatif ne soit pas détourné de ses objectifs initiaux ? Comment éviter la récupération ou le détournement d'un projet généreux au départ ?

Plus largement, les discussions se sont orientées vers la recherche d'actions exemplaires ou d'outils pour parer aux difficultés et susciter la mobilisation du public.

- Relier les projets à l'action culturelle déjà existante dans un quartier, aux réseaux déjà en place.
- Identifier les besoins, les désirs culturels formulés ou implicites et inciter les habitants par un discours qui tienne compte de leurs préoccupations, pour aller vers un développement « désirable » et non pas seulement durable.
- Désacraliser le rapport à la culture, combattre les fantasmes et les peurs pour rendre accessible cette participation.
- Communiquer autrement sur les projets artistiques, dans l'échange et le partage des savoirs.
- Susciter la confiance des habitants par un travail d'immersion in situ.
- Privilégier une démarche de long terme.
- Faire appel au bénévolat pour permettre aux habitants de s'approprier le projet et d'y participer.

C – Problématique de diffusion, programmation, méthodologie de projet

Sont regroupées dans ce thème des discussions qui prolongent ou se recoupent en partie avec la thématique précédente mais qui se focalisaient sur des questions précises de diffusion, de production artistique et de programmation à travers la mise en commun d'expériences ou de pratiques exemplaires (16 ateliers au total).

Parmi les questions abordées, celle du développement durable dans les événementiels de type festivals ou dans les équipements culturels a servi de préambule à de nombreuses discussions. Des actions concrètes sont citées pour témoigner des démarches existantes d'« éco-festivals » qui ont travaillé à la création d'un cercle vertueux en portant une attention aux aspects environnementaux, économiques et sociaux sur l'ensemble de la chaîne de production : travail avec les entreprises locales, restauration locale, économies d'énergie grâce aux LED, tri sélectif, toilettes sèches, covoiturage mais aussi mutualisation des moyens, programmation commune entre plusieurs structures culturelles, travail tout au long de l'année avec les publics, appel au bénévolat, etc. Au-delà, est mis en débat la problématique d'un « label développement durable » en tant que gage d'exemplarité de la démarche menée par une structure culturelle (tel que cela est notamment mis en place par le syndicat national des prestataires de l'audiovisuel scénique et événementiel). Mais l'« écoconditionnalité » des subventions pouvant créer un effet d'opportunité, comment trouver un juste milieu entre la valorisation d'actions relevant du développement durable sans craindre le greenwashing ? Comment veiller à la cohérence entre les déclarations et les actes ? Comment réfléchir de manière concertée entre acteurs culturels et collectivités à l'élaboration des critères d'éco-conditionnalité des financements publics ?

Si des démarches de développement durable ont déjà pris forme à travers les festivals et les équipements culturels, l'appropriation de cette problématique par les artistes eux-mêmes ou appliquée au champ de la création est plus complexe et sujette au débat : dans quelle mesure les artistes se posent-ils la question du développement durable dans leur travail, comment la vivent-ils ou la mettent-ils en pratique au quotidien ? **Comment, plus largement, intégrer l'idée du développement durable dans la création ?** Parmi les questions récurrentes, la question du temps occupe une place centrale. Comment prendre en compte et intégrer les temporalités différentes des professionnels, habitants, élus, organismes et artistes dans le montage d'un projet ? Comment penser la durabilité d'un projet ou d'un spectacle ? Sont évoquées ici des actions concrètes qui pourraient permettre d'agir sur cette durabilité : emplois permanents, vision du projet dans le moyen ou long terme, système de réseau entre programmeurs pour allonger la durée de vie d'un spectacle.

D'une façon plus large, les ateliers ont cherché à définir une sorte de **méthodologie de projets consistant à trouver les moyens de structurer une démarche en faveur du développement durable** que ce soit dans l'éco-conception d'un projet, dans son éco-gestion mais aussi en termes de diffusion. Comment mettre en place un partenariat structurant autour d'un projet (identifier les besoins de son territoire, les ressources à partager, penser son évaluation) ? Comment mutualiser les compétences des acteurs locaux (notamment en développant la notion de compagnonnage administratif ou en mutualisant les emplois via des groupements d'employeurs) ? Comment également inventer une diffusion adaptée aux projets issus d'une création partagée ? C'est-à-dire réfléchir collectivement (en associant ceux qui ont initié et organisé le processus : artistes, professionnels du champ social, éducatif, environnement, développement du territoire, participants amateurs, programmeurs, élus, etc.) à un mode de diffusion qui valoriserait tout autant le processus de montage du projet que la production artistique. Comment, enfin, repenser le fonctionnement actuel des institutions culturelles pour inventer les conditions qui encourageraient la participation et la mobilité du public : par exemple en impliquant la population à la programmation ou mettant en place des systèmes pour faciliter sa venue (par exemple des garderies dans les théâtres, des systèmes d'échanges de services, des tarifs préférentiels pour les personnes qui accepteraient de faire du co-voiturage, etc.)

D – Questions territoriales (urbanisme, politique de la ville)

15 ateliers au total ont mis l'accent sur les problématiques territoriales sous-jacentes à la question du développement durable, en prenant plusieurs directions.

Quelle est la place, le rôle de l'artiste dans les projets de développement urbain ? Derrière cette question est exposée la crainte (partagée par un certain nombre d'acteurs) que l'artiste ne soit utilisé comme palliatif aux défauts du projet urbain, mais aussi la crainte que les interventions artistiques ne soient « parachutées » sans être véritablement associées à une démarche de fond et de long terme, autrement dit : l'art est-il à sa place partout ? Comment penser une approche de la culture dans les projets urbains durables qui ne soit pas éphémère, « animatoire », élitiste ou consommatoire ? La nécessité de penser un mode opératoire systémique (consulter, impliquer les artistes et les acteurs culturels en amont d'une politique publique d'aménagement, établir un diagnostic fin et précis, tenir compte des usages futurs) est fréquemment évoquée comme préalable dans la mise en œuvre des projets qui associent culture et développement urbain.

Comment « faire ville » grâce à une culture partagée ?

Considérée comme un facteur d'enthousiasme collectif et de transformation du territoire, la culture est pensée comme un « fil rouge nomade » dans la cité, un liant entre les personnes et les territoires. Les discussions ont donc porté sur une conception de la culture comme l'art d'être ensemble dans la ville mais également sur la notion d'espace public comme bien commun à partager. Comment redonner des moyens, des lieux, des espaces de proximité pour recréer l'espace public ? Comment faire de l'espace public un espace de rencontres, de croisement, de mixité sociale ? Comment penser des projets transverses dans l'espace public ? Un projet culturel peut-il permettre aux habitants d'investir l'espace public, de le réhabiliter ? Comment donner une place à chacun sur le territoire (habitants, associations, collectivité, artistes, etc.) ?

Plusieurs propositions émergent des discussions pour traduire concrètement des façons de faire de la ville l'espace du défi du développement durable :

- Penser des espaces susceptibles de créer de nouveaux liens (échange de savoir-faire, boire le thé, jardin, espaces mutualisés) ;
- Créer des lieux d'usages mixtes ;
- Créer le dialogue (notamment entre les générations pour permettre la transmission et la durabilité) ;
- Mettre en place des modes de coordination inédits (en termes de gouvernance territoriale) pour l'émergence de projets en lien avec la culture favorisant les richesses économiques et sociales sur les territoires.

Le développement durable apparaît ici comme un moyen pour envisager des politiques et des actions respectueux à long terme des territoires et des personnes qui y vivent prenant en compte les territoires les plus en difficultés, mais également pour envisager la ville autrement : espace d'innovation, d'initiative citoyenne, de métissage, de valorisation de pratiques culturelles émergentes issues des quartiers. Plusieurs limites sont toutefois pointées pour qu'est lieu une

véritable expérimentation territoriale, notamment le cloisonnement des politiques publiques, la fragmentation des territoires, des publics cibles, des financements, des services des collectivités, de la prise de décision. La séparation de l'axe culturel et de l'axe social dans les politiques territoriales limite l'action communautaire qui est avant tout affaire de dialogue entre ces deux champs. Dans ce contexte, comment penser les interactions entre développement durable et politique de la ville ? Comment créer de la transversalité entre les institutions mais aussi entre les politiques sociales et les politiques culturelles ?

La culture peut-elle créer de la valeur durable ?

Quelle valeur peut apporter la culture dans un projet de développement urbain durable et comment l'évaluer, l'estimer ? Si l'impact de la culture sur un territoire est surtout pensé aujourd'hui par les collectivités en termes « d'attractivité du territoire » et de rayonnement international comment mettre en valeur aussi sa richesse culturelle (comme la somme des pratiques socioculturelles des habitants) ? Comment calculer l'impact de la culture sur les populations ? Quels seraient les indicateurs pour qualifier un « territoire soutenable » et traduire les valeurs collectives et de solidarité existantes ? Pour la plupart des participants ressort la nécessité de changer de référentiels face à des indicateurs peu adaptés à la promotion de la culture et du développement durable (car orientés vers la rentabilité, basés sur le quantitatif, courttermistes).

E – Philosophie, valeurs, développement personnel

Sont regroupés ici les 23 ateliers qui ont traité de la question du développement durable comme nouveau paradigme pour penser la société de demain.

De très nombreux ateliers ont consacré une grande partie de la discussion à décortiquer le concept de développement durable mais aussi son articulation avec la culture : pourquoi la culture est-elle considérée comme le 4^e pilier ? **Quel sens donner au développement durable ?** Quelles valeurs y sont défendues ? Comment la culture et le développement durable s'interpénètrent-ils ? Qui apporte quoi ? Plusieurs participants ont également réinterrogé le sens politique donné au développement durable : effet de mode, « mot valise », injonction idéologique, tournure attractive pour décrire la croissance verte, quelle réalité recouvre réellement cette notion et pourquoi le secteur culturel devrait-il s'en saisir ? D'où, pour de nombreux participants, le besoin de mettre du sens sur cette notion.

D'une manière générale, les débats ont pointé la potentialité de changement de société portée par le développement durable à condition toutefois d'organiser et d'accompagner ce changement notamment en amenant une prise de conscience (via l'éducation et l'éducation populaire ainsi que cela est développé dans de nombreux ateliers de l'axe G), en travaillant sur les actions individuelles (penser global mais agir local, c'est avec les « petites choses » qu'on bâtit une culture collective) et en favorisant le changement de posture tant chez les élus (prise de risque) que chez les acteurs de terrain (raisonner en écosystème, définir le rôle de chacun, travailler en réseau).

Dans ce contexte, la culture et les artistes sont appréhendés comme des vecteurs de transmission et des passeurs dans la conduite du changement mais ils ne sont pas seuls à pouvoir changer les choses.

Pour changer, il faut être collectivement en transition. Pour changer collectivement, il faut changer individuellement, opérer une révolution à l'intérieur de soi. D'où les nombreuses discussions sur les questions d'émancipation individuelle (connaissance de soi, cheminement intérieur, rapport au corps, à la sensorialité) en tant que cheminement pour s'engager, agir socialement et être au monde.

Enfin, le développement durable, en remettant l'homme au centre de la société, est également pensé comme une opportunité pour questionner l'humain. En mettant en avant des valeurs telles que l'écoute, la solidarité, la responsabilisation, l'économie de l'être plutôt que de l'avoir, le développement durable apparaît comme un chantier de réflexion pour humaniser la société. Indirectement, ce qui est révélé c'est la place de l'homme dans son environnement : comment renouer avec le vivant ? comment préserver les énergies humaines ? comment reconstruire des qualités d'échange et de bien vivre ensemble ?

F – Economie, Economie sociale et solidaire, emploi

Les 14 ateliers figurant dans ce thème traitaient spécifiquement de questions liées à l'économie de la culture, certaines se recoupant avec des problématiques de diffusion et de production abordées dans l'axe C.

Quel financement de la création aujourd'hui ?

De nombreuses discussions ont débuté par la question de l'évolution du modèle de l'économie de la création marquée par la raréfaction des financements publics venant accentuer une forme de concurrence entre les projets artistiques. Partant de ce constat, les ateliers ont orienté leurs échanges sur la recherche de solutions visant à compenser l'essoufflement du modèle de la subvention et à pérenniser les structures tout comme les projets artistiques. Plusieurs pistes visant à formaliser un nouveau modèle économique pour la culture ont été évoquées en ce sens :

- mutualiser les moyens de production et les emplois ;
- relier les grosses productions à des créations émergentes ;
- développer la pratique du micro mécénat ;
- encourager l'émergence de structures de création, de production et de diffusion portant plusieurs projets en même temps pour rompre avec la logique de morcellement qui prévaut (1 projet = 1 structure) ;
- s'inspirer de modèles inspirés des AMAP et fondés sur une production en circuit-court.

Parmi les autres sujets abordés, on retrouve celui de la politique tarifaire appliquée par les structures culturelles qui constitue aujourd'hui un frein pour la venue du public. **Comment dépasser ce rapport marchand à la culture qui fait du public un consommateur plutôt qu'un contributeur ?** Faut-il rendre lisible l'économie d'un spectacle en donnant davantage de repères au spectateur (budget de l'événement, subvention obtenue, reste à acquérir en billetterie) ? Comment créer des liens de solidarités entre public et structures organisatrices ?

Comment introduire l'ESS dans l'économie culturelle ?

La question de l'ESS et de son lien avec la culture est revenue maintes fois dans le débat en faisant le constat d'une incompréhension, d'une carence de collaboration entre ces deux secteurs, avec

également un certain consensus sur la nécessité d'un rapprochement et un besoin d'interconnaissance afin de nourrir un point de vue partagé autour des valeurs de coopération et de gouvernance. L'économie sociale et solidaire apparaissant ici comme un système d'échanges humains organisés à valoriser.

Quels nouveaux indicateurs mettre en place pour révéler la richesse immatérielle de la culture ?

Réfléchir à de nouveaux indicateurs a été envisagé comme une hypothèse pour donner au politique des arguments en faveur du soutien de l'art et de la culture et lui permettre de repérer des modèles économiques et sociétaux diversifiés, de nouvelles formes d'initiatives et de collaboration entre acteurs culturels. Les discussions ont donc porté sur la nécessité de créer des indicateurs spécifiques, adaptés à la culture, mettant en valeur la richesse immatérielle générée par la culture en termes de lien social et de richesse humaine via les échanges ou les interconnexions créées.

G – Education, transmission, médiation

11 ateliers au total se sont intéressés au rôle de l'éducation scolaire, artistique, familiale dans l'apprentissage des enjeux portés par le développement durable.

L'acte éducatif apparaît dans l'ensemble des discussions comme le socle sur lequel s'appuie tout changement de société. Éduquer au développement durable est donc pensé comme un moyen pour approcher cette problématique dans toute son amplitude (et non limitée à la question environnementale) et rendre lisible un certain nombre de valeurs et d'enjeux sociétaux sur lequel il repose : la diversité culturelle, le partenariat, l'échange, le respect de l'autre, la participation. Sensibiliser, donner du sens, éduquer au « durable » est également une façon d'éduquer à la citoyenneté. Le **rôle de l'éducation populaire** est souvent cité dans les débats en tant qu'éducation politique qui réinterroge les représentations du monde et permet de travailler collectivement l'espace commun entre l'économie, le social et le culturel.

Dans cette perspective, **comment initier les jeunes à cet enjeu collectif ?** Quelle sensibilité les jeunes affichent-ils pour le développement durable ? Quelle place accordée au développement durable dans leurs lieux de vie (collège, lycée, lieux de loisirs partagés) ? Comment sensibiliser les jeunes à une économie durable pour la culture ? Comment motiver, encourager, valoriser les initiatives même modestes portées par les jeunes ?

Pour de nombreux participants, **relier Éducation et Culture grâce à l'éducation artistique** mais aussi rapprocher enseignants et acteurs culturels dans le but de les faire partager des expériences de développement durable est également un sujet largement débattu. Néanmoins, plusieurs freins à la co-construction d'actions en matière d'éducation artistique ont été identifiés, tenant en particulier à la fracture existante entre l'Éducation nationale et la Culture sur des objectifs communs, le manque de formation des enseignants sur la question du développement durable, ou encore le cloisonnement des enveloppes budgétaires entre les différents champs professionnels en présence.

H – Diversité culturelle, interculturalité, droits culturels

8 ateliers au total ont abordé la question de la diversité culturelle, de l'interculturalité et des droits culturels.

Si la plupart des débats ont posé comme pré requis l'importance de la culture comme rempart à l'uniformisation, beaucoup ont cherché à clarifier ce que chacun met derrière le mot « culture ». **De quelle culture parle-t-on ?** Toutes les cultures sont-elles reconnues sur un même pied d'égalité ? Les pratiques quotidiennes (telles que le repas) sont-elles reconnues comme une culture ?

La notion de **droits culturels** apparaît dans les débats comme une notion clé consistant à reconnaître la dimension culturelle de chacun et le droit de chacun à vivre pleinement selon les cadres de sa culture, mais aussi à reconnaître l'égalité des cultures. Comment redonner un droit d'existence dans l'espace public à la culture d'une grande partie de la population (minorités ethniques, certaines CSP, certaines classes d'âge) ?

Les notions d'interculturalité et de multiculturalisme apparaissent elles aussi en filigrane pour traduire la nécessité de faire se côtoyer et se croiser les cultures (l'interculturalité entre les personnes) mais aussi comme éléments fondateurs de notre rapport à l'autre. Comment confronter différentes paroles ? comment rencontrer une autre altérité ?

Rapports d'observation de l'équipe de recherche

FORUM de Poitiers, 18 et 19 novembre 2011

Compte rendu de Philippe Teillet

IEP de Grenoble, PACTE CNRS

A - INTRODUCTION

Ce document n'est pas une synthèse qui viserait à dégager les pistes d'action attendues par les organisateurs de ce Forum. Il ne nous appartenait pas d'apprécier sa fécondité au regard de ses objectifs. Ce que nous avons observé, dans la perspective d'un changement démocratique au sein de la production des politiques culturelles, ce sont des questions de méthode. Quels sont, plus précisément, les apports du Forum Ouvert à la construction participative et partagée de politiques culturelles ? Dans quelles mesures, cette méthode permettrait-elle de construire des politiques culturelles soutenables, soit : traitant de la diversité culturelle, favorisant la participation de chacun à la construction de l'action publique et nécessairement abordées de façon transversale en croisant les autres piliers de cette matrice de politiques publiques qu'est le développement durable ?

Ce Forum Ouvert de Poitiers prenait place parmi un ensemble d'expériences de ce type. Les observations qui suivent sont destinées à être partagées par les observateurs de tous ces Forums. Les organisateurs se sont entendus pour construire de façon relativement coordonnée cette démarche collective reposant sur des préoccupations communes (celles concernant un changement démocratique dans la production des politiques culturelles). Reste, que chaque Forum présentait un certain nombre de particularités. Outre leurs participants et organisateurs locaux, par-delà les lieux et les temps dévolus, les questions posées et les objectifs donnés pouvaient différer, de même que la préparation des Forums, les modalités de sélection et d'invitation des participants, ainsi que les informations qui leur étaient fournies. Tout ceci invite donc à ne pas concevoir les observations qui vont suivre comme un regard sur LE Forum ouvert considéré comme une méthode strictement définie et indépendante des conditions de sa mise en œuvre, mais comme l'observation de ce qui s'est passé à Poitiers, ces 18 et 19 novembre dans l'esprit d'un Forum ouvert.

B - PRESENTATION DU FORUM OUVERT DE POITIERS

1 - Partenaires

Le Forum de Poitiers était co-organisé par Culture O Centre – Ateliers de développement culturel (COC ADC) et l'Agence Régionale du Spectacle Vivant (ARSV, Région Poitou-Charentes). L'auto présentation de ces deux structures permet de préciser ce que sont pour chacune d'entre elles les axes d'activités au sein desquels s'inscrivait ce Forum ouvert.

COC ADC s'est investie dans des actions transversales (au sein du secteur culturel) par la volonté de favoriser des « terrains d'expérimentations », des « temps de rencontres thématiques », de « construire des espaces de rencontres entre œuvres et publics en lien et en concertation avec les opérateurs culturels de la région » (Centre). Parmi différentes missions, elle a notamment proposé des modalités de débats et de rencontres sur l'ensemble du territoire régional entre artistes, professionnels et représentants institutionnels. Dans ce cadre, ses objectifs pour 2012 visent la mise en place de réseaux professionnels, des parcours de découvertes, ainsi qu'un laboratoire d'idées artistiques. En outre, COC ADC est à l'initiative de la création du Labo Culture et développement durable, « espace mutualisé de ressources et d'initiatives afin d'accompagner les mutations et de développer une nouvelle vision du rôle de la culture dans la société. » (<http://reseauculture21.fr/lab/>).

L'ARSV de Poitou-Charentes a également développé une activité de structuration, coordination et animation de réseaux professionnels dans son champ d'intervention (le spectacle vivant). Elle travaille ainsi, non seulement à la qualification et à la formation des acteurs régionaux, mais aussi à l'organisation de rencontres, journées et colloques et à l'accompagnement des politiques publiques. L'expérimentation, sensible dans l'organisation de cette série de Forums, peut paraître plus proche du projet de Culture 0 Centre. Il en va de même de la thématique du lien entre culture et développement durable (au regard de la création du Labo). C'est pourtant sur le territoire de l'ARSV qu'il a été décidé d'organiser le Forum ouvert que portaient ces deux agences. Il est difficile d'évaluer ici l'impact de cette localisation et, plus précisément, d'imaginer ce qui ce serait produit si le Forum avait été organisé dans le territoire de la région Centre. Nous nous contenterons de faire l'hypothèse d'un effet régional, moins marqué par un « tempérament » ou un « génie des lieux » que par l'impact de l'action de l'ARSV du point de vue de ses relations avec les acteurs culturels du territoire, de l'histoire de ces relations, des précédentes expériences menées ici en matière de rencontres, consultations ou concertations.

Ceci étant d'autant plus sensible que les participants de ces deux journées venaient très majoritairement de la région Poitou-Charentes. Sur la liste des inscrits qui nous a été transmise, comportant 123 noms, nous n'avons pas pu localiser l'origine géographique d'un certain nombre de personnes quand d'autres venaient de régions limitrophes ou plus éloignées. Ce sont donc 38 personnes que nous n'avons pas pu « localiser » ou qui étaient extérieures aux territoires des deux agences organisatrices. Parmi les restantes, 70 venaient de Poitou-Charentes et 15 de la région Centre. Chez ces dernières, 7 travaillent au sein de Culture 0 Centre ou du Labo Culture et développement durable. Les autres inscrits de cette région venant principalement de collectivités territoriales (région, département, agglomération).

3 - Participants

Toujours à partir de la liste des inscrits, nous avons procédé au regroupement des participants par secteur d'activité et / ou type d'organisation. Nous avons codé les noms figurant sur cette liste. Dans bien des cas, ces catégories sont poreuses. Ainsi, par exemple, la catégorie Association renvoie à un statut juridique qui est partagé par d'autres structures d'où provenaient certains participants. Nous avons ici pris en compte moins ce statut juridique que la façon dont les participants se sont identifiés. En parlant d'eux comme représentants d'une association, ils ont fait un choix distinct d'un collectif artistique, d'une fédération de musiciens amateurs ou d'un équipement socioculturel (qui sont

pourtant tous à statut associatif). En outre, nous avons fixé un seuil à 2 participants pour créer une catégorie. Le regroupement en « Autres et non définis » concerne des participants dont nous n'avons pu déterminer le secteur d'activités ou qui apparaissaient être les seuls de leur catégorie. C'est donc dans cet esprit et dans ces limites que nous avons réparti les participants de la façon suivante :

- A : Agences culturelles, Pôles
- Ag : Agence de production / diffusion
- Am : organisation agissant en faveur des pratiques artistiques en amateur (Fédération, Ecole)
- Assoc : association culturelle
- C : Compagnies ou collectifs artistiques, artistes
- CP : Collectivité publiques : territoriale ou locale (structures intercommunales) + services de l'Etat (Drac)
- EP : Education Populaire et socioculturel
- Exp : Experts
- F : Festival
- S : structure culturelle (lieu ou organisation ayant une activité régulière, structure labellisée – type CNAR)
- T : Tourisme
- U : Université / étudiant-e-s

Les participants par secteurs d'activités :

A	Ag	Am	Assoc	C	CP	EP	Exp	F	S	T	U	Autres et non identifi
22	2	3	4	13	19	13	7	2	11*	2	4	17

* dont 7 du Nombriil du Monde

Ce tableau donne du Forum l'aspect d'une rencontre entre représentants des institutions publiques ou para publiques (Agences et Collectivités publiques), au nombre de 41 et d'acteurs culturels (environ 35). On observe une nette ouverture au monde de l'éducation populaire (dont les représentants sont aussi nombreux que ceux des milieux artistiques). Les participants issus d'autres secteurs sont très isolés, quelques unités seulement. On observe aussi que les acteurs dominants des professions culturelles sont absents : les dirigeants de grandes institutions (dans le domaine du spectacle vivant et du patrimoine), ceux des équipements dotés d'un label national ou des établissements classés ou contrôlés par l'État (enseignements artistiques, lecture publique). Au fond, via ce Forum, l'expérimentation de nouvelles formes de relations des acteurs culturels aux pouvoirs publics et à leurs agences semblait concerner principalement des acteurs dominés du champ des politiques culturelles (en particulier des représentants de l'Education populaire). Ceux-ci devaient s'acquitter du coût de leur participation (frais, temps, insécurité liée à des modalités mal connues) mais en espérant, peut-être, mieux défendre leur cause dans un contexte intellectuel qui pouvait leur paraître plus favorable (le développement durable, la diversité, la participation, la transversalité), voire en escomptant des retombées matérielles positives de leur présence (informations, contacts, etc.). Les « dominants » ne sont sans doute pas les interlocuteurs privilégiés des agences culturelles, ni les plus intéressés par l'expérimentation de formes nouvelles de coopération dans leur secteur, compte tenu de l'existence pour eux d'autres circuits (plus « courts ») d'accès aux sphères dirigeantes / décisionnelles.

3 - Les objectifs du Forum ouvert de Poitiers

Très nettement, la présentation de cette manifestation insistait sur des objectifs opérationnels. Les attentes des organisateurs ne se limitaient pas à favoriser des échanges et des rencontres, à l'accompagnement de réseaux dans leur structuration, voire à susciter des actions transversales, à l'intérieur et au-delà du secteur culturel. L'articulation entre culture et développement durable ne devait pas se limiter à un débat d'idées ni même à une action à caractère didactique visant à faire comprendre la place que peuvent prendre les questions culturelles dans cette nouvelle matrice de politiques publiques qu'est désormais le développement durable.

Il s'agissait d'esquisser des pistes d'actions, de préparer une réorientation des activités et en l'occurrence des politiques publiques. C'est donc ce qu'annonçait le titre du programme édité à cette occasion : Culture et développement durable : comment dessiner de nouvelles perspectives d'actions ?

Plus précisément, voici comment les organisateurs présentaient cette manifestation :

Ce Forum Ouvert de deux jours a pour ambition de mettre en présence des acteurs de territoires différents mais confrontés à une même problématique. Il s'agira de créer un moment de débats pour impulser une réappropriation collective et transversale des perspectives du développement culturel, en tenant compte des enjeux de territoire et de société. Nous tenterons d'éclairer quelques-uns des questionnements sous-tendus par la problématique de la relation culture et développement durable (diversité culturelle, participation des habitants à la vie artistique et culturelle, éducation artistique et culturelle, mobilité artistique du local à l'international, développement culturel et société numérique, le patrimoine au défi de sa pluralisation, l'éco-responsabilité dans le champ culturel, l'art, la culture et la ville de demain, la transversalité et la gouvernance publique territoriale...). Cette problématisation est destinée à demeurer ouverte dans la mesure où les participants dressent l'ordre du jour sur place à partir des questions qui les intéressent. L'objectif reste la mise en lumière de pistes de travail et de propositions prioritaires pour les participants et leur territoire. Les acteurs impliqués dans cette démarche sont issus de différents secteurs d'activités : sphère culturelle, société civile, monde de l'éducation, collectivités territoriales, secteur social, économique et urbanistique.

4 - L'espace du Forum

Les Salons de Blossac proposaient, passé le hall d'entrée où se tenait l'accueil et un espace de librairie, une première salle dédiée aux repas, pauses cafés et détente, une salle principale pour les plénières et dans des « coins » relativement marqués, des ateliers, ainsi que le lieu de saisie et d'affichage des compte-rendu. Au sous-sol, près des toilettes et du vestiaire, plusieurs petits espaces et salles pour des ateliers. Cette configuration semblait rendre relativement difficile la participation aux ateliers situés en sous-sol, ainsi que la circulation d'un atelier à l'autre, en particulier pour les participants qui commençaient par un atelier en sous-sol. La loi (« passez à autre chose ») n'a pas été fréquemment utilisée probablement à cause, du moins en partie, de cette configuration spatiale.

C - LES MATERIAUX DISPONIBLES POUR LE COMPTE RENDU D'OBSERVATION

Cette observation a été menée avec Samuel Périgois de l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble. Nous avons assisté à l'intégralité des deux journées, y compris les temps de pause et de repas.

La position des observateurs avait fait l'objet d'un débat assez discuté, comme d'ailleurs, l'organisation générale de ces Forums. Les consignes de comportement pour les observateurs ont fait l'objet de débats (comment nous présenter ? Quels mots employer – chercheurs ? Accompagnateurs ? - , qui se charge de nous présenter ? À quel moment ? etc.). Au final, nous devions participer à toutes les étapes du Forum, nous mêler aux discussions, ateliers et repas, mais sans prendre la parole et en trouvant la possibilité d'effectuer quelques entretiens. D'une certaine façon, notre extériorité au territoire de ce Forum (régions Centre et Poitou-Charentes) nous a facilité la tâche : hors quelques membres de l'organisation et de rares personnes, nous ne connaissions pas la plupart des participants et pouvions sans difficulté tenir notre rôle. Cette position sera cependant source de quelques difficultés, notamment dans le suivi de certains ateliers qui avaient attiré peu de participants, voire personne d'autre que nous-mêmes. Dans ce cas, notre position strictement silencieuse, n'était plus tenable... En outre, comme certains participants ne sont venus que durant la seconde journée et que nous n'avons été présentés qu'au début de la première, ils n'ont pas su qui nous étions ni quel était notre rôle. Cependant, aucune remarque nous concernant n'a été faite de leur part.

Pour ce qui me concerne, ce que je sais et pense du développement durable, des rapports que les questions de politiques culturelles devraient entretenir avec lui, plus largement, des problématiques de participation et de co-construction de politiques publiques dans le champ culturel, de démocratisation des questions de développement territorial, m'aurait facilement conduit à prendre la parole, si ce n'est pour orienter les débats, du moins pour proposer des pistes de réflexions qui ne venaient pas spontanément sur le tapis. La consigne comportementale m'a conduit à ne pas le faire, quitte à me contenter d'éprouver ce que faute de mieux, je pourrais appeler une déception quant au déroulement de ces travaux. Un observateur ayant d'autres champs de compétences que les miens (qui étaient justement ceux concernés par la thématique du Forum) n'aurait probablement pas eu le même sentiment et aurait produit ainsi une « observation sensible » différente de la mienne. De façon plus générale, les occupants des positions d'observateur sont situés socialement et culturellement. Ce rappel banal permet de regarder leurs observations, en partie, comme un témoignage portant... sur les observateurs eux-mêmes...

Samuel Périgois m'a fourni, d'une part, un rapport général d'observations de 4 pages, concernant tant le déroulement général du Forum, étape par étape, que la méthodologie du Forum Ouvert telle qu'elle s'est déployée à Poitiers, d'autre part, un document plus détaillé de 17 pages comprenant des notes d'observation prises en séances plénières et lors d'ateliers. Ce document distingue nettement les phases d'émergence et de convergence. Il reprend en outre les réflexions méthodologiques du rapport général. Enfin, il synthétise 7 entretiens réalisés avec des participants. Pour ma part, j'ai synthétisé 4

entretiens formels réalisés durant le Forum. Les observations en plénière figurent dans un document de notes de 6 pages. Un court document complémentaire recense les notes prises en ateliers.

Il m'a été souvent difficile de prendre des notes sur l'observation. Le déroulement des ateliers invitait plus à relever des échanges sur le thème du Forum, donc à orienter la prise de notes vers une certaine forme de compte-rendu qui n'était pas la vocation de notre observation. Toutefois, hors des entretiens formalisés, d'autres échanges m'ont permis d'apprécier la façon dont les participants vivaient cette expérience, de partager leurs ressentis et de recueillir leurs propres observations sur le déroulement de ces deux journées et le projet du Forum Ouvert.

D - ANALYSE DU FORUM OUVERT DE POITIERS

1 - La force des principes

« Les personnes qui se présentent sont les bonnes / Ce qui arrive est la seule chose qui pouvait arriver / ça commence quand ça commence / ça finit quand c'est fini ».

Avec ces quatre principes, le Forum Ouvert échappe à toute évaluation puisque ne peuvent être contestés ni sa composition, ni son déroulement, ni ses résultats. Au fond, il instaure un principe de responsabilité partagée entre ses membres (organisateur et participants) qui, placés sur un pied d'égalité, sont invités à considérer avec bienveillance ce qui va se produire, puis ce qui s'est produit, et à n'avoir ni regret ni remords.

C'est sur ce point que les résistances des observateurs experts que nous étions sont sans doute les plus fortes dans la mesure où ces principes bannissent les « hommages » habituellement rendus, dans l'organisation de colloques, rencontres et autres journées d'étude, à l'expertise, aux savoirs, savants ou « sachants ». Plus encore, ils conduisent ces derniers à devoir admettre que ce qu'ils apportent compte moins que ce que le public dans sa diversité, sa propre expertise ou son caractère profane, peut apporter et s'apporter mutuellement. Pour ce motif, c'est sans doute ici que les résistances et réserves des observateurs sont sans doute les plus fortes et en même temps les plus parlantes sur eux-mêmes...

Afin de limiter ces biais d'observation, les effets de cette subjectivité, il aurait été utile de placer parallèlement sous observation des colloques ordinaires et de recueillir également à leur sujet des témoignages de participants. Faute de quoi, le Forum ouvert est soumis à un examen auquel échappent les modalités plus traditionnelles d'organisation de « Forums ». Le travail que nous avons eu à mener fragilise donc, en le soumettant à observation, ce qui est déjà plus fragile parce qu'expérimental et encore balbutiant. À l'inverse, ce qui a été de longue date expérimenté et qui maintenant est bien routinisé (les réunions se déroulant selon des modalités plus habituelles), n'est pas interrogé comme si ça ne méritait pas de l'être. Un grand nombre de colloques est organisé chaque année. Combien déçoivent leurs participants ? Combien sont jugés comme n'ayant pas atteint leurs objectifs ? Combien n'ont pas laissé à leurs participants la parole qui leur était promise ? Combien ont été

considérés plus utiles par les échanges qui ont eu lieu durant les repas ou les pauses plus que par leurs contenus ? C'est d'ailleurs ce constat qui, semble-t-il, est à l'origine des Forums Ouverts.

2 - Les points aveugles de la liberté

La liberté d'organisation interne de ces journées et le respect des principes rappelés ci-dessus, supposaient que soient remplies un certain nombre de conditions. Or, il n'est pas certain qu'elles l'aient été pleinement. Il faut donc rappeler ici que les observations qui suivent concernent moins le Forum ouvert comme modalité générale d'organisation d'une réunion, que celui qui s'est tenu à Poitiers et que nous avons observé avec ses caractéristiques et limites.

Les personnes qui se présentent sont les bonnes : sans doute, mais ce principe affirmant la parfaite légitimité de tous les présents était ici contredit par leur sélectivité. Des choix avaient été faits, parmi les réseaux et fichiers des deux agences, sur un territoire relativement vaste produisant de lui-même sa propre sélection pour ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas assumer les coûts en temps et argent d'un déplacement à Poitiers et d'une présence sur deux jours. Dès lors, même si les acteurs culturels présents ne comprenaient que peu de représentants d'institutions culturelles, des principes classiques de sélection ont pu fonctionner, fondés sur des logiques sociales favorisant ceux disposant des ressources nécessaires à leur participation (économiques, sociales, culturelles). Si les agences régionales organisatrices ont veillé à une certaine représentativité des personnes sollicitées, c'est aussi sans compter sur la possibilité de certaines de ne pas répondre à cette invitation et sur l'aptitude d'autres à ne pas manquer un tel événement mais pour des motifs qui n'étaient pas ceux des organisateurs (rencontrer d'autres participants, ciblés ou non, défendre des intérêts personnels, des causes spécifiques, etc.).

Des personnes « bonnes » pour « dégager des pistes d'action » ?

Plus encore, si ce principe invite chacun à se considérer comme apte et légitime à s'exprimer durant le Forum, il contredit la possibilité pour ses organisateurs de lui fixer des objectifs trop précisément orientés. Les participants sont légitimés en tant qu'individus disposant chacun de la même dignité que tous les autres, mais rien ne vient en effet garantir leur aptitude à partager les objectifs des organisateurs et encore moins assurer qu'ils disposent des ressources suffisantes pour contribuer à leur réalisation.

Un effort important a été réalisé par les organisateurs pour ramener les objectifs du colloque à une question simple dans sa formulation et interpellant chaque participant : « Quelles sont les idées, questions, possibilités que je veux explorer pour construire de nouvelles perspectives d'actions pour nos territoires en reliant culture et Développement Durable ? »³ (question précisée par les éléments suivants : « dégager des pistes d'action, des stratégies communes de développement sur nos territoires, sortir des clivages sectoriels, identifier des pratiques transposables d'un secteur à

³ La même question a été posée lors du Forum Ouvert organisé en Bretagne.

l'autre, élaborer des propositions partagées d'actions publiques sur nos territoires, construire une feuille de route » - Cf. Recueil des rapports de discussion).

Thèmes des rapports (cf. document remis sur place par les organisateurs)

Création/Innovation des partenariats locaux
Dynamiques théâtrales comme outil d'expression et de coopération
Rire et pensée : une écologie du psychisme pour demain
Quels nouveaux modèles économiques pour le spectacle vivant ?
Education à une culture ouverte et durable
Evolution du comportement citoyen, effet rebond : quels apports du secteur culturel ? + Citoyens et proximité
Quelles nouvelles actions et postures à construire pour l'éducation artistique ?
Le corps comme lieu commun - singulier
Le conteur, un artiste tout terrain
Créateurs, population, territoires – Quels types de dialogue à inventer ou à réinventer ?
Universalité culturelle =/Mondialisation culturelle
Mobilité et manifestations culturelles
Comment mutualiser les compétences des acteurs locaux en faisant exister les petits et les grands ?
Les termes économie sociale et solidaire sont-ils compatibles ?
De l'action publique à l'évolution des politiques publiques
Stratégie (S) Réseaux
Quels sont les enjeux des pratiques artistiques en amateur sur les territoires dans la perspective du développement durable ?
L'artiste en milieu rural
Quelle(s) culture(s) pour quelle(s) durabilité ?
Participation : utopie, idéal, leurre, manipulation ?
Dimension d'un territoire humainement soutenable, durable
L'art libre est-il compatible avec la culture d'Etat ?
La culture pour sauver l'humanité

Pourtant, quels sont les participants qui peuvent véritablement se sentir responsable de « nouvelles perspectives d'actions pour nos territoires en reliant culture et Développement durable » ? Il ne faut guère solliciter cette formule pour y dévoiler des problèmes d'administrations ou d'agences territoriales, en charge ou contribuant à la définition d'actions publiques. Ce faisant, de telles interrogations ne sont pas *a priori* celles de la plupart des participants de ce Forum. Leur mise en commun n'ayant pas été assurée, les risques étaient forts que les échanges s'orientent dans de toutes autres directions, celles de diagnostics convergents ou divergents, de réflexions relevant de registres variables (philosophique, poétique, politique, opérationnel, etc.), dont rien n'assurait qu'elles puissent progressivement se transformer en propositions d'action. Les commanditaires partenaires de l'organisation de ce Forum n'ont-ils pas postulé trop rapidement que leurs préoccupations étaient partagées par tous les participants ? Certes, il y a de la générosité à chercher un réel partage des affaires publiques, mais était-il possible de transformer aussi rapidement des gouvernés en

gouvernants, d'inverser brusquement les rôles pour amener les destinataires des politiques culturelles à se mettre dans la peau de leurs producteurs ?

« Sortir des clivages sectoriels, identifier des pratiques transposables d'un secteur à l'autre ».

L'histoire des politiques culturelles en France est l'histoire de la construction de la culture en catégorie d'intervention distincte. La sectorisation des affaires culturelles est une orientation puissante et le plus souvent non concertée de la part des acteurs culturels, du moins des plus influents d'entre eux. Sur le long terme, elle s'est nourrie de catégories de pensée propres, d'administrations spécifiques, de labels et d'emblèmes, d'organisations professionnelles, de mots-clés, d'enjeux particuliers, de pères fondateurs et de lieux de mémoire constituant un véritable patrimoine distinctif – matériel et immatériel – des politiques culturelles. La territorialisation des politiques publiques invite pourtant à appréhender des enjeux collectifs de façon moins sectorielle et plus transversale et à envisager la contribution que les acteurs, initiatives et pratiques culturelles pourraient y apporter. Abordées avec méfiance, ces pressions à la transversalité sont souvent dénoncées sous le vocable d'une « instrumentalisation » dont le « secteur » culturel serait victime ou du moins menacé. Ce bref rappel n'a pas d'autre ambition que de montrer les obstacles nombreux qui se dressaient devant la perspective de « sortir des clivages sectoriels ».

L'impression qui prévaut à l'issue de ce Forum est qu'il a été essentiellement dédié aux questions culturelles abordées selon une logique nettement sectorielle. Les acteurs émanant d'autres « secteurs » ont été discrets, peu visibles. J'ai seulement observé une certaine fluidité entre acteurs culturels et ceux qui relèvent habituellement du secteur « socioculturel » ou de l'éducation populaire. Pour légitime que soit cette indifférence à une différence qui pour ancienne n'en reste pas moins très contestable (et contestée), elle est la seule qui se soit manifestée durant ces deux journées où je n'ai pas vu cette interpellation par delà les frontières sectorielles à laquelle nous devons assister.

Ceci s'est alors traduit dans l'orientation très sectorielle des thèmes d'atelier présentés lors de la phase d'émergence. En fonction de leurs titres (qui ne rendaient pas compte du contenu des échanges encore plus sensiblement « culturellement orientés »), nous avons procédé au regroupement suivant des 23 ateliers de la première journée :

Stratégies de politiques culturelles :

Création / innovation et partenariats locaux ; Quels nouveaux modèles économiques pour le spectacle vivant ? ; Quelles nouvelles actions et postures à co-construire pour l'éducation artistique ? ; Créateurs, population, territoires – Quels types de dialogue à inventer ou à réinventer ; Mobilité et manifestations culturelles ; Comment mutualiser les compétences des acteurs locaux en faisant exister les petits et les grands ?

Pratiques artistiques et culturelles, populations et territoires :

Dynamiques théâtrale comme outil d'expression et de coopération ; L'artiste en milieu rural ; Rire et pensée : une écologie du psychisme pour demain ? ; Le corps comme lieu commun- Singulier /Pluriel ; Le conteur, un artiste tout terrain

Enjeux politiques ou philosophiques globaux :

Participation : utopie, idéal, leurre, manipulation ? ; Dimension(s) d'un territoire humainement soutenable, durable ; la culture pour sauver l'humanité ; Evolution du comportement citoyen, effet rebond : quels apports du secteur culturel ? + Citoyens et proximité ; Universalité culturelle =/ Mondialisation culturelle ; Les termes économie social et solidaire sont-ils compatibles ?

Culture et développement durable :

Éducation à une culture ouverte et durable ; Quels sont les enjeux des pratiques artistiques en amateur sur les territoires dans la perspective du développement durable ? ; Quelle(s) culture(s) pour quelle(s) durabilité(s)

Conduite / orientation des politiques publiques en matière culturelle :

De l'action publique à l'évolution des politiques publiques ; Stratégie(s) Réseaux ; L'art libre est-il compatible avec la culture d'État ?

La présentation des objectifs du Forum précisait que les « acteurs impliqués dans cette démarche sont issus de différents secteurs d'activités : sphère culturelle, société civile, monde de l'éducation, collectivités territoriales, secteur social, économique et urbanistique. » Au regard des participants et des thèmes proposés, cette intersectorialité a largement disparu pour se traduire en un échange au sein des milieux culturels. En quelque sorte, les « cultureux » ont parlé aux « cultureux » de questions qui les concernent en mobilisant souvent des façons assez courantes aujourd'hui d'évoquer leurs enjeux professionnels. Il ne faut toutefois pas négliger ici quelques aspects moins conventionnels : la présence de représentants du milieu et des structures de l'éducation populaire, celle d'acteurs plutôt situés du côté du pôle dominé des politiques culturelles, le cadre général du développement durable encore rarement mobilisé par les acteurs culturels pour exprimer leurs problèmes et attentes et, enfin, celle de questions politiques ou philosophiques générales déconnectées de toutes perspectives opérationnelles, pratiques et professionnelles immédiates.

La transversalité intersectorielle, au-delà des sous-secteurs de « la » culture, était un objectif en soi. Il aurait été sans aucun doute mieux servi en étant plus nettement distinct des autres. Dans ces conditions, il aurait en effet été l'objet de plus d'attention, avec le statut d'une véritable exigence ou obligation de résultat, pour constituer un groupe de participants où les milieux culturels ne feraient pas l'immense majorité et où la diversité sectorielle aurait été systématiquement respectée au niveau de chaque atelier.

Le social s'est-il arrêté aux portes des salons de Blossac ?

Suffit-il de proclamer la liberté de chacun à s'exprimer, ainsi qu'à organiser pour partie le déroulement de ce Forum, pour que l'égalité entre les participants soit établie ? Les effets des mécanismes sociaux favorisant chez certains les prises de paroles et chez d'autres, la réserve voire le silence, ont-ils disparu par enchantement ? La parole a circulé librement et de façon apparemment fluide. Souvent les femmes étaient majoritaires dans les ateliers auxquels j'ai assisté. Mais la parole des hommes présents pouvait y être forte, dominante et bien plus influente que leur nombre. Sans qu'il soit possible de montrer précisément les effets qu'a eu ici l'inégale distribution sociale des titres et des vocations à s'exprimer, il aurait été possible d'en limiter l'impact en imposant des tours de parole entre les participants des ateliers, soit par la technique du bâton de parole (ne parle que celui qui s'en saisit), soit par des tours de parole scrupuleusement respectés (comme un tour de table).

« Ça commence quand ça commence, ça finit quand c'est fini »

Là encore les attentes des organisateurs pouvaient contredire ces principes aussi clairs que généreux. Les ateliers observés ont montré que l'obligation de faire un compte-rendu et de dégager au moins trois points forts, pouvait avoir pour effet de hâter les discussions qui, quelques minutes avant la fin prévue de l'atelier, étaient loin d'avoir fait apparaître des éléments restituables, les points forts qui pouvaient être partagés avec les autres participants du Forum. Ces observations ne concernent pas que la phase d'émergence. Elle vise aussi les travaux en convergence. La liberté laissée aux participants de discuter, amender ou compléter les synthèses des ateliers auxquels ils avaient participé, suffit-elle à éviter les déformations résultant d'une obligation de finir quand et sous la forme prévue par l'organisation ? La liberté a-t-elle été laissée de ne pas conclure, de ne pas produire trois points forts ? Peut-on envisager une grille méthodologique proposée à chaque initiateur d'atelier pour lui permettre de le conduire de façon à aboutir aux résultats attendus ?

« Si vous n'êtes pas en train d'apprendre ou de contribuer, passez à autre chose ! »

Sans être totalement inexistante, la mobilité des participants, d'un atelier à l'autre, a été faible, marginale. Est-ce à dire que chacun a respecté cette loi ? Qu'à nul moment, aucun des participants n'est resté dans un groupe, sans passer à autre chose, alors qu'il n'était ni en train d'apprendre ni en train de contribuer ? Un rappel systématique lors du lancement de chaque atelier aurait été nécessaire pour que cette loi soit mieux respectée. Cela étant, des habitus sociaux peuvent avoir des effets puissants sur la difficulté à quitter un petit groupe (au sein duquel une absence, un départ, se font plus nettement remarquer), sur la gêne ressentie à l'égard de l'effet supposé d'un départ sur l'organisateur-trice d'un atelier, sur la docilité et la capacité de chacun à rester dans une réunion bien qu'elle soit peu féconde ou que l'intéressé-e n'y contribue pas – il y a tant de situations ennuyeuses qui ne sont pas habituellement sanctionnées par un départ (comme des cours, des réunions, des soirées, etc.). Enfin, nous l'avons dit, la configuration des lieux, avec des ateliers éloignés ou situés à des étages différents, ne favorisait guère les passages « à autre chose ». C'est pourquoi, cette caractéristique devrait être mieux soulignée et plus nettement prise en compte dans l'organisation du Forum.

3 - Les ressentis des participants

Nos entretiens et échanges plus informels avec des participants du Forum nous ont permis aussi de recueillir leurs impressions et sentiments sur l'expérience qu'ils-elles vivaient.

Fréquemment, nos interlocuteurs regrettaient un cadrage trop flou de la thématique et auraient souhaité à l'inverse que soit mieux assuré, entre tous les participants, un socle commun portant sur le développement durable et les problématiques que ce Forum devait aborder. Était associée à ces remarques, l'observation selon laquelle beaucoup de participants venaient avec leurs préoccupations, parfois éloignées ou du moins indifférentes aux questions de développement durable. D'autres considéraient qu'il manquait une problématisation des sujets abordés souvent présentés comme des thèmes de discussion plus que comme des questions appelant un échange sur les réponses qui pourraient leur être apportées dans le cadre des politiques publiques en œuvre sur ces territoires. Pour limiter l'importance de ces remarques, précisons qu'elles étaient souvent le fait de participants

disposant d'une certaine expertise sur la thématique globale du Forum ou sur des enjeux particuliers que cette thématique englobait.

Cela étant, dans leur très grande majorité, les participants rencontrés se déclaraient heureux de ces deux journées et des modalités spécifiques de leur organisation. Même si à plusieurs reprises certains ont déclaré avoir été un peu déconcertés par la rapidité et la concision de la formulation des attentes du Forum et des règles de son fonctionnement, la liberté dont ils disposaient ensuite a été remarquée (par comparaison avec d'autres réunions professionnelles) et appréciée. Les questionnaires laissés aux participants en fin de Forum devraient permettre de mieux mesurer cette satisfaction... à condition qu'ils soient utilisés... Il faudrait peut-être envisager un moment dans le déroulement de ce Forum pour s'assurer que la plupart des participants remplissent bien ce questionnaire. Pourquoi ne pas le faire passer et remplir avant le mot de la fin et le départ de chacun, façon d'éviter que ceci ne dépende que de la disponibilité des uns et des autres, souvent très limitée quand est venue l'heure de rentrer chez soi ?

E - POUR CONCLURE...

De façon générale, il semble que les modalités d'un Forum ouvert aient été positivement ressenties par de nombreux participants. Des doutes sérieux existent quant à la possibilité d'en dégager des perspectives d'action publique faute sans doute de s'être assuré que ceci constituait également un enjeu pour les participants. Par ailleurs, d'un côté, le principe selon lequel les personnes présentes étaient « les bonnes », avec leurs préoccupations, leurs ressources et leurs manques, leurs rapports différenciés et parfois très éloignés au développement durable, permet de faire le point sur ce qui peut être échangé sur ce thème lors d'une réunion où les acteurs culturels dominent nettement en nombre. On mesure ainsi le chemin à parcourir si les autorités territoriales entendent infléchir en ce sens la définition de leurs politiques publiques. De l'autre côté, l'absence d'un socle commun n'a peut-être pas permis à ce Forum de répondre aux attentes dont il faisait l'objet. Les conférences de consensus et jurys de citoyens se caractérisent par un temps de formation préalable aux délibérations des individus concernés. Il s'agit de petits groupes et ces « formations » peuvent être mises en cause (présentent-elles le plus objectivement possible tous les points de vue existants sur la question posée ?). En outre, la mise en place d'un socle commun aurait nécessairement un coût important qui n'était peut-être pas envisageable pour cette première expérience. De son côté, la transversalité ou l'intersectorialité n'a pas été à la hauteur des attentes et des enjeux du développement durable. Il aurait fallu mesurer plus précisément les obstacles qui la rendent difficile à atteindre et se donner plus de moyens pour les surmonter. Enfin, les modalités de fonctionnement d'un tel Forum sont suffisamment neuves et inhabituelles pour mériter des rappels réguliers, tout au long de son déroulement, et une vigilance constante pour en assurer le respect. Leur simple énoncé en ouverture ou un seul rappel ne suffit apparemment pas. Ici, le fond et la forme se rejoignant, il est particulièrement important de veiller autant au contenu des débats qu'à leur déroulement et cette attention doit être autant partagée (entre organisateurs et participants) que celle qui vise le thème général du Forum ou celui des différents ateliers.

Des suites seront données à ces deux journées par les agences qui ont présidé à leur organisation. Des sujets, des propositions, seront « creusés », certains participants seront, semble-t-il, sollicités à nouveau. Ces prolongements échappent à notre observation mais nous tenons, pour finir, à souligner

leur importance. La démocratisation de la production des politiques territoriales ne peut être un processus ponctuel. Elle ne peut être non plus un processus continu au risque d'épuiser les bonnes volontés et de décourager tous ceux qui, faute de moyens, ne pourraient s'offrir la possibilité de le suivre. La seule voie possible est alors de construire une palette de modalités de participation, alternant des moments relativement ouverts comme ce Forum, d'autres plus restreints (comme les suites qui pourront lui être données) et d'autres encore plus ouverts, comme des consultations électroniques sur des questions plus ou moins précises, à l'image – améliorée – des pratiques de la Commission européenne.

FORUM de Guichen, 23 et 24 novembre 2011

Compte rendu de Christophe Moreau,

Sociologue à JEUDEVI, chercheur associé au CIAPHS / Université Européenne de Bretagne

A - INTRODUCTION : PRESENTATION DE LA RENCONTRE INTER REGIONALE

« Encouragés par la multiplicité des initiatives reconnues sur ce territoire, les organisateurs du forum ouvert Bretagne / Pays de la Loire / Basse-Normandie ont proposé deux journées pour questionner les valeurs de la culture dans les enjeux de développement durable, à travers deux séries de questions :

- Échanger sur nos valeurs : Comment la créativité peut elle nous aider à poser un nouveau regard sur le monde ? Comment la culture peut-elle renouveler l’imaginaire social pour que naisse un nouveau projet de société ? Comment croiser enjeux culturels, enjeux de territoires et de société dans un monde en mutation ? Qu’est-ce qu’un projet « durable » ? Comment faire de la culture un élément transversal des politiques de développement durable ? Quels nouveaux droits culturels imaginer ?
- Échanger sur nos pratiques, projets et expérimentations : comment développer durablement la culture et valoriser son utilité sociale ? quels nouveaux projets imaginer et mettre en œuvre pour favoriser le mieux vivre ensemble sur le territoire ? Que faire, à quelle échelle ? Comment favoriser le dialogue et la coopération entre secteurs d’activités et métiers ? Comment contribuer à faire changer les postures, les normes et les outils ? Comment construire son argumentaire ? Quels financements possibles pour ces projets ? Comment partager et valoriser les bonnes pratiques ? Quels nouveaux indicateurs et comment les appliquer ?...

Ces deux journées étaient ouvertes (programme) aux opérateurs culturels et artistiques, aux acteurs de l’éducation, du social, de l’économie solidaire, du sport, de l’environnement, du tourisme, des universités, de la recherche, de la coopération internationale...

La question posée sur les documents communiqués était la suivante : « Quelles sont les idées, les questions et les possibilités que je veux explorer pour, ensemble, mettre la culture au cœur du développement durable ? ». Cette question fut énoncée en introduction mais n’a pas fait l’objet ensuite d’une mise en perspective.

La spécificité de l’édition bretonne des forums ouverts tient notamment à la présence d’ateliers artistiques qui ont rythmé les deux journées :

- Suite à l’introduction du forum par les facilitateurs, une mise en mouvement fut proposée par le chorégraphe Patrick Le Doaré. (www.cie-ledoare.com), qui mobilisa les 65 participants.

- Durant la pause du midi, le premier jour, atelier corporel autour du vivre ensemble proposé par la compagnie Schpouki Rolls (www.schpouki.com), qui réunit 16 personnes (dont 13 femmes).
- En simultanément, atelier de chant traditionnel animé par Charles Quimbert, de l'association Dastum (collectage et diffusion du patrimoine oral de Bretagne, www.dastum.net), qui réunit 10 personnes, dont 5 hommes.
- Et aussi en simultanément, atelier sur la communication coopérative animé par la compagnie Alter Ego (www.compagnie-alterego.com)
- Le premier soir, après 18H40, atelier de « collectage des corps » avec le chorégraphe Patrick Le Doaré.

Le lendemain matin :

- échauffement corporel et vocal, dynamisation du groupe, par la compagnie Schpouki Rolls, qui proposa de nouveau le midi un atelier corporel autour du vivre ensemble ;
- Atelier sur la communication coopérative animé par la compagnie Alter Ego le midi ;
- Atelier de découverte et d'initiation à la polyphonie Géorgienne, animée par les chanteurs de Mze Shina (www.mzeshina.fr).

Le second midi, visite guidée du chantier de l'Écopôle, espace de valorisation des changements écologiques porté par l'association Culture Bio, Guichen.

B – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

1 - Mise en place du forum et démarche : regard sur la construction de la démarche, les modalités de montage

Organisées par Spectacle vivant en Bretagne, ces journées furent construites en lien avec les référents de Pays de Loire (Tremolino) et Basse Normandie (Jazz en Baie), avec la collaboration de l'Institut régional du patrimoine de Bretagne, Danse a tous les étages !, Reso solidaire, Réseau Cohérence, Le Jardin Moderne, Dastum, le Pays des Vallons de Vilaine, la commune de Guichen et l'Espace Galatée, La Chambre régionale de l'économie sociale de Bretagne et le Conseil Régional de Bretagne.

2 - Objectifs poursuivis

Les objectifs impartis à ce forum, et discutés lors des réunions de pilotage, étaient les suivants :

- Le choix du format « forum ouvert » répond à un objectif participatif.
- L'objectif des rencontres est de pouvoir échanger entre secteurs sur des projets et des expérimentations concrètes.
- L'ambition des forums ouverts est d'aider à agir, aider à entrer dans l'opérationnel. Cela peut se concrétiser par un rapport final, un livre blanc par exemple.

- Une invitation large formulée en direction des réseaux d'acteurs (culture, éducation populaire, environnement, développement local, économie sociale et solidaire) ; un objectif de décroisement des acteurs de la culture bretonne, notamment à travers les axes de diversité culturelle et de patrimoine immatériel.
- Une dimension inter régionale.
- Nourrir une réflexion partagée sur ces enjeux, et des débats contradictoires : il ne s'agit pas d'avoir une vision idéaliste de la problématique du développement durable ; il faut également partager les difficultés, contradictions rencontrées dans nos différentes structures et projets.
- Objectif de repérage et de valorisation de l'existant. Nécessité de formaliser et compléter la « cartographie » des actions déjà identifiées par les participants aujourd'hui.
- Objectif en matière de partenariats et collaborations dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à ces enjeux.

C – PARTICIPANTS

Ce forum a réuni environ 65 participants (inscrits sur la liste), dont 60 % de femmes ; globalement la totalité a participé à l'introduction et aux premiers ateliers de discussions, et environ 40 lors du dernier après-midi et du temps de synthèse collective. À ceux-là s'ajoutent les 18 organisateurs, dont 4 membres de Spectacle Vivant en Bretagne, 6 étudiantes en arts du spectacle, 4 techniciens du lieu d'accueil (espace Galatée), les deux facilitateurs, les trois chercheurs associés. Lors de la séance introductive, nous avons noté la forte représentation de jeunes femmes, et des hommes majoritairement quinquagénaires (quelques quadra). On note également de nombreuses interactions en binômes ou en sous-groupes, qui témoignent d'une forte interconnaissance entre les participants, et peu de personnes isolées. Quelques personnes évoqueront les barrières du prix et de la durée du forum.

Concernant les secteurs d'activités des participants, on note une faible diversité, et une prédominance du secteur de la culture (au moins 60 %), quelques agents de collectivités (du secteur culturel ??) et deux élus locaux, 9 représentants de l'économie sociale et solidaire. Concernant les origines géographiques connues, on note une sur représentation des acteurs bretons (80 %) et notamment du département d'Îlle-et-Vilaine (62 %), et inversement une faible participation des régions Pays de Loire (6 personnes) et Basse-Normandie (1 personne). On note également la présence de représentants de réseaux nationaux impliqués dans cette réflexion, tels que le réseau Culture 21, l'EPCC ARCADI, Liaisons Arts Bourgogne. Concernant le statut des personnes ou leur fonction dans leur structure, aucune information n'est indiquée.

Provenance géographique des participants (selon listing)

Bretagne	52	80%
dont 22	1	2%
dont 29	6	9%
dont 35	40	62%
dont 56	5	8%
Basse Normandie	1 (élue locale)	2%
Pays de Loire	6 dont 3 étudiants	9%
Réseaux nationaux	6	9%
TOTAL Participants	65 personnes	
TOTAL organisateurs	18 personnes (dont 6 étudiants)	

Secteur d'activité des participants (selon listing)

Collectivités	11 dont 2 élus	19%
Culture	35 dont 3 étudiants et 1 DE	60%
Enfance/jeunesse	3	5%
ESS	9	16%
Non identifié	7	

D – LES MATÉRIAUX DISPONIBLES

Durant ces deux jours, deux sociologues de l'équipe de JEUDEV (Justine Monmarqué et Christophe Moreau, chercheurs indépendants, associés à l'Université Rennes 2), accompagnés de Lisa Pignot (OPC Grenoble) ont conduit des observations et 27 entretiens spontanés avec les participants (enregistrés et synthétisés, d'une durée de 5 à 20 minutes). La grille d'entretien abordait 9 questions concernant le secteur d'activités des participants, leurs attentes, leur propre contribution, les thématiques de réflexion, les perspectives d'actions.

Les semaines suivantes, une brève étude documentaire nous a permis d'appréhender le contenu des rapports de discussion (27 rapports de discussion le premier jour, 16 projets « d'actions » le second jour), et d'analyser les documents remis aux participants (programme, documents méthodologiques, présentation des ateliers artistiques) ainsi que la liste des participants.

Afin de qualifier le prisme au travers duquel les deux chercheurs rennais ont travaillé, précisons qu'ils ne sont pas spécialisés dans le secteur de la culture, mais œuvrent habituellement dans le

champ des pratiques et des politiques sociales, et sur des questions de développement local. À ce titre, ils ont été repérés par l'Observatoire des politiques culturelles lors d'un colloque organisé en Bretagne par les Articulteurs, regroupement de partenaires de la culture, de l'éducation populaire, du social et de l'économie, qui a pour objectifs « la conception, la réalisation et la diffusion d'actions culturelles innovantes et mutualisées créant du développement économique et du lien social ; et la mise en place coopérative d'un concept novateur associant culture, économie et lien social : le « territoire - entreprise culturelle », valorisant les hommes et le patrimoine d'un territoire, en vue de renforcer son attractivité ».

E – DÉROULEMENT DU FORUM

1 - Une curiosité manifeste à l'égard de la méthode du forum ouvert

Nombreuses sont les personnes interrogées qui se déclarent curieux à l'égard de cette méthode ; lors de la séance introductive, les participants se montrent attentifs, et curieux de découvrir les documents de présentation de la méthode. Au cours des entretiens, une partie des personnes argumente sa venue au forum pour en découvrir la méthode et, le cas échéant, se l'approprier pour la mettre en œuvre sur son territoire. Les attentes portent à la fois sur le fond et sur la forme : méthode, démarche de co-construction, d'intelligence collective, d'organisation des idées. Il s'agit de prendre le temps de la réflexivité, de « ne pas être que dans le faire ».

Certaines personnes interrogées regrettent que la méthode ne prenne le dessus sur le contenu, en termes de temps, et se voient déçus par le contenu des ateliers : « ça dévie vers un concours d'interprétation, un devoir de philosophie. »

« Le titre de forum ouvert, ça, ça nous a beaucoup intéressé et quand on a ouvert la doc qu'on a reçu, on est tombé sur un langage qui nous parlait et qui était prometteur d'une réunion orientée autour d'une autre dynamique, autour des outils d'intelligence collective, et ça, ça nous a paru assez novateur. On a eu envie d'être participants, et participants actifs. » « De tester et d'éprouver cette méthode du forum ouvert, d'en avoir un ressenti et d'avoir ensuite quelque chose qui germe. On en attend des rencontres, des rencontres avec des individus, c'est ce qui nous intéresse, de rencontrer des individus au-delà de leurs fonctions. »

« Je suis toujours sur le fond et sur la forme. Le fond c'est avoir des billes, une boîte à outils, me confectionner un maximum de propos, d'expériences, de pratiques pour moi demain être à même de travailler de façon beaucoup plus pertinente et professionnelle sur la thématique du développement durable. Et puis je viens appréhender avec un esprit d'ouverture n'importe quelle méthode, je suis un peu très bon public finalement ! »

2 - Une forte dimension axiologique : présentéisme, fatalité et hédonisme

Dans une ambiance quasi religieuse la première matinée, les règles du jeu sont énoncées : la dimension du cercle, la symbolique du feu de camp, puis une injonction au présentéisme et à la

fatalité : ce qui se passe est ce qui doit se passer ; pas d'autre enjeu que d'être ici, ensemble. Je suis bien là où je suis, je dois être présent ; ce qui arrive est la seule chose qui pouvait arriver, il faut vivre ici et maintenant, en profiter. Le moment du début ou de la fin d'un atelier est toujours le bon. Les facilitateurs, un brin mystérieux, insistent sur notre « liberté », mais nous imposent la « loi des deux pieds, règle de la mobilité », qui nous invite à nous déplacer si l'on s'ennuie ou si l'on n'apprend plus. Toutefois « sentez-vous libres, ce qui est important c'est que vous passiez du temps sur ce qui est important pour vous ».

Les participants, bon public, acceptent ce monde sans résistance, sans conflit, où l'on doit se laisser porter par les petits collectifs qui se structurent, ou bien papillonner d'un lieu à l'autre. La méthode induit également une forte horizontalité, il n'y a que des « experts », tous les points de vue se valent, « on a tous la même autorité, c'est notre manière d'être ensemble ».

Pour autant, du point de vue de la cohérence, certaines personnes s'étonneront que les badges ne soient pas récupérés à la fin du forum, et que les repas, contrairement à ce que l'on pouvait attendre, ne sont ni bio. ni locaux, mais proposés dans des contenants non recyclables par le traiteur rennais le plus concurrentiel au moment de l'appel d'offres...

3 - Une approche conceptuelle pléthorique mais superficielle

La liste des intitulés des 30 ateliers de la première journée témoigne d'une grande diversité des sujets de préoccupations, que nous avons classés en sept thématiques (par importance en nombre d'ateliers) :

- La gouvernance, l'organisation de la démocratie participative (10 ateliers)
- La création, la singularité de l'art, la diversité culturelle (7 ateliers)
- Les problématiques de diffusion, de programmation, le public (4 ateliers)
- La méthodologie de projet (3 ateliers)
- Les ressources humaines, le bénévolat, le territoire (3 ateliers)
- L'axiologie, les valeurs, l'émancipation (2 ateliers)
- L'économie, l'économie sociale (2 ateliers)

Les enjeux internationaux ne sont pas abordés (sauf dans l'intitulé d'un atelier), et les mutations sociales contemporaines sont peu appréhendées en tant que telles. Les ressources mises en ligne à disposition des participants n'ont pas été mentionnées. Les initiateurs d'ateliers et les participants se réfèrent généralement à quelques exemples locaux (2 – 3 exemples évoqués au cours des ateliers observés), et l'on revient régulièrement au B.A.BA de la méthodologie de projet : clarifier les objectifs, se mobiliser autour de leaders, chercher des financements... « le but de l'atelier est de recueillir des idées pour ensuite mobiliser et penser l'organisation du lancement du projet ». Il s'agit aussi, bien sûr, de faire du lien, d'associer les réseaux de chacun, de transmettre...

Titre des rapports (cf. document remis sur place par les organisateurs)

Polyphonie et société soutenable
La culture comme facteur de lien et de faire ensemble
Diversité culturelle pour des développements durables
Sans culture, quel développement ?
Réécrire l'intitulé du forum
La culture, 4 ^{ème} pilier du développement durable ?
Culture(s), normes sociales et émancipation
La culture chez nous, on la fait avec le tracteur !
Comment la culture peut-elle rendre la démocratie participative plus sexy ?
Ressource / territoire et développement durable
Comment prioriser démocratiquement un projet culturel sur un territoire de vie ?
Comment articuler l'ESS avec le DD ? Création et développement durable
Energie humaine et développement durable
Action artistique internationale et rapports bilatéraux/transfrontaliers
Frontières, peurs, fragilité, mouvement
Les outils du développement culturel en zone rurale
Participer, passer à l'action : Comment ?
Création d'une cartographie des économies de la culture
Accompagnateurs et porteurs de projets : Facilitons nous la vie !
Comment « l'expert culturel » à accueillir l'autre sans craindre de mourir ?
Le bénévolat est-il durable ?
Comment sortir de la consommation culturelle ?
Comment parler simplement de la Culture ?
La réflexion des nouveaux indicateurs de richesse appliquée au secteur culturel
Temporalité et transversalité de la place de la culture dans le développement durable
« La difficulté, c'est l'élitisme » : nos représentations des publics et de leurs besoins

Au sein des ateliers, les concepts et notions abordés sont pléthoriques, et ne renvoient pas à une expertise mais à un échange horizontal entre des points de vue qui se valent. Les ateliers permettent peu de capitaliser, mais permettent à chacun de développer son argumentaire personnel. Il s'agit aussi de ne pas se soumettre à « l'expertise », et donc de simplifier, de réduire la complexité des phénomènes discutés, pour échanger des points de vue plus ou moins argumentés, allant de la croyance à l'opinion, parfois jusqu'à un point de vue plus étayé et argumenté. La compagnie Alter ego, initiatrice de plusieurs ateliers de discussion, et d'ateliers sur la communication coopérative sur les temps méridiens, invitera dans ses sessions à « ne pas utiliser le cerveau gauche, mais seulement le cerveau droit, afin de proposer et d'être le plus concret possible ». Faisant fi de la complexité, on se contentera régulièrement d'oppositions binaires, telles que « normes *versus* émancipation », ou encore « consommation culturelle *versus* diversité culturelle ». La même compagnie proposera aux participants d'adopter un langage non verbal (avec des mouvements de main et de tête) pour accompagner ou sanctionner chaque orateur, à travers cinq codes pour exprimer l'adhésion, la réprobation, le décrochage, la volonté d'aller plus loin... On notera que les références provenaient

essentiellement du champ culturel, qu'elles ne cherchaient pas à se raccrocher à un existant plus global, d'une manière générale certaines discussions donnaient l'impression qu'on « refaisait le monde ».

On peut affirmer que les participants sont fortement tributaires de l'initiateur ou de l'animateur de l'atelier, qui imposera une tonalité et un niveau d'abstraction plus ou moins élevé aux échanges ; dans certains cas où l'initiateur s'efface de la discussion, on peut assister à des oppositions lors desquelles deux ou trois participants exposent leur vision personnelle sans parvenir à construire de consensus. Dans d'autres ateliers, à certains moments, plusieurs conversations se croisent mais ne se rencontrent pas.

Parmi les nombreux concepts et notions abordés dans les discussions, citons par exemple :

- La culture ; L'art ; Le rôle social ou politique de l'artiste
- La diversité culturelle
- La nature humaine
- L'émancipation
- La consommation ; Les indicateurs de richesse
- La tradition ; L'éducation
- La démocratie ; L'être ensemble ;
- Le plaisir, les émotions

Malgré la teneur tantôt philosophique, tantôt ésotérique des discussions, on peut noter que les rapports de discussion sont eux-mêmes succincts, et que bien souvent le résultat final renvoie à la question initiale, de sorte qu'une partie des ateliers n'auraient objectivement pas produit d'intelligence collective. *A contrario*, on peut dire que les échanges avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire, même s'ils n'ont pas produit de valeur ajoutée (on repart au final avec la question de départ sur les nouveaux indicateurs de richesse à inventer), auront permis de faire se rencontrer deux univers complémentaires. Un des ateliers verra se développer des paroles de plus en plus personnelles, voire ésotériques, évoquant l'énergie, la douleur, le chamanisme, à tel point que l'atmosphère en devint pesante, trop intime, et verra quelques personnes quitter l'atelier.

« Une chose fondamentale, mais je crois qu'on n'y arrivera pas, je rêverais d'un forum juste sur la thématique, qu'on se mette d'accord sur 'culture', qu'on se mette d'accord sur 'développement durable'. Ça serait un beau préalable, et en même temps il y a tellement de pratiques que ça serait assez compliqué. »

4 - Une approche artistique originale

Les ateliers artistiques ont permis de partager une sensibilité commune autour du corps, de la danse, ou du chant, et ont contribué à la qualité des interactions entre les participants ; cette approche émotionnelle a également renforcé la dimension de « ressourcement », d'ouverture à soi, de prise en considération de son état physiologique par chaque personne. En introduction, le corps est défini comme notre premier territoire par Philippe le Doaret, et il s'agit de s'impliquer corporellement dans cette proposition ; les ateliers du midi permettent de collecter des gestes, des mouvements, des

attitudes auprès d'autres personnes ; un autre atelier permettait d'appréhender « le langage corporel », à travers « une approche multi sensorielle sensible, une mise en présence corporelle personnelle et collective » : pousser, être poussé, résister, accepter, accompagner la violence de l'autre ; mettre en geste les conflits sous-jacents pour les exprimer, mieux les comprendre et les résoudre. Comprendre ses réactions, oser toucher l'autre, réfléchir à cette métaphore.

Une participante interrogée a particulièrement apprécié « l'atelier artistique où il fallait se laisser guider les yeux bandés parce que cela permet de ne pas être uniquement dans l'intellectuel (comme dans un colloque) mais de rester en lien avec le tempo de son corps ».

« Toutes ces mises en forme corporelles, ça aide. On se sent plus proches ! On a envie de se toucher, on a envie de se dire bonjour ! On a moins peur des autres, on a moins peur de soi et je trouve que c'est super. »

« C'est une chose d'en parler, de penser que c'est une nouvelle façon d'avancer, un paradigme. C'est une autre chose de se retrouver confronté à un groupe, des gens, des corps, des pensées individuelles et de faire avec, de construire des choses intéressantes avec. Moi ce qui me plaît c'est d'être dans le concret, d'être dans un rythme vécu, pas que pensé. »

5 - Une approche coopérative limitée

Finalement le forum aura donné naissance à 16 « fiches projets », mais qui témoignent davantage de la volonté initiale de certains participants que d'une production collective. En effet, on retrouve en conclusion des groupes les préoccupations, questions et initiatives portées individuellement par certains dès le début, qui se voient ainsi confortés ou davantage sécurisés dans leur entreprise ou leur questionnement. Les conclusions – propositions finales des groupes sont énoncées tour à tour en plénière : expression d'un besoin de plateforme d'échanges entre différentes formations (telles que le DU culture et DD) ; comment mettre la tradition au service du développement ? Comment créer un collectif d'artistes sur le territoire des Vallons de Vilaine ? Liste des acteurs ressources sur le territoire de Ploermel. Comment créer un projet culturel au sein d'un centre social dans le secteur de Fougères ? La malle pédagogique portée par la compagnie a Margoulette (depuis deux ans). L'affirmation d'un renouvellement des pratiques de réunion collective à travers le chant. Comment interroger un public en milieu rural pour co-construire un projet culturel ? Comment rassembler les acteurs des projets artistiques et sociaux pour développer des projets ? Un projet d'épicerie solidaire dans le Morbihan. Penser d'autres pistes de financement telles que les AMAP culturelles. Projet de plateforme d'espace virtuel mutualisé ; initiative de transition territoriale sur le pays de Dinan ; espace d'expérimentation d'actions culturelles. Un projet repéré par de nombreux participants trouvera ainsi une audience particulière, en vue de « créer un laboratoire de recherche sur la démocratie ».

Aux dires d'un participant, même s'il n'y a pas véritablement de pistes d'action, le fait d'officialiser la question est déjà important.

« On a toujours du mal, et peut-être que c'est culturel, à aborder le concret. On revient très, très souvent quand même dans le conceptuel, dans l'intellectuel. Parce qu'on est fait de ces valeurs-là et

qu'on nous a transmis ça. Je crois qu'il y aurait un grand besoin de travailler sur le faire, et surtout travailler sur le collectif et la coopération. Et je sens qu'on est vraiment dépourvu, tous, de ces outils, du comment faire ensemble ? Comment trouver ce qui nous réunit, au-delà de nos différences et divergences pour faire ensemble avec simplement l'intersection de nos intérêts. C'est pour ça que des outils comme le forum ouvert me semble être des premières étapes. »

F – CONCLUSIONS : ATOUTS ET DIFFICULTÉS

Concernant le dispositif méthodologique

L'objectif participatif est atteint, et un échange dense a pu avoir lieu autour de projets et expérimentations concrètes. Globalement les participants sont nombreux à affirmer leur curiosité à l'égard de la méthode, leur recherche d'outils méthodologiques innovants.

Ce forum a permis, pour les participants, de faire le point, d'avancer sur leurs propres projets, sur leurs propres argumentaires, d'un point de vue surtout individuel. Ce temps de travail a permis de se ressourcer, et de s'adapter à l'incertitude de la vie institutionnelle dans le champ de la culture : structures en évolutions, réductions budgétaires, statuts incertains... Du coup, les participants se sont montrés avides de rencontres, et en quête de développement de réseaux. Ils apprécient également le sentiment de liberté vécu durant ce forum, une dimension d'enrichissement personnel, de recentrage sur soi. Par ailleurs, l'approche sensible fortement présente en Bretagne a apporté à chaque personne, et a permis de partager différemment avec autrui (empathie).

Par contre, on fait le constat d'une difficulté à passer à l'acte, à la coopération, à l'agir ensemble, et à l'élaboration collective de perspectives concrètes. À travers cet espace d'échange et d'approfondissement, on revendique le fait de ne pas avoir de réponse, mais plutôt de nouveaux questionnements, une acceptation de l'incertitude. Cette posture « interrogative » génère le risque d'une adaptation plutôt passive, plutôt adhésive à la réalité sociale, et d'une moindre créativité/force de proposition.

Concernant les modalités d'organisation et la composition du groupe

On constate (observateurs et participants interrogés) que le groupe est plutôt homogène, dans une attitude d'entre soi voire de « repli sur soi » : il s'agit essentiellement d'acteurs culturels, même si l'on peut se féliciter d'une passerelle réelle et intéressante avec l'économie sociale (présence de la CRES notamment). Les participants interrogés déplorent l'absence des élus, des représentants de la DRAC et d'autres responsables institutionnels, des acteurs économiques, des enseignants. La question de la mobilisation des différents réseaux reste entière, ainsi que la mobilisation des décideurs et responsables institutionnels.

Au sein même du champ culturel, ce forum permet toutefois un premier décloisonnement entre acteurs culturels, entre disciplines artistiques. Le forum est perçu comme une première étape, un « précédent » qui augure de coopérations à venir. La durée du forum et le prix de l'inscription sont parfois jugés trop lourds ou du moins perçus comme des freins potentiels.

Concernant la représentation territoriale, on note que les acteurs sont essentiellement régionaux, avec absence ou quasi absence de Basse-Normandie et Pays de Loire, alors que la volonté initiale était de créer un évènement inter régional. Il manque également une dimension européenne ou internationale.

On constate aussi un risque d'incohérence dans l'organisation pratique, liée à la procédure d'appel d'offres pour contractualiser avec un traiteur du Blosne (quartier urbain rennais), proposant des produits industriels, alors que le secteur de Guichen, en zone rurale à 25 kilomètres de Rennes, est un lieu emblématique pour le développement des filières biologiques et des réseaux courts (organisation annuelle du forum Ille et Bio qui rassemble des dizaines de milliers de personnes).

Concernant le contenu

On note une grande diversité conceptuelle, une multiplicité de questions abordées, mais selon des niveaux très différents, et globalement il en ressort l'impression d'une méconnaissance du champ et de ses concepts par une partie des participants. La question de l'expertise est éludée au profit d'une méthode « horizontale », mais qui ne permet pas l'élaboration d'une culture et de références communes. Au sein des ateliers, il manque parfois une maïeutique, ou du moins les participants sont très tributaires de l'animateur de l'atelier, de sa capacité à construire des références communes ou à mutualiser des perspectives.

À travers une forme de « sacralisation » de la méthode, on risque de la réifier, de la rendre auto suffisante, au détriment du contenu, de la créativité collective. En conséquence, on constate une relative difficulté à construire collectivement, à développer de l'intelligence collective ; on observe durant les séances assez peu de débat contradictoire (on adhère ou on circule). Plusieurs participants ont revendiqué la nécessité de clarifier au préalable les concepts culture et développement durable.

Parmi les appréciations très positives sur ce forum, de nombreux participants sont en recherche de méthodes collectives, et témoignent d'une volonté d'expérimenter des logiques plus horizontales. Il en ressort une réflexion et mobilisation collective sur les questions de gouvernance : question centrale, mais à laquelle on n'apporte pas de réponse.

Il en ressort également une réflexion sur une cartographie de l'économie créative, sur la définition d'indicateurs de richesse, question qui animait auparavant les initiateurs d'ateliers sur ce thème ; une volonté commune est donc renforcée, et des contacts pris. Mais au final il n'y a pas d'autres perspectives de partenariats et collaborations pour la mise en œuvre d'actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable.

La dimension territoriale apparaît structurante dans les exemples cités (l'ancrage à tel ou tel lieu), mais jamais dans l'analyse ni dans les perspectives (les pistes concernent davantage des pôles de mutualisation, des espaces numériques, que de la co action sur un territoire).

FORUM de Feyzin, 29 novembre 2011

Compte rendu de Marie-Christine Bordeaux,
Université Stendhal Grenoble 3 - Gresec

A – INTRODUCTION

Le forum de Feyzin, organisé par la NACRe, Agence régionale culturelle Rhône-Alpes, en partenariat avec la Ville de Feyzin, avait pour thème : « Développement durable et culture : un nouveau chantier. »

Parmi les intentions affichées de ce forum (cf. document de communication du forum) était proposé un certain nombre de questions sous-jacentes au thème de travail de la journée :

Comment la culture peut-elle participer d'un nouveau projet de société ? Comment connecter les projets culturels au paradigme du développement durable ? Comment construire de nouvelles perspectives d'action ? Comment faire pour que la ville de demain crée de nouvelles significations avec ses habitants ? Comment encourager la créativité des individus ? Comment bâtir de nouveaux droits ?

Ce forum d'une journée proposait :

- d'explorer et d'identifier les points d'intersection existant entre le développement durable et la culture ;
- de croiser les approches et les pratiques des différents secteurs professionnels pour tisser de l'« en commun » autour de cette thématique ;
- de mettre en lumière des propositions ou des pistes de travail à développer pour l'avenir, dans une plus grande transversalité de l'action publique.

La préparation du forum a donné lieu à 3 réunions du comité de pilotage composé d'acteurs culturels, de collectivités, d'élus et de structures professionnelles en Rhône-Alpes : Mix Lab, HF Rhône-Alpes, Epicerie Moderne, Collectif des festivals engagés pour le développement durable et solidaire, Agence Rhône-Alpes pour le Livre et la Documentation – ARALD, CRESS Rhône-Alpes, Tagada Tsoin Tsoin, Fédération des arts de la rue, Observatoire des politiques culturelles, Association des directrices et directeurs des affaires culturelles Rhône- Alpes - adDACra, Epicerie moderne, Ville de Feyzin, NACRe Rhône-Alpes.

Le Forum s'est déroulé à la salle des fêtes de Feyzin, commune du « couloir de la chimie » au sud de l'agglomération lyonnaise sur laquelle est notamment implantée une des plus grandes raffineries d'Europe (qui marque fortement le paysage urbain de ses tours et fumées...).

B – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

En ouverture, le président de la NACRe annonce l'ouverture d'un chantier, tout en revendiquant un « principe d'indétermination » et un « jeu de l'incertitude », une « anarchie coordonnée et organisée », aussi bien sûr les contenus proposés que sur les résultats attendus. Il pose comme principe (et aussi comme objectif ?) la « participation ». Il indique que la NACRe souhaite se saisir du thème du développement durable car c'est un enjeu actuel qui traverse toutes les politiques publiques. L'agence se penche sur les nouvelles formes de démocratie et les questions de gouvernance culturelle, ce qui la conduit naturellement à s'intéresser à la méthode proposée pour l'animation de ce forum. Pour lui, l'intérêt principal consiste à décloisonner le champ culturel et il se félicite de la diversité des participants.

Jean-Pierre Saez évoque une « large démarche coopérative », rappelle que l'initiative en revient aux agences culturelles régionales. Il assigne une place intéressante (et peu fréquente !) aux chercheurs, observateurs taiseux, qui n'est pas sans me rappeler la manière dont les Ceméa organisent à Avignon leurs débats publics, les spécialistes étant conviés à se fondre dans le groupe, sans intervenir nécessairement en public. Il évoque le fait que la journée sera consignée sous forme de traces. L'écrit (plutôt que le simple échange oral) étant une des bases de la démocratie, car il permet d'objectiver et de publiciser les idées qui s'affrontent au cours de discussions et de débats publics, cette question des traces paraît importante. Après avoir cité le nom des observateurs et indiqué qu'ils assisteraient aux différents débats mais sans intervenir, il insiste sur le fait que « ce travail d'observation ne vise pas à juger mais plutôt à laisser une trace pour poursuivre ultérieurement la réflexion sur ce type de démarche ».

Au final, et cette impression est renforcée par l'introduction méthodologique de la journée, l'absence de repères en termes de contenus proposés aux participants met au premier plan la démarche, la méthode, et à l'arrière-plan les contenus et surtout les processus décisionnels.

C – PARTICIPANTS

Les personnes rassemblées ce jour-là forment un groupe inhabituel par rapport à ceux des grands rassemblements culturels régionaux, plutôt en marge des institutions ou des fonctionnements institutionnels. En revanche, comme d'habitude, peu d'artistes sont présents, l'assemblée étant composée essentiellement de chargés de projets et de cadres intermédiaires. Le monde socioculturel est relativement peu représenté, ce qui surprend un peu vu le thème et les objectifs de la journée. Ces impressions sont à affiner au regard d'une analyse plus fine de la liste répertoriée des personnes présentes.

Le public est assez mélangé : chargés de projets, généralement dans de petites structures culturelles, syndicalistes, réseaux militants, élus ou anciens élus, etc. Globalement beaucoup de jeunes et de femmes, beaucoup de petits réseaux et de petites structures, souvent les laissés pour compte des politiques publiques de la culture.

Les participants constituent un groupe diversifié. L'étude du listing des inscrits (140 personnes) permet de préciser qu'il se compose d'un peu plus de femmes (60 %) que d'hommes, et de seulement une petite vingtaine de personnes ne provenant pas de la région Rhône-Alpes. Les structures représentées relèvent majoritairement du secteur culturel (compagnies artistiques, salles de spectacles, festivals, collectifs... le spectacle vivant est beaucoup plus présent que les autres champs artistiques), mais il y a très peu d'artistes. Sont également présents en nombre des personnels de collectivités (24 personnes dont des chargés de mission développement durable et des directeurs d'affaires culturelles) et quelques élus (9 inscrits). Les champs d'appartenance des structures non culturelles (23 personnes) sont divers : environnement, enseignement, urbanisme, secteur social... la plupart relevant néanmoins du secteur public. On compte encore quelques consultants, retraités et étudiants (7). Enfin, les participants sont majoritairement jeunes et semblent occuper des postes « intermédiaires » (chargés de mission, directeurs de petites structures...), les niveaux supérieurs de la hiérarchie professionnelle étant peu représentés.

Il serait intéressant de comparer la structure des publics effectivement présents par rapport à celles des publics visés par le biais des invitations lancées. Intéressant aussi de savoir s'il y a eu des demandes de participation de la part d'acteurs qui au départ n'avaient pas été invités.

Les comportements de sociabilité sont assez différents des sociabilités assez intenses propres au secteur de la culture, peu de personnes semblent se connaître entre elles, peu de réseaux sont interconnectés de manière à mettre en relation des personnes de réseaux différents. On ne vient pas là pour se retrouver et se reconnaître, mais pour participer à une démarche et se confronter à des problématiques nouvelles. Pourtant, bien qu'un certain nombre d'acteurs soient extérieurs au champ culturel institutionnel, la majorité des participants sont des acteurs culturels et socioculturels. Ce relatif isolement des acteurs au sein du groupe réuni ce jour-là les rend d'autant plus disponibles pour le dispositif proposé, moyen privilégié d'entrer en contact avec les autres et de donner du sens à cette journée, et les rend peut-être d'autant plus disposés à accepter la démarche et la méthode.

On constate peu d'érosion dans la présence des participants car le Forum a duré une journée, et les participants sont restés tout au long de la journée, sauf en toute fin de journée, au moment du partage.

D – LES MATÉRIAUX DISPONIBLES

1 – Équipe et dispositif d'observation

- Cécile Martin, Observatoire des politiques culturelles
- Marie-Christine Bordeaux, Université Stendhal Grenoble 3 - Gresec

2 - autres matériaux : entretiens, comptes rendus

- Rapport d'observation
- Analyse de listes (de participants, de sujets proposés)

- Verbatim issu d'entretiens individuels ou de groupe

E – DÉROULEMENT DU FORUM

1 - Le poids de la méthode

L'introduction méthodologique par Jean-Philippe Poupard est assez longue, ce qui attire l'attention sur le caractère exceptionnel de la démarche, le rôle majeur de la méthode et focalise les participants sur le challenge qui consiste à réussir à produire malgré la complexité des données à intégrer. Aucun exemple n'est donné de résultats obtenus dans des concertations antérieures dans d'autres champs professionnels ou sociaux.

Le vocabulaire employé est celui de la démocratie participative, mais sans les précautions de langage qui sont habituellement prises dans ce cadre. Il insiste sur les compétences disponibles du fait même de la co-présence des participants, affirme de diverses manières l'horizontalité du dispositif et l'absence de hiérarchie entre les participants. De la même façon, toute participation est présentée comme bonne en soi, il n'y a ni hasard ni absence de compétence possibles : le simple fait de se manifester comme intéressé par un sujet fonde la légitimité à en parler collectivement. L'animateur (appelé « facilitateur » au cours des réunions préalables) insiste particulièrement sur la disposition en cercle qui exprime « l'équivalence entre tous les participants », sur la nécessité de se placer dans un état d'esprit ouvert, et sur les principes de base du forum (assez déterministes par ailleurs) qui sont également présentés dans la pochette remise aux participants (« les personnes qui se présentent sont les bonnes », « ce qui arrive est la seule chose qui pouvait arriver », « ça commence quand ça commence », « quand c'est fini, c'est fini...»). Afin que tous les participants comprennent bien les différentes étapes de la journée tandis que l'animatrice fait le cobaye et simule les différentes actions (écrire son sujet, le présenter aux participants, l'afficher sur la Place du marché...). L'animatrice ne prendra pas la parole de la journée, en revanche elle sera présente pour aider les participants lors de chaque étape, en particulier lors de la rédaction des rapports d'atelier.

Contrairement à ce que j'ai l'habitude de voir, il n'y a ni interlocuteur politique identifié, ni enjeu politique défini au départ, l'ordre du jour étant constitué sur place par les apports de chacun. L'attention de tous étant focalisée sur la méthode, et la bonne volonté de la plupart des participants étant manifeste dans ce dispositif présenté de manière insistante comme horizontal et non-hiérarchisé, l'absence d'interlocuteur politique ne semble gêner personne, en tout cas dans les propos tenus publiquement.

La présentation de la journée s'achève ainsi, sans qu'il y ait eu véritablement d'explicitation de la thématique du forum ni des objectifs de l'exercice.

2 - L'émergence

Une quarantaine de sujets sont proposés par des personnes très diverses (peut-être une légère sur-représentation des jeunes femmes) et manifestement à l'aise dans ce dispositif. L'animateur accompagne ce moment d'un ton ostensiblement bienveillant, sans aucun commentaire sur les thèmes proposés (il interrompt seulement une personne qui avait entamé un petit discours au lieu de lire

sobrement son sujet), puis donne rendez-vous à l'assemblée en fin d'après-midi « pour la suite » (sans préciser quel sera la teneur de ce moment). Les participants se répartissent alors entre l'espace café, des petits groupes de discussion dans la salle, et une forte concentration devant le mur de la Place du marché. Les initiateurs de sujets procèdent au regroupement des thématiques et ateliers (la quarantaine de thèmes proposés aboutira à la réalisation de 32 ateliers). Les sujets sont présentés le plus souvent sous la forme de questions courtes, peu problématisées, certains très concrets, d'autres plus réflexifs... Les regroupements se font simplement, il ne semble pas y avoir de conflits à ce sujet. L'examen de la liste des participants et les entretiens révèle la présence de quelques « fidèles » ayant participé à plusieurs forums Culture et Développement durable. Il est difficile de mesurer l'impact de ces « guides », mais il est certain qu'ils jouent un rôle important à la fois en matière de proposition de sujets, d'animation des ateliers et de propositions finales.

Classification des sujets proposés

(tri réalisé uniquement à partir des titres des rapports, les contenus sont parfois différents des titres)

Thèmes	Nombre d'ateliers
Culture urbaine / urbanisme participatif / Développement social, politique de la ville / Accès à la culture, démocratisation de l'expression culturelle / inviter les jeunes / où et comment sensibiliser les citoyens au DD / démocratie culturelle / place des habitants / Rôle de la culture ds le DD / Donner le goût du participatif	12
Vers un changement de société / DD devient il une culture ? / Education, politique, critique / DD mot valise ? / inscrire le DD ds les politiq publiq / agenda 21	6
Transversalité, décloisonnement / Mise en œuvre du changement / Comment faire mieux avec moins / Actions concrètes, échanges de pratique / Paniers culture, circuits courts/ Label Prestadd...	6
Événementiel / festival / spectacle vivant / projets de création partagés / DD comme source d'inspiration ds le SV	5
Statut du travailleur culturel / emploi pour une culture durable / Politiques tarifaires / politiques rémunération des artistes	4
Échanges internationaux	1
Artiste au cœur du territoire	1

Il n'y a aucune modération des propositions de sujets, même lorsque ceux-ci sont tout à fait redondants, la seule modération est exercée par les participants eux-mêmes qui peuvent se regrouper s'ils le jugent bon. La méthode produit de bons résultats dans la variété des approches proposées, en revanche elle engendre une certaine dispersion par rapport aux compétences mobilisables.

Le parti-pris énoncé d'emblée (chacun est expert, tout le monde est légitime) me fait craindre qu'aucune critique sur la qualité des contenus ou sur l'auto-animation des groupes ne sera jugée recevable. D'ailleurs, à qui ces critiques pourraient-elles être adressées, en dehors des participants eux-mêmes, dont il est dit qu'ils sont compétents *a priori* ?

L'affirmation de hiérarchie entre les participants est assez régulièrement battue en brèche, de deux manières : visible, lorsqu'un participant s'érige en seul expert de la question et accapare la parole dans le groupe (les groupes concernés mettent pourtant un certain temps à se disperser face à ce genre de comportement) ; plus discret, avec une évocation hors du dispositif par certains acteurs institutionnels qui se concentrent sur leur messagerie, et ne participent à rien, recréant ainsi, par

leur présence-absence, les hiérarchies traditionnelles de la culture, où l'essentiel se joue rarement dans les instances publiques.

La méthode est globalement respectée par les participants, on constate très peu de comportements déviants tout au long de la journée. Un élément intéressant est la gestion du temps : le temps du déjeuner est géré de manière individuelle, la journée étant conçue comme un continuum, mais cela n'exclut pas les rencontres au cours du déjeuner et les apartés nécessaires dans des journées s'adressant à un large réseau d'acteurs. Cet élément rend la journée très rentable en termes de temps passé à travailler.

3 - La convergence

32 ateliers d'1h30 seront conduits au cours de la journée. Les participants se repèrent facilement dans le dispositif et semblent apprécier cette expérience d'autogestion relative. Ils s'organisent et se répartissent sans difficultés apparentes (les animateurs sont peu sollicités sauf au moment de la rédaction des rapports). Cette fluidité est peut-être en partie due à la présence d'une bonne douzaine de représentants des partenaires de l'opération ainsi que de personnes ayant participé à d'autres forums du même type ou connaissant la démarche.

Titre des rapports (cf. document remis par la NACRe)

Décloisonnement, transversalité, optimisation : Comment passer des paroles aux actes ?
Quelle culture urbaine durable ?
Développement durable, culture et développement social
Quel changement ? Comment le mettre en œuvre et l'accompagner ?
Politique tarifaire : Confier au public le choix des tarifs
Développement durable sur événementiels : quelles actions concrètes ? Échanges de pratiques et pistes de réflexions
Développement Durable comme thématique ou source d'inspiration dans la création d'un spectacle vivant ?
Chômeur ou artiste ? Comment donner un véritable statut aux travailleurs culturels ?
Développement durable & culture : vers un changement de société ?
Diffusion des projets de création partagée
Urbanisme participatif et rôle de la culture dans la construction de la cité.
Education / Politique / Critique
Inviter les jeunes au « nouveau chantier » du développement durable
Festivals : une « opportunité » pour le développement durable
Je me souviens de l'avenir ! Le DD devient-il une culture ?
Quelles actions internationales pour un Développement durable entre territoires par la Culture. Relations Nords/Suds (Ests/Ouests)
L'Agenda 21, un outil pour inscrire la culture au sein des politiques publiques ?
Comment la culture peut-elle participer au Développement Durable ? Rôle de la Culture pour le Développement Durable ? Quel changement de posture pour les politiques culturelles pour développer durablement ? Que

souhaitons-nous développer durablement dans le champ culturel ?
Administratif, technique, artistique : quels emplois pour une culture durable ?
Développement durable et politique de la ville : quelles interactions, quelles limites ?
Paniers-culture et culture en circuit court
Où ? Comment ? sensibiliser les citoyens à la problématique du développement durable ?
Organisateur du spectacle vivant : Quelle politique de rémunération des artistes ou de fixation du prix d'achat d'un spectacle ?
Démocratisation de l'accès à l'expression culturelle
Prestadd : le 1 ^{er} label DD des entreprises du spectacle
Idéologie du développement durable. Idéologie de la démocratie culturelle
Développement durable, Un mot valise / Culture ?
Comment faire mieux avec moins, ou du moins autant, et ensemble ? Transversalité, décroissement, optimisation, comment passer de la parole aux actes ? Culture et développement durable : culture de l'économie ou culture de meilleure qualité
Rôle de la culture pour donner le goût du participatif
Quelle place des habitants : entre instrumentalisation et participation effective ?
L'artiste au cœur du territoire
Développement durable et spectacle vivant

Chaque atelier fonctionne à sa manière, du groupe de 2 personnes au groupe de plus de 20 personnes. Faute de pouvoir rendre compte de chaque atelier ou de pouvoir établir des constantes tant les fonctionnements observés ont été différents, malgré le risque d'ériger en idéal-type tel ou tel type d'atelier, voici trois exemples anonymisés de ces observations. N'ont pas été pris en compte les ateliers qui ont tourné court ou ont tourné en rond.

Exemple 1 :

L'atelier regroupe près de 30 personnes à son début. Il se pose d'emblée des problèmes de définition de mots-clés, pas véritablement élucidés entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. L'idée du sujet vient d'une personne qui est concernée à titre professionnel, on se rend compte un peu plus tard que l'animatrice de l'atelier travaille avec elle. Les échanges sont très généraux, mais un sujet se dégage peu à peu autour du binôme artiste / habitant, le premier dans sa fonction de faire émerger publiquement du sens dans le cadre d'une coopération avec ce dernier. L'animateur/trice, qui a visiblement l'habitude des débats publics et des travaux de groupe, exerce constamment une fonction de reformulation qui maintient l'attention et la cohésion. L'organisation collective des habitants à l'occasion de projets d'urbanisme ou de culture partagée est présentée comme une illusion démocratique : les participants sont blancs, âgés, et ne représentent pas la population ; mais aucune proposition n'émerge de ce constat, sauf peut-être l'idée que l'artiste aurait une capacité à faire apparaître une population plus diversifiée et donc plus « réelle ».

Les idées les plus intéressantes viennent au bout d'une demi-heure, avant et ensuite les échanges restent dans de grandes généralités, en grande partie parce que nous sommes dans une situation de communication en contexte pauvre (les locuteurs ne se connaissent pas, n'ont pas de vocabulaire commun, pas de repères notionnels communs, ou en tout cas ils n'en sont pas certains),

contrairement aux rencontres professionnelles, qui sont dans une situation de communication en contexte riche, où la plupart des références sont déjà partagées et donc implicites. Dans une situation de contexte pauvre de communication, il faut soit expliciter (d'où l'intérêt des reformulations par l'animatrice), soit prendre son parti d'échanges peu engageants, faute de temps pour élaborer une culture commune qui serve de base à l'échange. Les seuls moments un peu vifs adviennent lorsque sont évoqués des projets concrets et situés, ou lorsque certains acteurs se sentent attaqués sans raison fondée (c'est notamment le cas d'une élue qui réagit aux discours assez négatifs portés sur les élus).

Exemple 2 :

Dans cet atelier, le fonctionnement est de type argumentatif. Les locuteurs n'éprouvent pas le besoin de rappeler (parfois lourdement comme je l'ai constaté ailleurs) leur statut, et se centrent sur des modèles d'action par rapport à des problèmes de société. Le cœur de l'atelier tourne autour du modèle économie de l'économie solidaire, et les interlocuteurs s'en emparent de manière assez passionnée, et vont assez loin dans les enseignements que la culture pourrait tirer des expériences menées dans l'agriculture. On se rend compte au fil des discussions qu'un des participants a monté un projet où le modèle des AMAP (paniers bio composés de produits de proximité et de saison) sert pour élaborer un modèle culturel (« panier » de productions artistiques élaborées en proximité pour lequel le « consommateur » accomplit une démarche de confiance, sans présupposer du contenu culturel qu'il va ainsi aborder). L'échange argumentatif sur les circuits courts dans la culture étant le pilier de cet atelier, le tableau n'est presque pas utilisé. Malgré le rôle prépondérant joué par le porteur du projet, qui a trop centré la discussion sur un modèle (non annoncé dans le sujet de l'atelier) cet atelier a bien fonctionné dans la mesure où il a permis de mettre en confrontation dynamique la raison de chacun (et pas seulement sa bonne volonté), de s'informer sur des pratiques et de discuter de la faisabilité d'une transposition dans la culture. En revanche, aucun argument sur les risques culturels du « tout local » n'émerge au cours de la discussion

Exemple 3 :

L'atelier rassemble une dizaine de participants, assez mélangés. L'animateur est une personne impliquée dans l'organisation du Forum. Chaque nouvel arrivant (l'atelier a démarré avec 5 personnes) est invité à se présenter et bénéficie d'un rappel en 3 ou 4 phrases des propos qui ont été échangés avant son arrivée. Les participants sont à l'aise dans le débat, beaucoup reformulent les propos des autres et exposent des positions contradictoires dans une ambiance constructive (« je ne suis pas d'accord avec toi... mon point de vue est différent... »). De manière assez exceptionnelle dans ce Forum, les échanges sont plutôt théoriques, plusieurs participants se placent dans une position d'expert et défendent leur propre vision des relations entre culture et développement durable. Des expériences individuelles sont relatées mais toujours pour illustrer des propos plus conceptuels. L'animation n'est pas directive, mais là aussi de manière assez peu fréquente dans les ateliers, l'animateur pose la question de l'objectif de la discussion : « faut-il formuler des propositions ? qu'est-ce que chaque participant va retirer de ce temps de travail ? ». En fin d'atelier, les participants s'attelleront à la formulation de propositions, ce qui ne sera pas facile mais permettra d'engager un vrai débat. Cet exemple incite à penser qu'il aurait été utile que l'animateur invite les participants à

se plier à cet exercice de formulation d'idées fortes et surtout de propositions à l'issu des ateliers (comme cela a été le cas dans d'autres forums ouverts).

En termes de contenu, de nombreuses questions de fonds sont posées au cours de cet atelier qui sera assez riche en termes d'idées soulevées et d'échanges. Les participants s'interrogent par exemple sur les questions d'expertise : à qui donne-t-on la légitimité de l'expertise ? Qui invite-t-on dans le débat ? L'énergie mobilisée sur les questions de développement durable, de démocratie culturelle... ne risque-t-elle pas d'être récupérée par les politiques (phénomène de détournement de la militance) ? À ce titre, un parallèle intéressant est proposé entre la culture et le développement durable qui relèvent tous deux de discours fondés sur le militantisme et la conversion. L'apport de la culture dans le développement durable pourrait être de remettre du sens au cœur de l'action, ce qui conduirait à parler de « développement souhaitable ». De même, un parallèle est proposé entre les notions d'éducation populaire et d'éducation politique. La nécessité de former l'individu à la prise de parole est soulignée comme condition préalable au partage du pouvoir (« le savoir c'est le pouvoir »). Selon les participants, l'intérêt principal du développement durable est de rouvrir le débat sur des questions fondamentales, ainsi que de permettre la discussion sur des bases plus démocratiques (mais l'étape de décision politique ne doit pas non plus être occultée). Par ailleurs, la discussion aboutit à un consensus sur l'idée que la période actuelle relève d'une étape de prise de conscience de l'importance du développement durable (« notre modèle de société va dans le mur ») et que les questions posées dans cet atelier impliquent la formulation d'une vision de l'avenir, malheureusement peu prise en charge par le politique aujourd'hui.

La phase de synthèse de l'atelier constitue une étape difficile car les débats ont été animés, les prises de paroles nombreuses et très peu d'éléments ont été notés sur le paper-board prévu à cet effet. Il incombe donc à l'animateur/rapporteur de reformuler les propos, ce que l'animateur réalise avec une grande habileté tout en veillant à obtenir l'approbation des participants sur chaque point listé. L'atelier s'achève enfin sur la formulation de quelques grandes propositions (élaborer un lexique des grandes notions, établir une charte de la culture et du développement durable...). L'observation de cet atelier conduit à souligner l'importance capitale des initiateurs de projets qui se retrouvent la plupart du temps ensuite animateurs et rapporteurs des ateliers, et sur qui repose donc au final la qualité du forum.

En toute fin de journée, l'animateur reprend la parole pour indiquer quel va en être le contenu : sur le même principe de participation volontaire qu'en début de matinée, il s'agit de formuler des propositions pour l'avenir, quelles qu'elles soient, l'enjeu étant de ne surtout pas repartir en regrettant de n'avoir pas pris la parole (« le pire qui puisse se passer dans un forum ouvert » selon l'animateur). Ces propositions seront ensuite affichées au mur et chaque participant pourra venir inscrire son nom sur la feuille en l'accompagnant d'un « I » s'il souhaite être tenu informé du développement de cette proposition, ou d'un « P » s'il souhaite participer à la réflexion ou à la mise en œuvre de cette action. Ce moment est le seul difficile de la journée, et les propositions mettent du temps à être formulées. Le rituel qui consiste à venir au centre du cercle, se mettre à genou pour écrire son idée au feutre sur une grande feuille sous les regards des autres participants silencieux, puis se relever, prendre le micro et lire son sujet semble pesant et crée un sentiment de gêne. Une dizaine de propositions seront néanmoins formulées par des participants qu'on repère facilement parmi les plus « moteurs » de ce forum (4 ont initié des ateliers, 3 ont participé à plusieurs forums...) :

imaginer un fond de création solidaire pour mettre en œuvre des projets culturels (pas que) qui impliqueraient

ceux qui font et vivent le territoire,
créer un groupe de travail sur l'action internationale,
formaliser les actions existantes pour les valoriser puisqu'on en fait déjà pas mal...,
développer le réseau AMACCA,
créer un groupe de travail au sein de la collectivité pour mettre en place des actions transversales sur le long terme,
donner la forme d'un forum ouvert au forum Rhône-Alpes des musiques, danses et contes traditionnels,
travailler sur l'évaluation (au sens de donner de la valeur) aux projets de création partagée,
développer la(les) formation(s) de formateurs,
organiser un forum ouvert interrégional Bourgogne Franche-Comté et tenter de faire participer les secteurs du social, de l'éducation,
créer un pôle de service public dédié à la gouvernance démocratique.

La journée s'achève enfin, un peu en avance et avec seulement la moitié des participants, par un « tour de clôture » au cours duquel chacun est invité à prendre la parole, depuis sa chaise, pour dire « un » mot. Le micro circule très vite de mains en mains et une cinquantaine de personnes délivreront leur ultime message le plus souvent positif et plein de bons sentiments (seules quelques personnes feront part de leurs interrogations « et maintenant ? ») :

Richesse et partage	Ruche	Partage, valeur	Diversité
Merci	Intelligence collective	Énergie participative	Du sens, éventuellement
Coopérer	Remise en cause de notre culture	Bonne soirée	Effervescence plaisir
Co-construire	Recommencer	Trop peu d'élus	Me taire sur commande
Besoin d'outil	On peu travailler ensemble	Y a encore du boulot	C'est pas gagné !
« Polleniser »	Poil à gratter	Ressource	DD reste à inventer
Être contagieux	Réinventer	Rencontrer, aimer, s'ouvrir, papillonner	Envie d'agir
Continuer le travail	Arroser les graines	Faciliter les échanges	Inconnu
Étape suivante	Abeille	Bzziii	Nourrir pour faire du miel
Échange d'idée, créativité, transformer	Découverte de... lapin	Concentration	Boîte à idée
Énergie	Et maintenant ?	Pain sur la planche	Mobiliser
Faire confiance	Faire mieux ensemble	Espoir	Rencontres et sourire
Y a qu'à...	Échanges et réflexions durables	Suivant	À suivre

4 - La place de l'expertise

L'observation des interactions et des productions montre qu'il est faux d'affirmer que tout atelier, quel que soit son nombre ou sa composition, a un égal intérêt. De même les rapports de domination au sein des groupes, peu visibles car masqués et en partie atténués par la bonne volonté générale, ne sont pas très différents dans ce type d'atelier de ceux qu'on peut observer dans d'autres types de réunions : certains participants sont envahissants et péremptoirs, et les groupes sont tendance à se dissoudre plutôt que d'affronter la situation et d'y remédier. De même, des comportements consistant pour certaines personnes à faire le tour des groupes pour, à chaque fois, faire la promotion de leur

activité, ne sont en rien contenus par les modes de modération, chaque atelier réinventant sa gouvernance à chaque fois à partir des consignes très générales données aux groupes. Enfin, une hiérarchie discrète, mais réelle subsiste dans la mesure où un certain nombre de responsables culturels régionaux ne participent pas, ou de très loin, aux ateliers.

F – CONCLUSIONS : ATOUTS ET DIFFICULTÉS

L'ensemble crée une ambiance bon enfant dans un esprit proche de celui d'une réunion de concertation d'usagers ou d'un débat citoyen, très différente de celle d'un colloque organisé dans un théâtre ou une salle de conférence traditionnelle. Bien que les participants arrivent souvent groupés, on ne constate pas les signes de connivence des réseaux habituels de la culture, au contraire un nombre non négligeable d'individus sont seuls et donc d'autant plus disponibles pour la méthode proposée ; mais également moins en mesure, de ce fait, de se « défendre » et de critiquer le dispositif.

Une focalisation excessive sur la méthode, son bien-fondé et ses effets

La méthode fait marcher la journée, indéniablement, mais vers quoi ? Faute de problématisation claire des principaux concepts et notions de référence (y compris en montrant leur polysémie et leur ouverture), la journée semble dominée par un enjeu de réussite méthodologique, plus que par celui d'une production réutilisable, malgré les productions écrites finales, faites avec soin, mais très nombreuses et dispersées. Le caractère particulièrement concis des séquences introductives est à mettre en relation avec le temps assez long de présentation de la méthode. L'organisation semble sous-estimer l'importance d'interlocuteur(s) politique(s) ; c'est le même problème que dans la démocratie participative quand elle n'est pas reliée à de la décision publique.

Terminer sur l'énoncé public d'engagements individuels me semble contre-productif par rapport aux objectifs de la journée (négation de la dimension politique de ce qui a rassemblé les acteurs), et un peu gênant, rappelant d'autres situations similaires dans d'autres contextes (voir des personnes exprimer au milieu du groupe ce qui va changer pour elles dans leur vie concrète à la suite de cette journée). Si la journée aboutit à des engagements individuels, même compte tenu que les participants sont tous invités à rejoindre les démarches et projets de ceux qui se sont exprimés, à quoi bon s'être réunis collectivement ?

La démarche est assez différente de celle des conférences de citoyens ou de consensus, qui comprennent un temps important d'information et de formation sur les thèmes débattus, ou de l'Éducation populaire ou encore des syndicats où les participants sont formés à intervenir en public sur des questions d'intérêt général. La méthode proposée est assez spontanéiste, avec ses avantages (ouverture, surgissement de thèmes imprévus) et ses limites (ateliers peu productifs, primat de la méthode sur les contenus, problème de l'exploitation de ces contenus et de leur transformation dans un cadre politique).

D'une manière plus générale

Dans la continuité d'observations précédentes⁴, on voit que sont recyclées dans la problématique du développement durable un certain nombre de revendications, d'idées, de modes de faire, qui avaient été historiquement regroupées dans la problématique professionnelle de la médiation, et qui ont ensuite migré vers la problématique de la participation, témoignant ainsi de l'intégration dans le champs culturel des nouvelles normes de la démocratie. On est alors en droit de se demander si le développement durable est un objet d'intérêt en soi ou un prétexte pour reposer à nouveaux frais des questions maintenues hors du débat public culturel depuis fort longtemps. Ce qui à mon sens fragiliserait la démarche du développement durable dans la culture, qui deviendrait le nouveau mot-valise dans lequel seraient déposés les frustrations d'une partie des acteurs de la culture – ou du secteur socioculturel.

⁴ « La médiation culturelle, symptôme ou remède ? Pistes de réflexions pour les arts de la scène », 2011, in La médiation culturelle dans les arts de la scène, Lausanne : Éd. La Manufacture, pp. 23-36

FORUM Île-de-France, 13 et 14 janvier 2012

Compte rendu de Vincent Guillon,

Politologue, chercheur au laboratoire PACTE

A – INTRODUCTION

Le Forum ouvert Île-de-France qui m'a été confié d'observer – avec la collaboration de Samuel Périgois de l'Observatoire des politiques culturelles –, s'est tenu les 13 et 14 janvier 2012 à la Maison des Métallos, établissement culturel de la ville de Paris. Il prend part à une expérimentation de dispositif participatif sur le thème de la culture et du développement durable, initiée à l'échelle nationale par Culture 0 Centre, Réseau Culture 21 et l'Observatoire des politiques culturelles. Le Forum Île-de-France s'inscrit lui-même dans une démarche plus large sur laquelle je reviendrai ultérieurement. Il m'importe au préalable de préciser quelques éléments de méthode.

Lors de la préparation de ce travail d'observation – qui se veut et ne peut être que modeste eu égard au dispositif d'enquête –, un point d'achoppement est rapidement apparu sur la posture de l'équipe de recherche lors de la tenue de l'événement. Le comité d'organisation défendait assez justement qu'un regard extérieur, en surplomb, présentait le risque de brouiller les situations d'échange en petits groupes, celles-ci reposant sur un principe d'équivalence des participants. Il souhaitait donc que nous soyons partie prenante aux débats. De notre point de vue, cette proposition présentait le risque de nous distraire de notre tâche première d'observer « ce qui se passait » et « comment cela se passait » ; autrement dit, pour reprendre la belle formule d'Howard Becker, « d'étudier la manière dont les gens font des choses ensemble ». N'étant point réticent à faire quelques entorses à la « doxa méthodologique », nous avons accepté de jouer le jeu dans la mesure où nous restions entièrement disponible pour le travail d'observation qui nous était demandé. Nous sommes ainsi intervenus de façon raisonnable, lorsque nous le souhaitions ou que nous estimions notre silence pesant pour le groupe.

D'autre part, il est utile de rappeler la modestie du dispositif d'enquête, puisque nous étions deux pour observer jusqu'à 57 ateliers simultanés. Il va sans dire que notre expérience du Forum est aussi relative à la configuration spécifique des ateliers auxquels nous avons choisi de participer : elle aurait donc pu être en partie différente. À cela, il faut ajouter une rencontre préalable avec les membres du comité de pilotage de l'événement et la réalisation d'une douzaine d'entretiens individuels sur place.

Je m'autoriserai aussi un point de vue parfois plus critique, étant entendu que je prends au sérieux les efforts accomplis pour expérimenter concrètement l'idéal d'une participation ouverte et active à la définition du bien commun et des enjeux dont sont porteurs les politiques publiques de la culture. C'est dans cette seule perspective que je pourrai énoncer ce qui m'est apparu comme des limites, des difficultés, voire des impasses, du dispositif. La critique ne remet pas en cause le projet.

B – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

1 - La mise en place du forum : un processus collectif aux objectifs multiples

C'est en avril 2011 qu'ARCADI s'engage dans la mise en place d'un Forum ouvert en Île-de-France sur le thème de la culture et du développement durable, accompagnant ainsi trois autres agences régionales dans cette expérimentation. Elle s'entoure dès l'origine de deux autres structures pour porter le projet : l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies (ARENE) et Réseau culture 21, organisme de droit privé également présent dans la coordination nationale de cette initiative. ARCADI dispose d'un pôle ressource destiné aux acteurs régionaux du spectacle vivant, leur proposant des outils pour se questionner sur le cadre dans lequel ils agissent : information, observation, rencontres, accompagnement, coopération territoriale, etc. C'est là que le processus du Forum ouvert s'est déployé, motivé par une volonté interne d'aborder des questions émergentes dans le secteur artistique, mais aussi de tester de nouvelles formes de dialogue et de participation plus ouvertes. Le lien avec l'ARENE s'explique par l'opportunité de la thématique, voire par une forme d'injonction du conseil régional pour que ses différentes agences coopèrent davantage. Réseau culture 21 est impliqué depuis le début dans l'organisation de la concertation nationale. L'association est aussi investie dans l'animation du « Labo culture et développement durable » fondé à l'initiative de Culture O Centre. Le partenariat avec ARACDI répond sans doute à une stratégie de développement d'un marché d'expertise et d'ingénierie de la participation, mais aussi à une occasion d'ancrer davantage son action sur le territoire francilien où elle est implantée : « être plus dans des démarches d'expérimentation de terrain » précise Christelle Blouet. Trois partenaires qui forment le comité de pilotage, apportant des compétences et des réseaux croisés pour la réalisation du Forum ouvert et des initiatives afférentes.

L'ARENE et Réseau culture 21 ont déjà, chacun à leur manière, exploré les enjeux de ce processus. L'ARENE, au niveau des contenus, puisqu'elle a organisé un cycle de rencontres prospectives sur le thème de la culture et du développement durable⁵. À l'issue de ces « Utopiades », elle a produit un livret qui recense une cinquantaine de projets culturels qui s'inscrivent manifestement dans une démarche de développement durable : préoccupation environnementale, mode de gouvernance ou encore rapport aux espaces urbains. Il en ressort une idée du développement durable liée à une forme de modernité alternative ; modernité qui se traduit par des projets artistiques et culturels pour la majorité non institutionnels, et porteurs de valeurs d'innovation écologique, économique, sociale et territoriale. Des acteurs aussi qui ne sont pas parmi les plus solidement installés dans le monde des arts et de la culture, mais qui s'apparentent plus à des « outsiders ». Ce point est important dans la mesure où il s'agit d'une caractéristique que l'on retrouvera parmi les participants aux deux journées de janvier. De son côté, Réseau culture 21 a déjà expérimenté la méthode puisque Christelle Blouet a été formée au Forum ouvert. Elle a même suivi la première formation en Europe consacrée à cet outil où elle a pu rencontrer les « facilitateurs » engagés en Île-de-France. Réseau culture 21 apporte un savoir-faire technique et des ressources cognitives au comité de pilotage, tandis que l'ARENE et ARCADI garantissent une légitimité institutionnelle et la mobilisation de réseaux complémentaires.

⁵ Les utopiades : culture et développement durable, décembre 2008 – janvier 2009.

Au sein des deux Agences régionales, la démarche est inhabituelle, tant au niveau des enjeux qu'elle charrie que de la méthode. L'ARCADI ouvre ainsi ses champs d'investigation au-delà du spectacle vivant. On serait également tenté de voir quelques signes lancés à une majorité plurielle où le parti écologique bénéficie d'une place significative dans les équilibres politiques régionaux. L'ARENE introduit, de son côté, une thématique culturelle encore marginale dans les problématisations actuelles du développement durable, voire une approche moins technicienne au sein de sa propre organisation : c'est l'occasion d'interroger plus directement les valeurs et le tournant culturel des modes de développement qu'elle promeut. Les trois acteurs du comité de pilotage en appellent à travers cette expérience du Forum ouvert à un décroisement de leurs préoccupations respectives et à une nouvelle manière de produire du sens et de l'action collective. Ils souhaitent aussi s'inscrire favorablement dans un contexte plus large où les questions de culture et de développement durable semblent monter en puissance, bien au-delà de leur réduction aux seuls principes d'écoresponsabilité : en témoigne le succès sans précédent de la notion de droits culturels, la popularité controversée d'une approche de la culture comme quatrième pilier du développement durable, l'adoption croissante de l'Agenda 21 de la culture, voire certaines conceptualisations de la « ville créative », de la « ville interculturelle » et du *cultural planning* en provenance de Grande Bretagne. Sans entrer dans les détails de cette nouvelle grammaire structurant les rapports entre culture et territoires urbains, elle confère au Forum ouvert d'Île-de-France une certaine actualité. Un thème, une méthode, qui d'ailleurs sont indissociables pour les trois organisateurs : « Il s'agit d'un outil qui s'applique à lui même ce qu'il promeut au niveau de la thématique » nous dit-on. On retrouve cette forme d'évidence – qu'il s'agira aussi de mettre à l'épreuve – dans l'énonciation des grands principes du Forum ouvert.

Le comité de pilotage défend l'idée d'un processus inscrit dans la durée et d'une démarche globale dont les deux jours de Forum ouvert ne constituent qu'une étape. D'abord, les différentes instances mises en place pour accompagner cette initiative témoignent d'un réel souci d'ouverture du pouvoir de délibération et d'implication de personnes issues de domaines d'activité différents. En effet, en appui du comité de pilotage formé des trois partenaires « cardinaux », un comité d'orientation est créé. Il est composé de représentants du monde de la culture, du développement durable, des collectivités territoriales, du secteur associatif, de l'économie sociale et solidaire, de l'éducation ou encore de la recherche. Ces 17 acteurs sont choisis parce qu'ils se sont déjà emparés des principales dimensions qui balisent, selon les organisateurs, la thématique : diversité culturelle, participation et transversalité. Le comité d'orientation se réunit trois fois en amont du forum pour discuter, formuler le titre et les questions problématiques, mais aussi délibérer sur les modalités de progression et de déroulement des deux journées. Il a, semble-t-il, joué un rôle fondamental au niveau de la mobilisation et de la diversité des participants, relayant activement l'information auprès de différents réseaux. Les facilitateurs du forum ouvert sont présents pour animer le comité d'orientation, faisant respecter certains principes inhérents à la méthode : prise de parole équivalente ou encore décision par consentement.

Le titre du Forum est arrêté en comité d'orientation. Son choix nous donne quelques indications quant aux objectifs définis préalablement. Ce titre a évolué par rapport au lancement du processus : on est passé de « culture et développement durable : quelles perspectives d'action ? » à « culture et développement durable : la Cité en chantier ? ». De même, les premiers éléments de communication publique sont plus normatifs, répertoriant « les principes du développement durable autour de la transversalité, de la participation, de la bonne gouvernance » à partir desquels il s'agit « d'imaginer

des projets et des actions ». Cette approche un brin prosélytique – que l'Union Européenne ne renierait pas –, tend à se diluer dans les derniers documents de présentation du Forum. Désormais, trois grandes questions sont posées pour renseigner le thème de la Cité en chantier :

- Quels sont les croisements possibles entre enjeux culturels, enjeux de territoire et enjeux de société dans un monde en mutation ?
- Comment la culture peut-elle participer à un nouveau projet démocratique ?
- Comment redéfinir les politiques publiques à l'aune d'un développement humain plus équitable et respectueux de l'environnement ?

Sur le contenu, les questions sont plus ouvertes et ne manquent pas d'ambition. L'objectif est moins d'aboutir à des plans d'action détaillés comme initialement prévus – même si une partie du comité d'orientation souhaite maintenir cette ligne opérationnelle –, mais de créer une mobilisation régionale pour explorer ces sujets, faire se rencontrer des acteurs n'appartenant pas aux mêmes secteurs d'activité, créer une dynamique territoriale sur ces questions émergentes, impulser une action collective et des pistes de projets. L'idée d'un laboratoire pour réfléchir collectivement à la manière de conjuguer culture et développement durable est évoquée par les membres du comité de pilotage. À travers cette entrée, l'enjeu est aussi de tenir à distance les problématiques dominantes, la structuration des intérêts et les motivations corporatistes qui peuvent animer le monde des arts et de la culture. Deux lignes de force sont opposées dans la conception et la justification du forum : « transversalité vs sectorisation » ou encore « contribution vs revendication ». Cette tension entre développement culturel sectoriel et territorial – qui implique également une conception plus ou moins élargie de la culture – organise actuellement la controverse dans de nombreuses métropoles à travers le monde, étant entendu que les dynamiques régionales en Île-de-France ont la particularité de se confondre avec les processus de métropolisation.

Sur cette base d'une approche contributive et desectorialisée de la culture, deux idées sous-jacentes à la mise en place du Forum peuvent être soulignées :

- l'expression des intérêts sociaux et le mode d'organisation sectorielle qui lui est corollaire sont appelés à se mettre transversalement en synergie pour produire du développement (local) durable ;
- la promotion d'une conception libérale et élargie de la culture – fondée sur les textes internationaux de l'Unesco et la défense des droits culturels des individus – constitue un préalable à une refonte des politiques publiques dans le domaine de la culture et plus largement de nos modèles de développement.

Cette double présomption apparaît en pointillé à la fois comme objectif et discours de légitimation du processus du forum. Elle peut aussi permettre d'éclairer les catégories d'acteurs qui se sont mobilisées à l'occasion des deux journées de janvier, point sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Elle donne surtout le ton des trois rencontres publiques organisées à la Maison des Métallos en amont du Forum ouvert :

- « L'impulsion » : premier moment de mobilisation pour exposer l'ensemble de la démarche, surtout destiné à ce que le comité de pilotage désigne comme les « têtes de réseaux » dans

les différents secteurs d'activité. À cette occasion, les initiatives recensées dans le livret de l'ARENE sont présentées.

- Une rencontre avec Patrice Meyer-Bisch sur les droits culturels.
- Une rencontre avec Hélène Combe sur la culture comme pilier ou fil rouge pour le développement durable.

Ces trois journées sont intégrées au processus du Forum, les deux dernières réunissant environ 200 personnes chacune. Si les organisateurs se défendent d'avoir voulu ainsi orienter le contenu des échanges, elles visent néanmoins à baliser la thématique générale et à offrir la possibilité aux intéressés de s'armer de quelques outils dans la perspective des débats participatifs de janvier : « une acculturation au sujet » comme le disent, à de nombreuses reprises, les membres du comité de pilotage.

La volonté des organisateurs d'éclairer les sujets soumis à discussion lors du Forum s'ancre plus particulièrement dans un autre dispositif mis en place à cette occasion : le groupe citoyen. Il prend pour modèle les conférences de consensus ou les jurys de citoyen consistant à mobiliser, souvent dans le cadre d'une consultation plus large, quinze à vingt citoyens « ordinaires », lesquels devront produire un avis à l'issue de plusieurs sessions d'information et de discussion. Le groupe de citoyens constitué en Île-de-France participe à l'ensemble du processus – y compris aux deux rencontres thématiques préalables –, ainsi qu'à deux journées où il est invité à expérimenter la méthode du forum et à s'exprimer sur les questions de citoyenneté et de développement humain. L'objectif est alors de garantir une participation non professionnelle ou non experte au Forum, consacrant la figure politique du « profane » au sein du dispositif. Autrement dit, ces citoyens « sans qualités », armés des contenus qui leur ont été proposés en amont, ont la possibilité de se prononcer sur des problématiques complexes au côté des professionnels et des experts présents. La comparaison avec le modèle de la conférence de consensus s'arrête là : en effet, aucune délibération spécifique ou avis éclairé ne leur est ici demandé. La constitution de ce « mini-public », censé représenter une communauté régionale de profanes plus large, n'obéit pas non plus à un protocole bien défini (tirage au sort, critères de représentativité). Mais, comme le rappelle un membre du comité de pilotage, la méthode du Forum ouvert veut que « les personnes qui sont là sont les bonnes » : un registre d'argumentation récurrent qui présente l'avantage ou le désavantage – tout dépend de quel côté l'on se place – de fermer le débat. Le groupe citoyen est ainsi davantage bricolé en fonction des contraintes de délais et des capacités techniques des organisateurs, avec pour horizon raisonnable qu'il soit le moins homogène possible. Il est formé de 19 personnes de tout âge, majoritairement des femmes. Son pilotage est délégué à Florence Castera, consultante en ingénierie de projets et membre du comité d'orientation, qui a pu s'appuyer sur quelques relais comme la Maison des Métallos et la MJC de Ris-Orangis pour mobiliser les citoyens volontaires.

En résumé, on voit que le Forum ouvert Île-de-France s'inscrit dans une démarche globale que les membres du comité de pilotage ont l'intention de prolonger, sans pour autant être en mesure de préciser actuellement la forme que cela prendra. Le processus n'est donc pas réductible aux deux journées de janvier. L'ensemble témoigne d'une cohérence certaine dans la manière de faire correspondre les modalités d'organisation et les objectifs poursuivis. Ces objectifs apparaissent davantage en filigrane au cours des échanges avec le comité de pilotage et dans la documentation disponible, qu'ils ne sont clairement formulés. On peut néanmoins en distinguer plusieurs :

- créer une occasion et un espace de rencontre entre des acteurs issus de mondes sociaux, de domaines d'activités et de secteurs professionnels différents ;
- mettre à jour les enjeux liés à une approche culturelle du développement durable ou à une approche de développement durable des questions culturelles ;
- permettre à n'importe qui de prendre la parole dans l'espace public, de se constituer en sujet politique, d'affirmer sa différence et ses points de vue ;
- mettre à l'épreuve les formes les plus instituées d'expertise et de relations entre experts et profanes, partant du postulat qu'il n'existe pas de questions complexes devant être réservées *a priori* à des spécialistes.

L'espace de la participation se trouve aujourd'hui en grande partie déconnecté de l'espace de la décision. Le Forum ouvert d'Île-de-France n'échappe pas à cette tendance : il n'existe pas de lien construit entre ce dispositif participatif et l'institution politique régionale. D'emblée, cette absence d'articulation avec la sphère décisionnelle ôte au processus tout impact direct sur l'action et sur les politiques publiques. Il est d'autant plus étonnant que ce manque d'influence sur la décision, consubstantiel à la manière dont le dispositif est conçu, n'est pas vécu comme une difficulté ou un problème au sein du comité de pilotage. La question du lien au politique y est même traitée sous l'angle de l'instrumentalisation. De ce point de vue, la distance entre participation et instance politique est interprétée de manière positive. Si l'argument est d'une certaine manière recevable, eu égard aux nombreux effets de légitimation qui entourent les différentes expériences de démocratie participative, il soulève un autre problème non moins redoutable : participer, mais pourquoi ? Construire du commun, mais pour quelle finalité ? C'est là qu'intervient une dernière forme de justification : la mise en place du forum ouvert d'Île-de-France ne tiendrait pas de la commande politique, mais au contraire d'un mouvement ascendant du territoire vers l'institution, autrement dit émanant de la société civile. Pourtant, il va sans dire que l'ensemble du processus est issu, porté et financé par deux agences régionales. Cette valorisation dans le discours d'une logique *bottom-up*, et d'une action collective plus spontanée qu'elle ne l'est en réalité, relève davantage d'un idéal souhaité, étroitement lié aux sujets soulevés par le forum. La façon de le situer entre deux extrémités – institution politique et société civile – n'est pas tranchée, voire fluctuante : en témoigne la place faite aux traditionnels discours politiques lors des rencontres de janvier.

Les deux journées de Forum ouvert se déroulent les 13 et 14 janvier 2012 à la Maison des Métallos. L'équipement est utilisé dans son ensemble : salles de spectacle, de répétition et de restauration, couloirs, etc. Sont ainsi répartis les espaces de discussion et de plénière. En outre, une librairie propose pour l'occasion une sélection d'ouvrages en rapport avec les questions de culture et de développement durable, un espace sensible est animé par l'association AIME et un surprenant concert performance d'Éric Van Osselaer est programmé le vendredi soir. Dernier élément, non des moindres, deux déjeuners sont offerts aux participants, contribuant fortement à la recherche d'un climat convivial, mot d'ordre des journées du forum.

C – PARTICIPANTS

Au total, 209 personnes ont participé à cette journée, comprenant les facilitateurs, l'équipe d'observation, les comités de pilotage et d'orientation, ainsi que le groupe citoyen. L'examen des types d'acteurs présents lors du Forum est intéressant à plusieurs titres : il contribue à éclairer les motivations des participants, les registres de discours, les situations d'échange et le contenu des discussions. D'abord, il faut reconnaître que l'objectif de faire se rencontrer des acteurs provenant de domaines d'activités multiples est relevé. Si la majorité des participants appartient au monde de l'art et de la culture, les autres secteurs et professions sont représentés de manière significative : environnement et développement durable, urbanisme, architecture et aménagement, action sociale, économie sociale et solidaire, éducation populaire, université. On note aussi la présence de plusieurs représentants de collectivités territoriales – principalement des municipalités et des conseils généraux –, et aussi de nombreux consultants dans le domaine du développement culturel, de l'ingénierie de la participation, de l'urbanisme ou du management. Il y a peu d'artistes, d'élus et de personnes qui se présentent avec l'étiquette de « citoyen », hormis le groupe *ad hoc* constitué en amont. Les motivations des participants semblent surtout de nature professionnelle.

La diversité des secteurs représentés est appréciée des participants : dans les entretiens individuels et le questionnaire « votre avis » soumis par les organisateurs, le fait de « pouvoir rencontrer des personnes que l'on ne croise pas ailleurs » est massivement souligné. Effectivement, ce mélange des mondes se retrouve dans peu d'événements publics consacrés aux questions culturelles. Il s'agissait d'un objectif défini dès le lancement du processus. La double implication d'ARCADI et de l'ARENE, ajoutée aux différents réseaux mobilisés par le comité d'orientation, a certainement joué en ce sens. Nous souhaiterions insister sur une dernière dimension du type d'acteurs culturels réunis à cette occasion : ce sont essentiellement des petites structures dont la position dans le monde de l'art et de la culture n'est pas encore bien consolidée, autrement dit les moins bien considérés des politiques publiques de la culture. Il s'agit principalement « d'outsiders » : soit qu'ils sont jeunes ou nouveaux entrants dans le système culturel dominant, soit qu'ils ne bénéficient pas de sa reconnaissance ou qu'ils contestent son fonctionnement, ce qui va souvent de pair.

Difficile de savoir ce qui a plus particulièrement motivé cette catégorie d'acteurs culturels à être présents : la méthode ou le sujet ; certainement les deux. À l'inverse, on peut se questionner sur la faible représentation des institutions culturelles et des organismes publics, au regard de la place qu'ils occupent en Île-de-France. Mais tout compte fait, pourquoi participer à un espace plus ouvert de prise de parole et de reconnaissance lorsqu'on fait partie des acteurs cardinaux du monde de l'art et de la culture ? Pourquoi contribuer à un renouvellement des paradigmes des politiques culturelles lorsqu'on en est les principaux bénéficiaires ? Il n'est pas si étonnant que le forum ouvert ait mobilisé en priorité les acteurs culturels et artistiques qui ont le plus de difficultés à faire entendre leur voix et qui ont un intérêt objectif à réfléchir collectivement à de nouvelles normes d'action. Dès lors, on peut se demander si les « outsiders » du secteur culturel ne sont pas les plus enclins à jouer le jeu de la transversalité. Ce regroupement présente même certaines similitudes avec les espaces d'action liés au volet culturel de la politique de la ville – désormais CUCS. Il ne faudrait pas non plus que la conjugaison entre culture et développement durable aboutisse à créer un autre niveau de relégation de la politique culturelle. Le risque n'est pas à écarter.

D – DÉROULEMENT DU FORUM

1 - Première journée

La journée débute en séance plénière. Les sièges pour les participants forment un grand cercle au milieu duquel s'effectuent les prises de parole. Après un mot d'introduction de Dominique Sellier (ARENE), au nom des organisateurs, Emmanuel Meeûs, l'un des deux facilitateurs, revient brièvement sur la genèse de la méthode du Forum ouvert ou Open space Technology : une méthode qui trouve ses origines dans les milieux du conseil en organisation aux entreprises, surtout aux États-Unis. Il nous explique que le principal théoricien du Forum ouvert s'est inspiré de ce qui se passerait pendant les pauses cafés : des discussions moins hiérarchisées et contrôlées, créant des situations où tout le monde « est sur le même pied d'égalité quelle que soit son expertise [...] dans une ambiance relaxe et détendue ». Il insiste également sur le fait de « passer un bon moment », que l'expérience de ces deux journées procure « du bien être, du plaisir », soit à la fois « enrichissante » et « agréable ». On est immédiatement marqué par le ton très énergisant et rassembleur qui est employé, assez inhabituel dans les dispositifs de participation publique plus connus. Il tutoie aussi les participants, cherchant ainsi à créer un effet de proximité. Emmanuel Meeûs occupe l'espace central du cercle et formule l'enjeu du Forum ouvert en ces termes : « Culture et développement durable, la Cité en chantier : quels sujets, questions, problématiques souhaitons-nous aborder pour explorer cette thématique ? ». Il précise qu'il n'y a pas d'ordre du jour ou plutôt que tout le monde est responsable de cet ordre du jour, puisqu'il s'agit de « laisser exprimer la créativité de chacun », « l'intelligence collective ». Si cela ressemble parfois au « chaos », ajoute-t-il, les participants sont invités à « en profiter », à « en jouir ». Au regard des deux journées, l'expérience est bien loin de l'idée que l'on pourrait se faire du chaos, ou alors d'un chaos très organisé.

Le facilitateur met aussi en avant les idées de coopération et de solidarité entre les personnes, puis il présente les grands principes du Forum ouvert, à commencer par la « loi des deux pieds » : les participants sont invités à être mobiles, à quitter les groupes de discussion lorsqu'ils le souhaitent, lorsqu'ils ne sont pas intéressés ou qu'ils ont l'impression de ne rien apprendre de nouveau. Une manière, selon lui, de prendre ses responsabilités et de ne pas être dans une posture passive. Les figures archétypales de ce fonctionnement sont « les abeilles et les papillons ». Les abeilles sont des personnes qui s'inscrivent à plusieurs sujets en même temps et qui « apportent quelque chose ». Les papillons sont régulièrement dehors ou à la pause-café, mais ils sont néanmoins incités à produire un rapport et « cela peut être enrichissant pour la communauté ». Il en ressort un vrai souci de ne pas qualifier ce que pourrait être une bonne manière de participer, un encouragement à jouer avec le cadre. Le seul fait d'être là donne une légitimité à produire un avis et à le faire savoir. On peut néanmoins se questionner sur la réalisation de l'idéal coopératif et solidaire souhaitée, lorsque chaque individu est d'emblée invité à sortir du cadre de cette coopération et à agir suivant ses propres désirs, son intérêt individuel : le livret distribué au démarrage du forum ne laisse pas d'ambiguïtés sur ce point : « Vous avez trouvé des réponses, vous avez dit ce que vous aviez à dire, vous n'apprenez plus ? Autorisez-vous à passer à autre chose ». Pourtant, même si le facilitateur encourage à une certaine souplesse dans la manière dont les participants se saisissent du Forum, il rappelle aussi trois grands principes, formulés sous forme d'évidences, qui, par leur apparente simplicité, ne laissent que peu de prise à une négociation de son déroulement. Tout semble ici bien déterminé :

- Les personnes qui se présentent sont les bonnes,
- Ce qui arrive est ce qui devait arriver,
- Quand ça commence, c'est le bon moment,
- Quand c'est fini, c'est fini.

Le Forum ouvert est structuré à deux phases distinctes : « L'émergence » qui s'étale sur la première journée et la « convergence » sur la seconde. La phase d'émergence s'articule autour de 3 séances d'ateliers. Emmanuel Meeûs décrit le fonctionnement : les participants sont conviés à faire des propositions de sujets qui donneront lieu à des séquences de discussion en groupes. Sur la base des ces propositions, chacun pourra « faire son marché » et prendre part à un ou plusieurs ateliers de son choix. L'autre facilitatrice, Stéphanie de Raikem, mime la manière de procéder pour proposer un sujet et l'inscrire au mur avec l'indication d'un espace de discussion dans la Maison des Métallos. Par ailleurs, elle est plus particulièrement en charge de la salle des nouvelles où les rapporteurs des ateliers doivent écrire un petit compte-rendu des échanges. Le mot d'ordre est « l'autogestion ». Emmanuel Meeûs suggère néanmoins de consacrer environ une heure à la discussion puis de garder du temps pour dégager ce qu'il faut en retenir. Chaque groupe a donc un initiateur et un rapporteur qui doit être identifié en début d'atelier (les rôles sont rappelés dans les fiches distribuées à tous les participants). Les rapporteurs notent les éléments saillants de la discussion et, quinze minutes avant la fin de l'atelier, font valider les trois idées-forces et le titre du rapport qui peut avoir évolué à la lumière des échanges. Le rapporteur se rend ensuite à la Salle des nouvelles pour écrire la synthèse : ainsi, selon Emmanuel Meeûs, le lendemain « nous n'allons rien perdre de la richesse des débats d'aujourd'hui ».

La première séance plénière se termine par la constitution de l'ordre du jour. Pour cela, les participants peuvent se présenter au milieu du cercle où est disposée une petite table basse, noter en deux ou trois mots un sujet ou une problématique qu'ils souhaitent aborder, puis les lire au micro avant de les accrocher sur le mur des sujets, dans un désordre apparent. Les sujets d'ateliers sont ainsi affichés avec mention de l'horaire de début et du lieu. Par ailleurs, les participants ont reçu des étiquettes autocollantes nominatives pour indiquer leur nom lorsqu'ils initient un sujet et lorsqu'ils souhaitent contribuer à un groupe. D'emblée, de nombreuses personnes se lèvent pour proposer un thème d'atelier. L'engouement est immédiat. Il n'y a pas le flottement habituel que l'on peut observer dans ce type de situation avant que les premiers volontaires se manifestent. Pas non plus d'épuisement ou de temps d'arrêt après les premières propositions. La constitution de l'ordre du jour n'est en rien laborieuse, l'énonciation d'un thème en amenant un autre, dans une réelle fluidité. Au total, 55 sujets sortent en une vingtaine de minutes. Une fois affichés, les participants s'inscrivent aux ateliers de leur choix, répartis en trois séquences sur la journée. Nous reviendrons ultérieurement sur le contenu des sujets et des discussions. S'agissant de la méthode, elle témoigne d'une efficacité certaine pour provoquer une dynamique de participation ; efficacité qui ne sera jamais démentie durant les deux jours. Force est de constater qu'elle crée les conditions d'une implication active des participants, ces derniers se prêtant volontiers au jeu, sans gravité, voire avec un certain amusement.

Tout cela donne l'impression d'un espace social qui se veut décomplexant : peu importe les ressources dont il dispose et la position sociale qu'il occupe, tout individu est ici légitime à prendre la parole et à présenter son avis. Pourtant, la primauté donnée à l'individu, le soin affiché de ne pas considérer certains comportements comme « déviants », laissent entrevoir en réalité un espace plus concurrentiel et excluant qu'il n'y paraît : en effet, les participants sont amenés à « faire leur

marché » parmi les propositions qui ont émergé, à sortir du groupe lorsqu'ils estiment la discussion pas suffisamment digne d'intérêt, etc. La méthode recèle de nombreuses ambiguïtés dans la manière d'articuler l'individuel et le collectif, la liberté de choix et l'impératif de coopération, l'inclusion et l'exclusion, l'équivalence et la production de hiérarchies... mais n'est-ce pas là le dilemme de tout espace d'interaction sociale ?

J'ai assisté à deux ateliers dans leur intégralité. Je me suis autorisé plus de mobilité lors de la dernière séquence. Samuel Périgois a adopté une stratégie similaire. De fait, des sujets attirent davantage de monde que d'autres, ce qui donne lieu à un déséquilibre important entre les ateliers : certains rassemblent une vingtaine de personnes, d'autres deux. On observe peu de mobilité d'un atelier à l'autre. Il est difficile d'identifier des régularités quant aux situations d'échange entre les participants. Nous pouvons néanmoins distinguer plusieurs tendances, en fonction des configurations propres à chaque groupe de discussion. Cette tentative de typologie ne témoigne que de notre expérience du forum ouvert. Sans doute y a-t-il d'autres situations d'échanges auxquelles nous n'avons pas assisté. Il nous semble qu'elle traduit néanmoins une certaine réalité.

- **L'atelier « expert »** : il réunit plusieurs personnes spécialistes du sujet. Celui-ci est d'ailleurs formulé en des termes assez précis. Il y a peu d'attention portée au sens de circulation de la parole, les participants interviennent au fil de l'échange. Chaque étape de la discussion crée les conditions propices et nécessaires à la suivante. Les références communes et les conventions partagées entre les personnes sont nombreuses, ce qui permet de faire l'économie de tout un travail de définition des termes et des notions utilisés. On passe facilement du général au particulier, de la théorie à l'exemple, du modèle à la pratique. Plusieurs des participants appartiennent au même monde social, ce qui rend leur coopération en vue de produire un avis éclairé, argumenté et contradictoire assez aisée. Cette connivence entre experts a aussi un effet pervers : elle est extrêmement excluante. Progressivement, le débat est confisqué par cinq ou six personnes soucieuses de faire savoir leur expérience et leur connaissance du sujet, les moins bien informés *a priori* se retrouvant rapidement mis à l'écart. Le contenu des discussions est riche, mais assez peu surprenant. Ce type de configuration d'atelier ressemble, en définitive, à un workshop professionnel et reproduit en petits groupes les formes de domination classiques liées au savoir expert. Dans certains cas, il s'apparente à un jeu de questions/réponses entre spécialistes et profanes.

- **L'atelier « franc tireur »** : cet atelier est initié par une personne qui veut soumettre un point de vue extrêmement argumenté, non pas tant un thème ou un sujet qu'une opinion préalablement construite. Rapidement, l'atelier tourne à la conférence et reproduit ses travers au niveau des modes d'interaction avec le public. L'initiateur de l'atelier peine ensuite à faire participer les gens et à obtenir leur point de vue. On peut sentir une vraie appréhension à prendre la parole, de peur de ne pas « être au niveau » ou pas dans le ton de l'intervention liminaire. Plusieurs personnes partent en cours et un certain malaise s'installe. C'est le type d'atelier où on a pu observer le plus de défection. Au final, les trois « idées-forces » reprennent les questionnements de l'initiateur de l'atelier. La contribution collective est faible, voire inexistante.

- **L'atelier « didactique »** : à l'opposé du type d'atelier précédent, celui-ci est aussi organisé par une personne proposant des clés de lecture du sujet en introduction. Mais là où le « franc tireur » impose un argumentaire qui a pour effet de fermer les échanges, l'initiateur de ce type d'atelier a le souci de suggérer, de façon assez didactique, un socle commun pour construire la discussion : en des termes

plus simples que jargonneux, il donne quelques balises, formule des questions, prend le temps de la synthèse entre les échanges dans un souci cumulatif. C'est le type d'atelier où la construction collective d'un avis semble le mieux fonctionner, sur la base de la boîte à outil et des questions problématiques formulées préalablement. L'attention de l'initiateur visant à établir des références partagées, puis à organiser le débat en fonction de ce savoir minimum commun, semble faciliter l'activité coopérative entre les personnes. Cette qualité de l'atelier est d'autant plus significative que la parole est distribuée. L'atelier suit un cheminement qui l'amène à produire un contenu singulier résultant de l'interaction des différents participants.

- **L'atelier « cadavre exquis »** : l'initiateur de cet atelier n'est pas en mesure ou ne prend pas le soin de proposer quelques éléments qui permettraient de structurer les échanges. La définition du sujet se réduit à son titre. S'en suit une série d'intervention qui mettent en jeu une compréhension des termes et des enjeux très disparate. Pour le dire autrement, on ne parle pas de la même chose d'une personne à l'autre. Aucun accord n'est trouvé sur l'objet même de l'atelier, faute d'avoir créé les conditions préalables pour faire « converger » les prises de parole. Il en résulte une juxtaposition d'interventions qui forme au final un ensemble assez disparate. L'atelier prend des allures de cadavres exquis. À l'image de l'atelier « franc tireur », mais pour des raisons différentes, la production collective est rudimentaire.

- **L'atelier « discussion de comptoir »** : ce type d'atelier se distingue par des propos très généraux, voire stéréotypés. Personne ne semble être armé pour relever l'ambition du thème proposé. Les outils manquent pour construire un point de vue argumenté et pour formuler quelques questions susceptibles de lancer les échanges. L'atelier s'épuise rapidement et l'on s'en réfère au sens commun, on parle aussi beaucoup de soi. Les idées-forces retenues sont d'ailleurs parfois simplement les dernières énoncées.

Une fois les trois séquences d'ateliers et les rapports terminés, la journée se conclue par une dernière séance plénière. Tous les participants se retrouvent à nouveau en cercle pour ce que le facilitateur nomme « la ronde de fermeture ». Il rappelle que la première phase d'émergence était consacrée au débat d'idées, alors que la phase de convergence du lendemain sera recentrée sur l'action. Il souligne la richesse des contenus, sans en dire davantage sur ce qu'il a trouvé intéressant. Il n'y a pas de tentative de synthèse ou de mise en perspective générale. Tout est centré sur la méthode et les effets qu'elle produit sur le groupe et son apparente cohésion. Il demande aux participants qui le souhaitent de témoigner de leurs impressions, rappelant au passage que cette ronde devait se faire « comme si on était en famille ». Tout est fait pour sublimer l'expérience vécue, le facilitateur donnant lui-même le ton en qualifiant les échanges de « beaux et formidables ». De nombreuses personnes s'expriment, préférant pour la plupart des propos élogieux tant sur la méthode que le contenu. Cette dernière séance est à l'image du reste de la journée : d'une efficacité indéniable, mais étonnamment consensuelle et acritique.

2 - Deuxième journée

La seconde journée du forum ouvert, consacrée à la « convergence », s'ouvre par un temps de pratique corporelle animé par l'Association d'individus en mouvements engagés (AIME). Emmanuel Meeûs, le facilitateur, propose ensuite un tour de parole en séance plénière, sur une registre proche du

développement personnel : « après ce beau moment de présence à soi, un point météo : comment je me sens là maintenant, dans quel état je suis pour cette magnifique journée ? ». À nouveau, les participants – moins nombreux que la veille – montrent un grand enthousiasme : ils parlent de « bonheur », « d'énergie positive », de « grand sourire », de « la joie de se retrouver ensemble », etc. À nouveau, il est peu question du contenu des échanges de la veille et de la thématique du forum. C'est l'expérience collective, la rencontre, la reconnaissance et la possibilité d'expression qui marquent les esprits. La méthode apparaît parfois davantage au service d'elle-même que du sujet qu'elle porte. Le facilitateur explique que la seconde journée sera consacrée à la « mise en mouvement » et à la formulation « d'actions très concrètes ».

L'articulation entre la phase d'émergence et la phase de convergence s'avère laborieuse. Les 55 rapports d'ateliers de la première journée sont remis aux participants qui disposent de 45 minutes pour lire plus de 100 pages et effectuer des regroupements : autant dire un exercice à la portée de peu de monde... Surtout que la consigne est loin d'être claire. Sur la base de la lecture des rapports, il s'agit de définir des « propositions d'orientation », ultime étape avant la formulation de « propositions d'action ». Le problème est que personne n'est capable d'expliquer ce qu'est une proposition d'orientation et la nuance entre les deux. Tout juste sait-on qu'il s'agit d'une étape intermédiaire. Les participants semblent s'en amuser. Une légère agitation se fait ressentir dans la salle et les demandes d'éclaircissement se succèdent. Une organisatrice du Forum tente de préciser la démarche, sans pour autant parvenir à lever complètement l'incompréhension générale : à la lecture des rapports, les participants doivent les rassembler par groupe de sujets pour obtenir des « grandes thématiques » et partager leur « qualification » en ateliers de discussion. Face au flottement perceptible dans le cercle de plénière, le facilitateur propose « qu'on arrête les questions » et met en avant « l'autogestion, la liberté » : fin de la discussion.

Tant bien que mal, les participants tentent de parcourir les rapports d'ateliers et de réunir sous un même titre ceux qui leur semblent liés. L'exercice s'avère très complexe. De nombreuses propositions de regroupements sont faites. Stéphanie de Raikem, l'autre facilitatrice, centralise le tout à l'aide d'un ordinateur et d'un vidéoprojecteur. Une vraie confusion s'installe, la bonne volonté des personnes semble même dépasser les attentes des facilitateurs. C'est « le loupé » du forum en termes de déroulement. Cette étape n'était sans doute pas nécessaire. Le comité d'orientation avait d'ailleurs anticipé cette difficulté d'articulation entre l'émergence et la convergence, ce qui l'avait conduit à faire le choix d'expérimenter une modalité de convergence par « grandes orientations » qui n'est pas préconisée dans la méthode du forum ouvert. Ce faisant, les organisateurs souhaitaient à la fois éviter le caractère trop abrupt du sondage sur les sujets prioritaires habituellement utilisés, tout en garantissant une transition entre le débat d'idées et leur traduction en plans d'action. Toutefois, les propositions d'orientation des participants ne recentrent pas réellement les enjeux : elles s'appliquent surtout à reformuler, parfois en des termes peu compréhensibles, les thématiques de la veille, voire à ouvrir de pistes de réflexion voisines. La difficulté est d'autant plus grande que l'exercice n'a pas de finalités clairement identifiées : proposer des orientations de quoi ? Il en ressort un patchwork de pistes très concrètes et de formulations assez générales. Le facilitateur tente de recadrer le cours des événements, sans convaincre : « le mot orientation n'est pas une perspective, c'est une granularité, une nuance ». Le nombre de propositions effectuées présente le risque d'éclater encore plus les objets de discussion. Une organisatrice du forum prévient : « on a déjà presque 20 orientations, il va falloir s'arrêter ». Pour y remédier, le facilitateur encourage les participants qui souhaitent contribuer à l'ordre du jour à se greffer à des orientations déjà annoncées. Des

regroupements s'effectuent devant le mur des propositions, parfois à l'initiative de leurs auteurs, parfois à leur insu. Les facilitateurs et les membres du comité de pilotage reprennent la main sur le processus et organisent de manière plus ou moins négociée certaines convergences d'orientations. Cette phase du Forum s'avère en définitive très chaotique et approximative, n'atteignant pas ses visées régulatrices. On a le sentiment d'une forme de recommencement par rapport à la première journée, d'un effet circulaire.

Finalement, 12 orientations ressortent, donnant lieu à autant de groupes de discussion. Une seule consigne est donnée : se mettre d'accord sur une phrase problématique qui synthétise les échanges. Ces nouvelles formulations servent ensuite de socle à partir duquel les participants sont conviés à proposer, à nouveau en séance plénière, des actions qu'ils souhaiteraient initier. Ces actions peuvent être liées à une proposition d'orientation, dans ce cas elles doivent être inscrites à côté sur le mur des actions, ou encore ne se référer à aucune en particulier. L'afflux de propositions est à nouveau conséquent : après la tentative de resserrement en orientations, on fragmente à nouveau. Le sens général du processus et la cohérence que l'on pouvait percevoir la première journée s'étiolent progressivement au cours de la phase de convergence. Néanmoins, l'enthousiasme des participants est manifeste. À l'issue d'une nouvelle étape de regroupement, les 29 « idées d'action » donnent lieu à 13 groupes de discussion. Ils visent à s'entendre sur des plans d'action, suivant une grille proposée par les organisateurs : Quoi ? Qui ? Quand ? Où ? Pour qui ? Comment ? La composition de ces groupes est différente de celle des ateliers consacrés aux grandes orientations, ce qui condamne de fait toute continuité dans le processus qui amène les participants à construire ensemble leurs propositions.

L'observation de ces groupes de discussion témoigne d'une difficulté légitime à projeter la réalisation des actions énoncées. Comment pourrait-il en être autrement ? Les différents participants se rencontrent parfois pour la première fois, n'ayant pas forcément contribué jusque-là aux mêmes ateliers de discussion. Il faut donc recommencer à nouveau à s'entendre sur la définition des termes et les références mobilisées. Ce souci de la méthode du forum ouvert de renouveler constamment les configurations d'interaction entre les participants laisse dubitatif. Il n'autorise pas le bricolage des cadres d'interprétation, si ténus soient-ils, permettant aux acteurs d'avoir une compréhension commune des enjeux et du sens de leurs actions. L'ambition coopérative du Forum ouvert semble difficile à tenir sans laisser la possibilité aux acteurs de reproduire, d'une séquence à l'autre, les accords qu'ils élaborent en situations d'interaction. Du début à la fin, les participants sont contraints d'intervenir dans un même climat d'incertitude. L'instabilité des modalités de coopération – liée à des représentations, des valeurs et des intérêts – ne les aide pas à se situer, à s'ajuster les uns aux autres en vue de produire une action collective ou, plus modestement, un avis partagé. Certains groupes donnent parfois l'impression de coalitions d'intérêts éphémères qui se cherchent un intérêt commun. L'exercice, somme toute intéressant, prend le dessus sur la croyance du groupe en sa réelle capacité à agir, qui plus est en dehors de tout cadre institutionnel. Il en ressort des plans d'action qui s'articulent principalement autour de la création de lieux ressources, de plateformes de collaboration, de dynamiques d'échanges, etc. Se faisant, les participants font preuve d'une certaine lucidité quant aux ressources financières, cognitives et situationnelles qu'ils sont en mesure de mobiliser. Ils soulignent aussi qu'une action collective nécessite le partage de conventions, de normes, de représentations et d'intérêts pour émerger ; une condition irréductible aux deux journées qu'ils ont passé ensemble.

Retour en séance plénière pour la clôture de la journée : le facilitateur invite les rapporteurs de chaque groupe de discussion à présenter leur action en quelques mots, puis les participants à s'inscrire – grâce aux étiquettes nominatives dont ils disposent – s'il veulent contribuer à cette action ou simplement être informés de sa mise en œuvre. Le dispositif rencontre un certain succès, malgré l'incertitude sur la suite qui pourra réellement être donnée aux 13 déclarations d'intention : qui sera en charge de les impulser, avec quels moyens, selon quelle temporalité ? C'est à nouveau la présomption d'une aptitude des participants à s'auto-organiser suite au forum qui est mise de l'avant. On peut pourtant douter que les deux journées qu'ils ont passées ensemble suffiront à les convaincre qu'ils appartiennent à une même communauté de destin. La présentation des différentes actions permet d'identifier trois catégories principales :

- Plusieurs actions ciblent l'aspect « outils » et se positionnent sur des pistes relativement concrètes a priori : par exemple, l'organisation d'une rencontre, la création d'un blog/agora à vocation nationale, puis internationale, la mise en place d'une plateforme de collaboration, etc.
- Certains groupes ont plutôt travaillé sur des « chantiers à ouvrir », soit dans une perspective opérationnelle, soit dans une perspective plus politique : des réponses « durables » à la précarité, le statut des EPCC, la formation managériale, un programme de recherche-action, la refondation d'une « république culturelle », etc.
- D'autres actions encore sont centrées sur un principe de solidarité et le rapport aux autres : par exemple, « se lancer des défis pour aller vers les autres », la mise en place d'une programmation culturelle dans un centre d'hébergement de sans abris, etc.

En définitive, ces plans d'action – au-delà des déclarations d'intention générale qu'ils renferment – ont pour effet de situer l'expérience du Forum ouvert d'Île-de-France à sa place la plus juste et sans doute la plus convaincante : celle d'une première rencontre qui a pu mettre à l'épreuve un thème au regard de préoccupations individuelles. Mais il est encore trop tôt pour savoir comment cet espace d'interaction aura contribué à la construction – nécessairement longue – d'une cause commune. Le Forum ouvert se termine par le désormais traditionnel tour de parole où chacun est amené à prononcer un mot. Une centaine de participants sont encore présents. L'impression générale qui ressort de cette ronde de clôture est à nouveau très positive, ce que tendent à confirmer les réponses au questionnaire de bilan distribué par les organisateurs.

3 - De quoi avons nous parlé et comment en a t-on parlé ?

Il est plus difficile de rendre compte du contenu des échanges du Forum ouvert, tant le débat d'idées a pu prendre des directions innombrables. La formulation de la thématique a sans aucun doute joué en ce sens : « Culture et développement durable : la Cité en Chantier ». On peut difficilement faire plus ouvert. Parmi les grands sujets discutés au cours de ces deux jours, on retiendra :

- la place et le rôle de la culture dans la société, voire dans un nouveau modèle de société qui reste à inventer ;
- les besoins culturels des individus ;

- la citoyenneté, la société civile, la démocratie et la participation ;
- les rapports sociaux et ce qui nous lie à l'autre ;
- l'environnement et l'écologie ;
- le développement personnel et le développement humain ;
- le consumérisme ;
- la transmission et l'éducation ;
- les territoires ;
- la transversalité, l'innovation sociale et économique ;
- les projets alternatifs et les projets institutionnels ;
- les hiérarchies sociales et culturelles ;
- la mondialisation ;
- la coopération internationale.

Les thèmes discutés sont indiscutablement d'actualité. Mais il est tout aussi intéressant de noter ce dont les participants n'ont pas beaucoup parlé. Parmi les grands absents, on trouve notamment :

- la démocratisation culturelle ;
- l'État et la nation ;
- l'Europe ;
- les collectivités régionales ;
- les clivages politiques (droite-gauche) ;
- les industries culturelles ;
- les labels (Scènes nationales, CDN, SMAC...)
- les intermittents du spectacle ;
- les disciplines artistiques.

Titre des rapports (cf. document transmis par les organisateurs par mail)

Comment des initiatives peuvent-elle s'articuler voire se protéger d'une main mise institutionnelle ?
La culture, élément essentiel et portant parent pauvre des projets de DD. Pourquoi ? Comment ?, Que faire ?
Culture et spiritualité
Travail sur le lien social pour une culture de l'écologie humaine.
Culture – éducation populaire – lien social : découverte de soi et de l'autre pour des rencontres sur des bases durables.
L'artiste comme « créateur/contributeur » d'innovation sociale et écologique.
Comment faire circuler la culture dans la cité en chantier ?
Eco-production des œuvres, est-ce possible ? Quels indicateurs pour quels impacts ?
Conception écologique et sujet écolo, peut-on concilier les 2 ans une création artistique ?
La culture : un principe actif et indice de qualité environnementale
La culture : veut-elle de la société civile ? veut-elle vraiment du DD ?
Comment faire du temps de repas un moment de détente de découvertes ?
Le musée durable ?
La culture pour donner une identité aux projets urbains ?
Des intentions aux actes. Comment sensibiliser les populations les plus éloignées à priori de nos préoccupations ?
Comment rendre plus démocratique la gestion des structures culturelles ?
Equipement culturel : lieu de « l'entre-soi... ? » Comment transformer ces lieux, ouverts à tous ?
La culture a-t-elle les moyens de la durabilité ?
Est-ce que le temps travaille pour nous ?

Culture et citoyenneté : comment la culture peut-elle contribuer à la participation citoyenne ?
Développement durable, culture → futur ? Handicap ?
Culture et développement : que mettons-nous dans la culture ?
Musique et développement durable : comment, quelles actions de médiation ?
Co-création : quels nouveaux leviers ? Co-financement réseaux sociaux, autres ?
Briser la perception des hiérarchies sociales culturelles. Partager une culture de l'esprit critique.
L'art majeur c'est l'humain.
La solitude du porteur de projet. Comment faire quand on veut travailler en collaboratif sur un projet culturel ? Création d'un Centre d'interpellation de la vie des Paysans au Moyen-âge
Le territoire : l'enfant du couple culture et développement durable ?
Artistes, culture, action communautaire
Quelle place peut-on donner à la culture dans la coopération au développement ? Culture et coopération.
L'économie de la création peut-elle être appréhendée autrement ?
Et nos enfants dans tout ça !
Formes et communications dans la ville. Création de patrimoine
Quelle place pour la culture dans les projets territoriaux de développement durable ?
L'homme, tous les hommes au cœur de cette problématique (droit de l'homme)
Egalité/inégalité des cultures
Eduquer pour un développement durable : quel croisement entre la culture et l'environnement ?
Apprendre à reconnaître ; valoriser et partager la culture de l'autre
Les habitants peuvent-ils être initiateurs de l'expression culturelle d'un quartier ?
L'écho des artistes est-il durable ?
Développement économique à partir du patrimoine et des cultures
La diffusion des projets de création partagée est-elle pertinente ?
Un moyen de développer la sagesse des artistes
Comment créer / redécouvrir une culture populaire du développement durable ?
Comment mettre en pratique les belles idées sur le développement durable et humain ?
Le professionnalisme conçu comme un métier d'art
Le rapport à l'espace commun public, un enjeu pour le développement durable et la culture ?
Garantir une transmission durable des patrimoines et connaissance
Une culture urbaine peut-elle être durable ?
Quel(s) soutien(s) et visibilité donner aux créativités artistiques et quotidienne(s) alternative(s) engagée(s) ?
Quels sont nos « besoins » culturels ? Comment les définir ?
La culture pour créer des liens internationaux durables
La place de l'art et la culture dans le travail social
Développement durable et changement de nos représentations. Créativité et imaginaire.
Le théâtre : un art éphémère ou durable ?
Démocratie culturelle – Démocratie participative
La lune peut-elle devenir un lieu de développement durable ?
Développement durable : quels remparts contre le consumérisme culturel ? (au service de l'art !)
Culture : pourquoi faire ?
Les enjeux de l'interculturel pour les acteurs d'un même territoire

Les thèmes absents sont à rapporter à ce qu'induit le sujet « culture et développement durable » (une forme de modernité), mais aussi à un effet de génération et à la position sociale des participants (des outsiders plutôt jeunes). Un grand nombre d'intitulés de sujets de discussion privilégient les aspects transversaux. Ils mobilisent aussi largement les termes « durable » et « durabilité », parfois avec un vrai sens, d'autres fois avec un souci de s'inscrire convenablement dans la thématique générale. L'idée du développement durable est d'ailleurs associée à des valeurs morales très positives au cours des discussions : l'égalité, le respect, le non-consumérisme, la responsabilité, la coopération, le

bien-être, etc. On peut s'étonner que cette thématique soit reçue de manière aussi consensuelle, sans aucune perspective critique par rapport à son utilisation ou le modèle de développement qu'elle induit. Cette posture acritique est d'ailleurs caractéristique des deux journées de Forum ouvert. Le ton des discussions est extrêmement consensuel, on assiste à peu de débats contradictoires. Il faut dire que la méthode ne favorise pas la construction de controverses, tant par le renouvellement constant des configurations d'échange que par les mots du facilitateur qui pousse à l'autocélébration de la cohésion du groupe.

Mais plus encore, la possibilité d'expression et de prise de parole apparaît en soi satisfaisante pour les participants. Les entretiens individuels menés au cours du Forum ouvert en témoignent. On vient davantage chercher une occasion de rencontre et une forme de reconnaissance que défendre un point de vue. Rappelons qu'une grande partie de ces participants est formée de jeunes, de petites structures ou de professionnels en voie d'intégration : d'une certaine manière, les laissés pour compte des politiques publiques de la culture et des réseaux de légitimation. Il en ressort une curieuse impression « d'entre soi » assez sécurisant, mais qui n'est pas celui que l'on retrouve habituellement dans ce type de rendez-vous publics. L'ambiance conviviale et bienveillante prend le pas sur les contenus et les idées. La teneur des échanges est d'une manière générale assez limitée : on reste sur l'évocation de grandes généralités, peu argumentées. La majorité des interventions se fait sur le registre de l'auto-référencement. L'apport en termes de contenu, de sens et de connaissance n'est pas évident. Mais l'enjeu pour les participants ne semble pas se situer en priorité à ce niveau : il s'agit avant tout de manifester un refus légitime du pouvoir des experts, un droit à la prise de parole et à la reconnaissance. De ce point de vue, le développement durable apparaît comme une opportunité de valorisation pour ces outsiders, un horizon d'action d'autant moins discuté que la puissance publique commence à s'en emparer et qu'il n'est pas confisqué par les acteurs cardinaux du monde de l'art et de la culture. Dans ce contexte, il témoigne d'une forte capacité mobilisatrice. Toutefois, le forum ouvert n'a pas permis d'éclairer significativement ce rapprochement entre culture et développement durable. Sans doute la formulation était-elle aussi trop large ou abstraite pour véritablement avancer en ce sens.

E – CONCLUSION

Pour conclure nous souhaiterions revenir sur les objectifs discutés préalablement par les comités de pilotage et d'orientation. Le premier consistait à créer un espace de rencontre entre des acteurs issus de mondes sociaux, de domaines d'activité et de secteurs professionnels différents. Sous cet angle, le Forum ouvert est incontestablement une réussite : le principe de transversalité si souvent évoqué trouve ici une traduction réelle en termes de diversité des participants. Il a permis de réunir des personnes qui n'ont pas l'habitude de se croiser. Le second objectif était de mettre à jour les enjeux liés à la question de la culture et du développement durable. Dans cette perspective, l'expérience est moins convaincante : manque de références communes et d'outils pour se saisir de la problématique, pauvreté conceptuelle, effet circulaire entre les phases d'émergence et de convergence, progression des débats pas évidente, etc. Les efforts des participants et des facilitateurs sont plus centrés sur la réussite de la méthode que sur les contenus produits. Mais le bon déroulement de l'exercice est-il suffisant en soi ? Les ateliers qui ont le mieux fonctionné sont ceux où un participant était en capacité d'introduire un sujet, de proposer des questions à discuter, de distribuer la parole, puis de faire l'effort d'une synthèse et d'une reformulation au fur et à mesure.

Le troisième et le quatrième objectif sont étroitement liés. Il s'agissait d'ouvrir un espace de prise de parole et de mettre à l'épreuve les formes dominantes de relation à l'expertise. De ce point de vue, la démarche témoigne d'une efficacité certaine. À aucun moment on a senti des individus peu enclins à participer. La méthode crée incontestablement les conditions d'une implication active. Dans les groupes de discussion, les différences de point de vue sont mises à égalité. Chacun peut faire entendre son avis. Tous les arguments valent d'être entendus et la représentativité des participants compte moins en principe que la force de leurs arguments. Mais l'observation montre aussi que ces participants semblent surtout s'appliquer à répondre au mieux à ce que l'on attend d'eux et à jouer le jeu en respectant les règles. Ils entretiennent ainsi un climat très consensuel et d'apparente solidarité, sans confrontation de visions opposées de la société. Il en ressort une impression de dépolitisation de la discussion d'autant plus grande que l'espace de la participation se trouve ici largement déconnecté de celui de la décision. L'invitation est faite à prendre la parole tout azimut, mais sans qu'aucune garantie soit donnée d'une véritable écoute : autrement dit, l'exercice se distingue plus par son caractère exploratoire que par sa portée réelle. Il contribue à expérimenter un outil très concret de participation et à diffuser le principe selon lequel tout sujet est par essence « discutable ». Néanmoins, il est regrettable qu'une grande partie des participants n'ait pas bénéficié de l'information a minima délivrée par les deux rencontres thématiques en amont du Forum ouvert : on peut penser que le contenu des échanges aurait été différent. De même, la possibilité d'une confrontation entre experts, politiques et citoyens dans le cadre de forums plus « hybrides » est une piste intéressante à étudier pour prolonger cette expérience francilienne.

REFLEXIONS TRANSVERSALES

L'observation des forums ouverts a suscité, de la part de l'équipe de recherche une réflexion complémentaire visant à aller au-delà du simple compte-rendu analytique des forums. Chacun d'eux a choisi de mettre en valeur une problématique particulière pour contribuer à la mise en perspective de cette démarche de forum ouvert du point de vue du jeu des acteurs concernés, de leur coopération entre eux, avec d'autres secteurs ou avec le politique ou encore des questionnements qui ne sont pas ou peu apparus dans tel ou tel forum et qui auraient pu être attendus.

1 - L'entre soi du milieu culturel (Christophe Moreau)

Une dynamique relationnelle plébiscitée malgré une faible diversité des horizons

L'espace du forum est très majoritairement vécu comme un espace de ressourcement, de liberté et de sécurité, facilitée par un groupe très homogène et un sentiment d'entre soi. On y rencontre principalement des professionnels, militants et étudiants du secteur culturel, ainsi que quelques représentants de l'économie sociale (la CRES est co organisatrice) et du développement local (une agence territoriale du conseil général, des représentants du Pays des Vallons de Vilaine, des techniciens de collectivités). Plusieurs étudiants du Diplôme Universitaire « Culture et développement durable », porté à Nantes par Trempolino, cherchent à s'informer, à exposer leurs points de vue, et à constituer du réseau. La plupart des personnes, dans le hall d'accueil, connaissent deux ou trois participants, et peu de personnes restent seules.

Les attentes exprimées concernent la création de liens, la mise en réseau. Pour autant, une majorité des personnes interrogées déplore le manque de diversité : manquent les acteurs du secteur économique qui auraient permis plus de frottement et moins de consensus, les acteurs éducatifs, les responsables institutionnels et autres décideurs, les élus locaux.

« C'est les limites de ce forum aussi, c'est qu'on est beaucoup des convaincus alors qu'il y aurait besoin d'une mixité. » / « Je la trouve intéressante parce qu'elle réunit quand même des professionnels de la culture et des professionnels aussi de l'environnement. Bon manquent maintenant certains acteurs qui sont aussi essentiels, des élus par exemple, des techniciens, des représentants de collectivités, des institutions. Mais bon, c'est un début ! C'est une première étape. »

« On est beaucoup de gens quand même du secteur social ou du secteur culturel. Il y a quelques élus à mon avis mais pas énormément, donc ça c'est dommage. Il y a quelques techniciens de la culture, mais y a personne de la DRAC... Il y a personnes du monde économique, mais ça c'est tout à fait normal. Par contre ce que je trouve dommage, c'est qu'il y ait personne de l'enseignement. Je pense que ça aurait été intéressant de les associer, ils ont une fonction quand même assez importante au niveau de l'inscription de la culture. »

« On est 70 personnes, moi je trouve que c'est très, très bien, il y a une diversité qui est déjà là. Dans ces personnes, on n'a pas que des gens qui ont du leadership quelque part, on est dans des gens engagés. C'est vrai qu'on n'a pas la population qui consomme ou qui est bénévole. On a un public qui

est déjà engagé, qui a déjà réfléchi. » « On est dans le milieu professionnel de la culture, mais il faut y aller par étapes : allons déjà décloisonner ce milieu. On sait que c'est un milieu où chacun a un peu ses déformations, c'est des milieux qui sont souvent très autocentrés, donc je trouve ça très riche là d'être avec des chorégraphes, des créateurs, des bénévoles, des militants, des gens qui réfléchissent sur la culture, des élus. On a potentiellement de quoi faire une belle ruche ! »

« Y a quelque chose encore qui coince parce qu'on est dans un système à la française où les secteurs se côtoient peu ou pas, où on aime bien l'entre-soi, on l'aime beaucoup, parce qu'on est bien entre nous, on a de bonnes idées, c'est super. On méprise aussi beaucoup dans la culture ! On méprise la production matérielle, on va être pour les ouvriers, leurs combats, mais qu'est-ce qu'on n'aime pas ces univers-là ! On déteste ça ! L'odeur d'un théâtre et l'odeur d'une usine, c'est des entreprises, mais c'est pas les mêmes ! Pour ça c'est terrible, on aimerait bien qu'il y ait plein de gens, en même temps on est tellement bien entre nous. Parce que les autres, qu'est-ce qu'ils vont venir nous gonfler ?! On va être obligé d'avoir un recul sur soi, on va être obligé de se critiquer, c'est pas possible ça. Ça, c'est assez fort et c'est assez troublant. Ça fait pas très longtemps que je travaille dans ce milieu, j'ai fait autre chose avant, c'est peut-être aussi pour ça que j'ai un langage un petit peu critique ! »

Un espace de ressourcement et de sécurisation pour les acteurs culturels

La dimension horizontale d'égalité totale de points de vue, ajoutée à un centrage esthétique et émotionnel sur soi, ont la vertu finalement de conforter chacun dans sa propre élaboration subjective, d'autant que les acteurs culturels en quête de légitimité, aux prises avec les réalités institutionnelles et financières, cherchent ici un havre de paix et de sécurité collective. Ce dispositif « remet l'individu au centre des préoccupations, avec une égalité possible d'expression des points de vue en dehors de discours convenus et dans une liberté d'approche et d'abord de thématiques variées. »

Illustration que le forum soutient chacun dans son élaboration personnelle, il nous est précisé qu'un atelier peut être mené seul ; « ce n'est pas gênant, dites vous que vous avez une heure devant vous pour faire ce que vous avez du mal à faire pendant votre travail. Offrez vous ce cadeau pour noter vos idées, et peut être que des papillons viendront vous rejoindre ».

« Je pense qu'on a tous à des moments besoin de se ressourcer, d'échanger, de se confronter à d'autres. »/ « je suis venue aussi parce que j'étais intriguée par la forme du forum ouvert, j'avais vraiment envie de savoir ce qu'il y avait derrière. J'avais entendu parler de cette mise en place, mais je l'avais jamais vécu et j'étais curieuse. »

« Je sais plus trop où j'en suis. Comme je viens de terminer quelque chose, j'ai l'impression que c'est la page blanche, maintenant il faut que je retrouve... C'est comme quand on a porté un fardeau des kilomètres et des kilomètres, on le pose : on est un peu déséquilibré. Donc là je suis un peu déséquilibrée. Je sais que tout ce que j'ai reçu, ça m'enrichit. Mais il faut que j'arrive moi-même à me stabiliser. »

« Pouvoir prendre un peu de recul aussi par rapport au boulot que je fais quotidiennement, de partager les points de vue de façon libre, parce que c'est vrai que sur son territoire, ça peut être faussé alors qu'ici on peut partager plus facilement les points de vue sur les sujets. »

« Je me sens une parmi beaucoup ! J'ai apprécié de me sentir une parmi beaucoup, au même plan et avec une certaine liberté de pouvoir à la fois prendre la parole ou ne pas la prendre, je ne me suis pas sentie dans une représentation, je me suis plus sentie être moi, sans faire l'abstraction que je suis là quand même par une fonction professionnelle. »

Les derniers instants partagés collectivement permettront de visionner la vidéo du forum, et ainsi de se regarder soi, comme pour mieux se ressourcer et se recentrer ...

2. Le rapport au politique (Vincent Guillon)

La politique culturelle est, sous bien des aspects, réservée à des experts seuls à même de décider ce qui relève du bien commun, ce qui a de la valeur et ce qui en a moins. Ne nous trompons pas, le projet des forums ouverts constitue une forme d'alternative – que de nombreux observateurs appellent de leurs vœux – à ce pouvoir des experts en matière de soutien public à la culture. Si l'intention de donner un accès à la parole et à une reconnaissance pour une plus grande diversité d'acteurs est bien constitutive de la démarche des quatre forums ouverts, la question de la traduction de la discussion en pouvoir reste entière. En effet, l'espace de la participation se trouve ici largement déconnecté de l'espace de la décision politique, conduisant à ôter aux forums tout impact direct sur l'action publique. On note, par ailleurs, que les élus ne sont pas nombreux à être présents. L'invitation est faite à prendre la parole tout azimut, mais sans qu'aucune garantie soit donnée d'une véritable écoute : autrement dit, l'exercice se distingue plus par son caractère exploratoire que par sa portée réelle. Il contribue à expérimenter un outil très concret de participation et à diffuser le principe selon lequel tout sujet est par essence « discutable ».

Le manque d'influence directe sur la décision, consubstantiel à la manière dont le dispositif est conçu, n'est pas forcément vécu comme une difficulté ou un problème par les organisateurs des forums ouverts. La question du lien au politique est même parfois perçue sous l'angle de l'instrumentalisation. De ce point de vue, la distance entre participation et instance politique est interprétée de manière positive. Si l'argument peut être recevable, eu égard aux nombreux effets de légitimation qui entourent les différentes expériences de démocratie participative, il soulève un autre problème non moins redoutable : participer, mais pourquoi ? Construire du commun, mais pour quelle finalité ? L'objet des forums et la manière dont il est présenté n'apparaît pas non plus potentiellement porteur d'une controverse qu'il s'agit d'organiser. La participation s'apparente ici plutôt à une conversation ordinaire où la contestation des experts est la norme, rassemblant des personnes de bonnes volontés et bienveillantes ; la question se posant de la nature proprement politique de leurs échanges.

3. Les problématiques absentes (Marie-Christine Bordeaux)

Les besoins culturels des populations sont évoqués, mais assez faiblement, et les amateurs restent hors champ du discours, sauf de manière elliptique dans un des témoignages recueillis. C'est étonnant dans la mesure où la liberté d'expression devait naturellement permettre de parler de cette catégorie d'acteurs traditionnellement dominée dans la culture. Il semble que les enjeux soient majoritairement, pour des acteurs de second ou troisième cercle, laissés pour compte des politiques culturelles publiques, de trouver une visibilité et un espace d'expression. D'où l'importance de continuer avec une présence politique et, mieux, un projet politique au niveau régional ou départemental, ce type de situation, une fois passé l'enchantement de la « méthode » et de la nouveauté de ce type de rencontre, pouvant devenir rapidement explosif si la participation n'est pas corrélée à des changements programmables, même de faible amplitude.

4. Les Forum Ouverts : des think tanks démocratiques pour les politiques régionales ? (Philippe Teillet)

Les Forums Ouverts de Poitiers, ainsi que, dans une moindre mesure, celui de Bretagne, ont témoigné de l'attente des organisateurs pour un déboucher en termes de perspectives pour l'action. Une certaine ambiguïté apparaissait cependant quant à la nature de ces actions (individuelles, collectives, privées, publiques). Mais le rôle des agences culturelles dans l'organisation de ces Forums, les territoires visés (souvent, de façon implicite, allant de la proximité des quartiers à une dimension supra communale voire régionale) et la tradition d'interventions publiques dans le champ culturel, conduisaient à penser que l'orientation des politiques publiques était à terme le véritable enjeu de la mobilisation des organisateurs et des participants. En Rhône-Alpes, l'observation indique plutôt un souci de mobilisation individuelle des participants. En Île-de-France, en revanche, l'objectif était moins d'aboutir à des plans d'action détaillés « comme initialement prévus – même si une partie du comité d'orientation souhaite maintenir cette ligne opérationnelle ». Il s'agissait plutôt, après des arbitrages et hésitations « de créer une mobilisation régionale pour explorer ces sujets, faire se rencontrer des acteurs n'appartenant pas aux mêmes secteurs d'activité, créer une dynamique territoriale sur ces questions émergentes, impulser une action collective et des pistes de projets ».

Par delà ces flottements, le projet de faire de ces Forums des lieux de production d'idées, des Think Tanks susceptibles de nourrir la réorientation ou le développement de politiques publiques les a traversés sans être nettement explicité.

On peut comprendre les préoccupations des agences, dans un contexte où leur légitimité reste fragile, de témoigner de leur attachement à une mission d'accompagnement des politiques publiques ou du moins, de l'utilité, et de l'opérationnalité même, de ce qu'elles entreprennent. On peut comprendre aussi l'argumentation consistant à plaider pour la durabilité et la « soutenabilité » de politiques plus partagées que celles qui ont été mises en œuvre jusqu'à présent.

Reste que, comme le souligne Vincent Guillon (Rapport au politique), les Forums Ouverts ne résolvent pas la question épineuse de leur distance aux arènes où sont arrêtés les choix politiques dont les politiques culturelles sont, pour partie le produit. En outre, l'absence lors de ces Forums, des agents dominants du champ de ces politiques, laisse douter de leur impact sur les orientations qu'elles pourront prendre à l'avenir.

Surtout, nous voudrions rappeler ici les effets des positions occupées sur les prises de position. Quand le quotidien des participants consiste avant tout à gérer des équipements ou des projets, dans des conditions parfois difficiles, leurs relations aux politiques publiques ne suffit pas à les transformer instantanément en « policy maker ». Le Forum Ouvert crée une situation stimulante d'égalité et de liberté de parole. Mais, le poids des expériences quotidiennes est tel que les déceptions risquent d'être nombreuses si les organisateurs attendent trop implicitement des participants qu'ils partagent spontanément les missions et points de vue des agences régionales.

On ne peut qu'inviter à plus d'attention sur ce point, tout particulièrement en resserrant la focale sur des questions précises (bien plus que le thème de ces journées), ainsi que sur les activités des participants, de façon à débattre d'enjeux qui ne sont pas avant tout ceux des organisateurs (ou en s'assurant qu'ils sont véritablement partagés). Ainsi, paradoxalement (?) les convergences de propositions seront sans doute plus à même de répondre aux attentes des organisateurs.



Observatoire des politiques culturelles
1 rue du Vieux Temple
38000 Grenoble